

R. LAURENT-VIBERT

CE QUE
J'AI VU
EN ORIENT

MÉSOPOTAMIE

PALESTINE - SYRIE

ÉGYPTE - TURQUIE

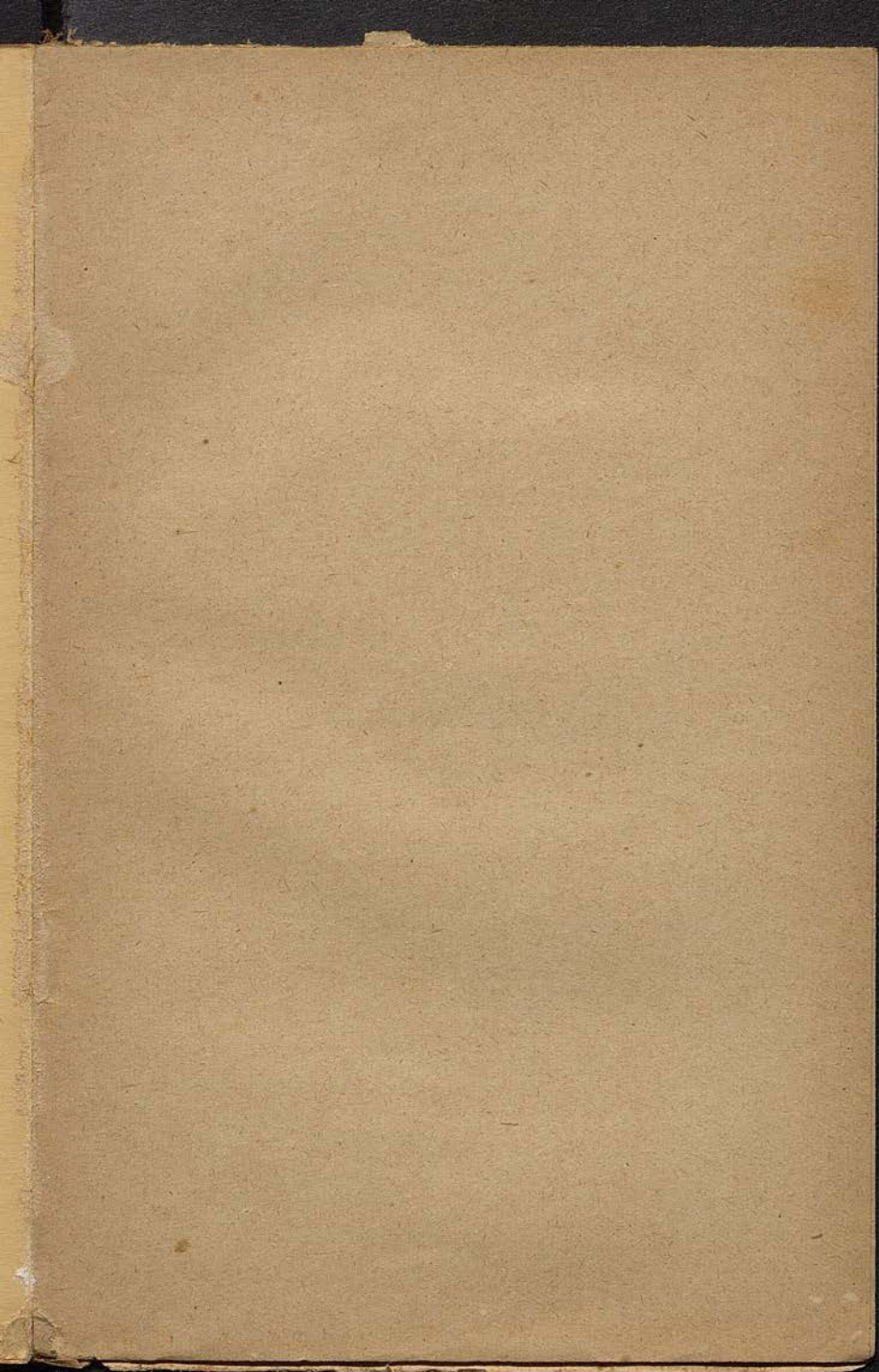
NOTES DE VOYAGE

1923-1924

PARIS

LES ÉDITIONS G. CRÈS ET CIE

1924



CE QUE J'AI VU EN ORIENT

LES ÉDITIONS G. CRÈS ET CIE

ONT PUBLIÉ DU MÊME AUTEUR

*Routiers, Pèlerins et Corsaires aux Échelles du
Levant* (Collection Voyages); 1 vol. . 7 fr. 50

Tous droits de reproduction,
de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays,
y compris la Suède et la Norvège.

Copyright by LES ÉDITIONS G. CRÈS ET CIE.

1924

R. LAURENT-VIBERT

BHB
2740

CE QUE
J'AI VU
EN ORIENT

MÉSOPOTAMIE
PALESTINE - SYRIE
ÉGYPTE - TURQUIE
NOTES DE VOYAGE
1923-1924

PARIS
LES ÉDITIONS G. CRÈS ET CIE
1924



BHB3

29262-20-A

« LA PAIX EST A L'OMBRE DES SABRES »

TELLE EST LA DEVISE DE LA COMPAGNIE

DES MÉHARISTES DE PALMYRE

A QUI CE LIVRE

EST FRATERNELLEMENT DÉDIÉ



J'ai parcouru deux fois, au printemps de 1923 et à celui de 1924, les pays lourds d'histoire et bruissant de tumulte, de la Méditerranée orientale. Au deuxième voyage, j'ai ajouté la rapide vision de la Mésopotamie à celle de l'Égypte, de la Palestine, de la Syrie et de la Turquie. A aucun degré, ce petit livre ne peut s'appeler une enquête. Ce n'est qu'un tour d'horizon, d'un horizon obscurci de rancunes, de haines, de confusion, de désordre, de déraison, à peine traversé çà et là de quelques rayons de sa-

gesse et d'espérance. Les Alliés victorieux ont réussi, — ce qui est admirable, — à compliquer la question d'Orient: elle est présentement inextricable, si l'on entend la résoudre sans parti-pris. Pour moi, j'ai pris parti. Je suis Français, ce qui implique, dans cette affaire, des droits incontestables et des devoirs précis. J'examine, je juge, je résous, suivant les intérêts de mon pays. Ah! la bonne règle, droite, solide, et qui ne trompe personne, et qui rassure tout le monde! Croyez-vous que les Anglais ou les Italiens ou les Orientaux aiment à discuter avec ces « citoyens de l'univers », qui se proclamant vierges de tout nationalisme, en profitent pour distribuer gravement, et de haut, des prix de vertu aux nations, blâment leur propre patrie, approuvent d'ordinaire les puissants, gourmandent résolument les faibles, mettent à toute sauce des principes bien abstraits à l'aide desquels on peut tout détruire ou tout étayer, tremblent de peur s'il faut choisir, et trahissant leur pays

sans servir l'adversaire, préparent par la confusion des idées, les conflits, malentendus, guerres, incendies, massacres. Je suis Français, rien que Français. Quelle bonne chance, dans cet Orient, où la France a toujours projeté la lumière éblouissante de son génie! Dieu me garde de vouloir être plus intelligent que Richelieu, Colbert, Vergennes ou le général Brune, ce général de l'Indivisible, qui le 12 Ventôse an XI recommandait à nos consuls de ne pas perdre de vue le protectorat français des catholiques d'Orient. Croyez vous que cela doive nous empêcher de comprendre les autres nations et de nous entendre avec elles? Parler clair, net et fort, avec le ton de courtoisie qui se doit entre grands peuples, vaut mieux que psalmodier, *tremula voce*, des principes solennels si larges et si lâches, que tout passe au travers, petites injustices ou grandes infamies.

Donc je supplie de ne pas me lire :

1^o les Français qui croient que les questions internationales doivent se régler désormais par l'application pure et simple, en toute occasion et dans tous les cas, de principes abstraits; et qui estiment en conséquence que les droits acquis, au cours de l'histoire, par l'effort et la patience des nations, ne doivent jamais entrer en ligne de compte;

2^o les Français qui, oubliant que leur pays est un Empire de 100 millions d'habitants, considèrent que la France, devenue puissance de second ordre, n'a plus les moyens d'avoir une politique mondiale.

Par contre je m'adresse aux Français, robustes d'esprit et de caractère, qui ne passent pas leur vie à geindre ni à craindre. Et je m'adresse aussi à vous, nationalistes d'Italie, que j'ai vu défiler à Milan chantant: « *Giovinezza, Giovinezza!* » et que j'ai retrouvés, à Rhodes, Latins civilisateurs, — et à vous, solides et souriants Britanniques d'Empire, mes bons amis, vous

que j'ai rencontrés sur la route des Indes, «notre» route des Indes (car nous avons aussi nos Indes, Français, mes compatriotes), cette route où il y a vraiment place pour deux; vous dont j'aime la courtoisie, la netteté des idées, le courage, cette ardeur flegmatique. Ce livre d'un nationaliste français ne saurait vous déplaire. Vous y entendrez parfois comme un cliquetis d'épées. Vous n'êtes pas hommes à vous effrayer. « La paix est à l'ombre des sabres », dit le proverbe arabe et vous savez bien qu'il ne s'édifie rien de grand à l'ombre de la peur.

EN EGYPTE



EN moins d'une année, de mars 1923 à janvier 1924, le changement d'aspect de cet ardent et beau pays est, à la lettre, incroyable. J'avais débarqué, l'an dernier, en pleine loi martiale anglaise. Zaghloul pacha encore en exil. Les murs du Caire étaient couverts de petites affiches officielles, en anglais et en arabe, offrant des récompenses de 10.000 livres égyptiennes (750.000 francs) à qui dénoncerait les auteurs des derniers attentats contre les officiers britanniques. L'on fouillait les pas-

sants en pleine rue, devant les cafés; les perquisitions chez les particuliers étaient quotidiennes. A chaque *karakol* (poste de police) des tommies blonds et rouges, fermes sur leurs jambes écartées, le fusil à bout de bras, regardaient placidement de leurs yeux bleus du Lancashire une foule silencieuse, hostile. Parfois, l'ébranlement d'une auto-mitrailleuse. Les étudiants d'El-Azar, souples et fins dans leurs gandourahs claires, cahiers sous le bras, échangeaient le long des vieilles rues, sous le regard des moucharabiés, des propos passionnés et furtifs. Admirable solidarité! Jamais les Anglais n'obtinrent la moindre dénonciation. Le *Wafd* (organisation révolutionnaire et communale), dix fois dissous, ses membres frappés d'exil, fut dix fois reconstitué. Tous s'unirent. Sur les drapeaux de l'opposition anti-anglaise, la Croix et le Croissant fraternisèrent. On y vit même un beau jour le bouclier juif de Salomon, l'étoile à six pointes, qui (pru-

dence, sagesse, dédain?) n'y resta pas longtemps. Les prêtres coptes allèrent aux mosquées, les oulémas aux églises, prier sur les cadavres de l'insurrection.

Aujourd'hui, en janvier 1924, c'est le triomphe. Zagloul, premier ministre du roi Fuad, ne circule de ministère en ministère que sous les acclamations, sa voiture, fermée, disparaissant sous les corps, hissés les uns sur les autres, de ses fidèles. Il n'y a plus d'Anglais aux karakols, il n'y en a même plus à la porte de la Citadelle. Ce sont des soldats égyptiens qui regardent paresseusement, du sommet des escaliers, la place, la grande place arabe des Mille et une Nuits, toute humiliée par un pitoyable square, et, par delà, les murailles hautes comme des falaises de la mosquée de Sultan Hassan. Des voitures passent, chargées d'étudiants qui agitent des drapeaux, nouveaux drapeaux verts de l'indépendance. Tout est au réveil de l'Égypte. La joie est universelle, les espérances infi-

nies. Il y a bien, de temps en temps, le passage brusque d'une automobile militaire anglaise, hérissée de fusils, avec des officiers à casquette d'état-major ; et il y a toujours, près du Nil, dans les jardins, la lourde Résidence anglaise, sa magnifique tenue, ses fauteuils profonds, timbrés en or au monogramme de Georges V, *Imperator Rex*.

Que s'est-il donc passé? quelles sont ces apparentes contradictions? comment dé mêler tant d'énigmes?

La situation paraît simple à ne l'exposer que dans ses termes juridiques. Le percement du canal de Suez ayant dérivé sur Port-Saïd et la Mer Rouge tout le trafic d'Europe aux Indes, les Anglais considérant qu'il était pour eux d'un intérêt vital d'avoir la main sur le canal, profitèrent, avec une suite remarquable dans les idées, des troubles d'Egypte qui leur donnèrent occasion d'intervenir, puis de l'extraordi-

naire défaillance française qui leur permit d'acquérir les actions du Khédivé, donc la majorité dans la société du canal. Occupation de fait, contrôle financier : leur but était atteint. On ne saurait trop insister sur l'incroyable carence du gouvernement français, qui commit une faute pire que celle des ministres de Louis XV quand ils abandonnèrent les Indes et le Canada. La tradition constante de la Monarchie, depuis Saint Louis jusqu'à Louis XVI, fut que l'Egypte était la clef de la maîtrise sur toutes les Echelles du Levant. Les instructions de Colbert au marquis de Nointel, quand celui-ci partit en 1670 pour la plus fastueuse des ambassades, et la plus féconde, puisque les Capitulations furent alors solennellement renouvelées, sont d'un accent de vérité et d'une grandeur, qui, après plus de deux siècles, entraîne et éblouit. La Mer Rouge était alors fermée aux Européens. Colbert aurait voulu, pour la France, le monopole du commerce dans

cette mer et le droit d'établir, à travers l'isthme de Suez, un transbordement de marchandises. Deux compagnies de navigation jumelles, l'une au Levant, l'autre aux Indes orientales, auraient échangé par dessus la bande étroite de désert, plate, nue sous le soleil et sous le ciel, leurs cargaisons et leurs courriers. Ferdinand de Lesseps a réalisé, en somme, sous une forme moderne, les idées du plus grand commis de la Royauté.

Napoléon, qui suivit si souvent les grandes routes royales, avait déjà repris une tradition séculaire en la mêlant de grands rêves où passait l'image d'Alexandre. Je me souviens d'un coucher de soleil, au Ramesseum, dans la grande plaine de Thèbes, à l'heure où les ombres des colosses de Memnon s'allongent indéfiniment sur les blés et les orges blondes, dans le grincement des norias. Les huppées familières et charmantes jouaient au devant de nos pas comme sur la route de Médine, devant

la mule de Mahomet. Le soir était plein de chants d'oiseaux, de cris d'enfants, du bruit paisible des bêtes revenant à l'étable, sous le vol de milliers d'hirondelles. Le temple funéraire de Ramsès II, éclairé par un couchant splendide et pacifique, paraissait en pierre précieuse sous le bleu, attendri de vert, du ciel. Les hautes figures, gainées, impassibles, serrant sur leur large poitrine le sceptre et le fouet sacré, palpaient dans la lumière, jaillies du sol, devenues vivantes, tutélaires; écroulée dans les aulnes, où fuient des oiseaux d'or vert, la tête colossale du Roi repose sur la vieille terre sacrée. Près de l'oreille, j'aperçus une inscription aux caractères carrés, nets, brefs, impérieux. Je m'approchai et je lus :

CAPITAINE DUVILLIERS

AN VII

Ah! dans ce pays où toutes les pierres nous appellent, de quel cœur je salue, fraternellement mêlées, toutes les ombres

françaises. Admirable continuité! Le capitaine Duvilliers, que je vois, (que vous voyez, n'est-ce pas?) avec ses buffleteries blanches, son bicorne à panache, son hausse-col et son regard vif, est plus proche, quoique sans-culotte, du sire de Joinville, que les politiciens de la III^e République qui laissèrent son inscription tomber aux mains anglaises. L'Angleterre a joué son jeu; elle a gagné, c'est notre faute. Rien n'est n'est plus irritant que les jérémiades après une partie bêtement perdue. Les Anglais n'avaient pas, n'ont pas la charge de sauvegarder nos intérêts. Quand le comprendrons-nous?

Les Anglais sont donc en Egypte, mais ils y sont à leur manière, qui n'est pas la nôtre. C'est là un point de fait, cause la plupart des erreurs de l'opinion française. Nous voyons l'Angleterre en Egypte comme la France en Algérie. Non pas. La politique de l'Angleterre est fort simple. Elle

veut tenir solidement le canal et les abords du canal et pour cela empêcher, par la force, que l'Égypte ne devienne elle-même une force indépendante. Pour le reste, elle ne s'en soucie. Elle a renoncé à exercer une influence intellectuelle et morale. Elle n'a créé aucune concurrence aux écoles françaises qui sont florissantes. Tout au plus exige-t-elle la connaissance de la langue anglaise pour les emplois d'Etat. Encore le journal officiel de l'Égypte est-il publié en français. Alexandrie a moins d'enseignes de magasin en anglais que Paris. Tout est en français et en arabe. Au Caire même, les inscriptions anglaises ne se montrent qu'au centre de la ville, près des grands hôtels. Sans doute l'exploitation systématique et merveilleusement habile de la belle découverte du tombeau de Tout-ankh-Amon a porté quelque atteinte, dans le domaine de l'égyptologie naguère monopole de la science française, au prestige de notre Institut du Caire. La pres-

se française, par cette ignorance imperturbable dont, chaque jour, elle nous administre les preuves, a prêté complaisamment son appui à cette propagande britannique. Encore une fois, tant pis pour nous ! Les objets découverts au tombeau constituent certainement l'ensemble le plus complet de mobilier funéraire que nous possédions, mais l'époque n'en est pas belle et pure. C'est déjà le poncif du Moyen Empire. Les salles, merveilleuses de suggestion et de mystère, du Musée du Caire, offrent au long de ses vitrines mille pièces, découvertes par les Français, plus émouvantes et plus parfaites. Pourquoi aucun journal de Paris ne l'a-t-il dit ? On sourit au bord du Nil, au nom de Tout-ankh-Amon, alors qu'on bée sur les bords de la Seine. Et je serais peut-être violemment indigné, s'il n'y avait tout de même dans les vitrines des nouvelles trouvailles, une statuette de bois, couleur d'ocre, veloutée comme un pastel, aux lèvres sanglantes et sensuelles,

aux grands yeux noirs, des yeux de Prince, d'initié, de psychopompe, des yeux mortels.

Leur maléfice a-t-il atteint, au-delà de Lord Carnavon, l'Empire britannique. L'arrivée au pouvoir de l'exilé, du proscrit, le retrait apparent des forces anglaises, le triomphe nationaliste en un mot, est-il un danger pour la domination anglaise en Egypte? En toute sincérité, je ne le crois pas. Sur ce point encore, l'Angleterre joue son jeu.

Pas plus que pour les écoles, l'Angleterre ne se soucie de la possession de la terre, cette belle terre noire, où mûrissent par an deux ou trois cultures et qui, verte ou blonde, ou dorée ou pourpre, retrouve en hiver sa teinte sombre, entre le désert et les montagnes couleur de feu. Divisée en grandes propriétés, elle appartient à de riches Egyptiens qui les louent à des fermiers, qui eux-mêmes les sous-louent aux fellahs.

L'Angleterre est donc disposée à aban-

donner tout ce qui, dans les administrations n'intéresse que la population; c'est en resserrant ou en relâchant son autorité sur les questions secondaires, qu'elle soumet l'opinion égyptienne à ce régime de douche écossaise, très propre à lasser et à user une population d'esprit oriental chez qui succèdent aux espérances grandioses, les prompts découragements. Le retour de Zagloul pacha, son accession au pouvoir, laisse intacte la solide *réalité* de l'occupation anglaise qui me paraît se résumer en deux points :

Le premier est de maintenir désarmée la population, qui d'ailleurs n'est pas guerrière. Trop de sang africain est mêlé au sang arabe. Sans doute les troupes égyptiennes ont fait très bonne contenance dans les guerres de Soudan, mais que vaudraient-elles contre les troupes occidentales? D'ailleurs, la question ne se pose présentement pas, d'un conflit armé entre l'armée du roi Fuad et le corps britannique

d'occupation. Depuis 1882, les Anglais ont réduit l'armée égyptienne à sa plus simple expression : quelques milliers d'hommes sans munitions. Et comment, même sous un régime nationaliste, accroîtrait-elle ses forces ? La contrebande par mer est impossible. L'Angleterre tient les ports, contrôle la douane. A Alexandrie, les douaniers sous l'œil de quelques fonctionnaires britanniques, ne se soucient à la visite de vos bagages, que des armes que vous pourriez introduire. J'ai dû subir, pendant dix minutes, l'examen de toutes les gaines de cuir de mes flacons à parfumerie, où l'œil du policier croyait discerner des étuis à révolver. La contrebande des armes ne pourrait donc se faire que par le désert libyque ou l'arabique : elle suffirait à peine si elle était bien organisée, ce dont je doute, à alimenter un bref soulèvement voué à l'échec le plus rigoureux.

Si les Anglais paraissent avoir évacué le Caire, ils ont maintenu un assez grand

nombre de nationaux dans la police. Aux carrefours, l'on voit pour régler le mouvement des voitures, sous le tarbouch écarlate, des figures roses et des cheveux roux; les side-cars des patrouilles sont montés par un policier britannique et un policier égyptien : singulier attelage, où le guidon est arabe et la carabine anglaise. Et puis, du côté du canal, il y a les avions, et les postes bien défendus. A mon sens, l'Angleterre peut continuer à avoir la certitude que tout mouvement sera réprimé par les armes modernes et mécaniques, dont la puissance irrésistible (ne l'oublions jamais) est le fait nouveau, absolument nouveau dans l'histoire. Qu'importe si au Caire la foule tout entière acclame Zagloul, en haine des Anglais : une foule soulevée et sans armes n'est qu'un pâle troupeau devant les autos blindées. Les grandes manifestations d'El-Azar en 1921 ont été calmées par quatre mitrailleuses aux coins de la grande place, devant le portail de mar-

bre, qui découvre les parvis et l'entrée des salles à colonnades, pleins d'ombre, de science psalmodiée et mystique, où, sur le sol silencieux, natté, bruissant sous les pieds nus, les docteurs expliquent la Loi, une Loi terrible contre les Infidèles. Mais que faire, quand ceux-ci ont la force?

Le deuxième point où les Anglais ne dévient pas, est la garde du Soudan, c'est-à-dire la maîtrise des sources du Nil, c'est-à-dire encore, la possibilité d'assoiffer et de ruiner cet étrange pays de cinq kilomètres de large sur mille de long, où il ne pleut jamais, et qui ne vit que du fleuve nourricier. Père et mère et Dieu tout ensemble, le Nil du sud et celui du nord, du lotus de la Haute Egypte au papyrus de la Basse Egypte, nourrit depuis des millénaires les tiges lourdes de suc des terres inondées, et désaltère les générations innombrables, toutes pareilles de siècle en siècle, des serviteurs de la glèbe.

Tant que les Anglais seront inflexibles

sur ces deux questions, ils tiendront l'Égypte aussi solidement que jamais. A moins d'une catastrophe mondiale, qui n'est certes pas à désirer, rien n'est changé au fond même de la situation. Les attentats isolés, de 1919 à 1923, eussent-ils été dix fois, cent fois plus nombreux, ne doivent pas faire illusion. Un général anglais disait l'an dernier : « Nous quitterons peut-être quelque jour Londres, mais jamais le Caire : *Never Cairo* ». Malgré les apparences, les Anglais n'ont pas quitté Cairo.

Mais, direz-vous, si les Anglais ont ainsi la force, pourquoi ont-ils consenti à l'arrivée au pouvoir de l'un de leurs pires ennemis? N'est-ce point, quand même, un échec? L'Égypte ne va-t-elle pas « se retrouver », se refaire, préparer une indépendance complète? N'y a-t-il pas là une de ces fissures que les diplomates se plaisent à découvrir dans le bloc britannique?

Je crois, en effet, que les Anglais auraient préféré ne pas voir Zagloul au pou-

voir; mais j'ai l'impression qu'à leurs yeux cela n'a pas d'importance. Bien plus, que cela fait partie d'un plan, dont les grandes lignes sont concertées et les détails laissés aux exigences des événements. Les Anglais, malgré le réalisme de leur politique d'Empire, sont tout de même obligés de faire quelques concessions de forme aux principes wilsoniens, et parmi ceux-ci au droit des populations de disposer d'eux-mêmes; or, vraiment, s'il est, dans le monde, une nation ayant pour réclamer son indépendance, tous les droits, écrits et non écrits, c'est bien la nation égyptienne. Un passé magnifique, un des plus beaux de l'humanité (les nationalistes, d'ailleurs, l'invoquent beaucoup moins qu'ils ne le devraient); un précédent moderne d'indépendance avec Méhémet-Ali, sous lequel l'Égypte, sans protectorat européen, fit belle figure dans le monde, donc la capacité, démontrée à se gouverner eux-mêmes; les textes les plus précis où l'An-

gleterre s'engage à évacuer l'Égypte, la pacification rétablie; une élite cultivée et intelligente; je le répète, l'Égypte a tout, sauf la force. L'Angleterre est bien obligée de tenir compte de tout cela. La transformation du khédiviat en royauté a été un 'de ces gestes, destinés à calmer les impatiences des Wilsoniens, qui se nourrissent si volontiers de viande creuse. Mais pour la Grande Bretagne, indépendance ne peut avoir d'autre sens que liberté de *l'administration*. On me racontait l'enquête, menée par une délégation du parti travailliste anglais, venue il y a deux ans pour témoigner aux nationalistes égyptiens la sympathie de la démocratie anglaise. « En somme de quoi vous plaignez-vous? dirent-ils aux chefs du mouvement national. — Mais nous nous plaignons de ce que les Anglais occupent l'Égypte et nous vous demandons, tout simplement, de vous en aller. — La question n'est pas là, répondirent nos démo-

crates, nous vous demandons : de quoi vous plaignez-vous? Etes-vous brutalisés? nos fonctionnaires sont-ils tyranniques? etc. ». Le droit à l'humour, qui est, comme on sait, un des droits imprescriptibles de la vieille Angleterre, n'est pas, comme on le voit, abandonné par le *Labour party*.

Donc, tout de même, il faut bien construire, en avant de la succursale égyptienne de l'Empire britannique, une bonne façade aux fausses fenêtres, présentable pour la société des Nations. Et puis, les attentats sont quand même un peu trop fréquents: il faut donc desserrer la corde. Rappelons Zagloul pacha! C'est un vieil homme, usé par la prison, une idole moins redoutable en plein jour que vue de loin, dans l'ombre des prisons de Malte, par les imaginations égyptiennes. L'Angleterre va se donner, à bon compte, figure de grande puissance libérale. Son génie n'est-il pas de profiter de toutes les circonstances? Ce nouveau

gouvernement, si totalement nationaliste, ce parlement où ont été élus 90% au moins de députés zagloulistes, ne fournirait-il pas l'occasion de substituer au régime de fait, qui suffirait évidemment au *common sense* anglais, mais qui inquiète l'Europe, un bon régime de droit? Dans l'ivresse de la liberté, cette nouvelle équipe de politiciens qui va goûter les joies du pouvoir pourrait peut-être accepter, sanctionner un traité, un *libre* traité avec l'Angleterre, où celle-ci aurait l'occupation du Canal et du Soudan, le soin de la défense nationale et de la politique étrangère, et où les Egyptiens auraient tout le reste. Personne au monde n'aurait plus rien à voir dans la question égyptienne qui serait enfin tranchée sur le mode démocratique. Comme, seule, la réalité, *matter of fact*, importe aux Anglais, pourquoi ne pas faire cette concession sans périls à l'idéologie latine?

Vous pensez bien que rien de cela n'a échappé à la clairvoyance de beaucoup

d'Égyptiens. Zagloul pacha, dans son discours inaugural de premier ministre, ne manque pas de marquer fortement qu'aucune des revendications dont le Wafd, dont il reste président, avait mises dans son programme n'est abandonné par lui, en particulier l'indépendance du Soudan. Quelle que soit la véhémence du ton, ce sont des mots que le vent du Sud emporte. Les Anglais acceptent les propos les plus violents contre leur occupation. Comme dans un combat de boxe, présentement ils « encaissent », mais en même temps, il se ramassent.

Un certain nombre de nationalistes pensent même qu'il est fort imprudent, dans un pays où l'opinion publique est si délicate et si sensible, de tenter l'expérience d'un gouvernement dit « national » mais qui, n'ayant pas et ne pouvant avoir une pleine souveraineté et les moyens d'actions d'un état indépendant, ne peut manquer de décevoir. Malgré toutes les précautions

oratoires, ils voient dans l'essai de Zagloul une concession, qui loin de renforcer la situation, juridiquement si forte, du nationalisme égyptien, l'entame au contraire en exaltant à l'excès toute la population. Celle-ci s'apercevra au bout d'un temps plus ou moins long qu'elle n'a pas obtenu tout ce qu'elle rêvait, et retombera dans une apathie permettant toutes les compromissions, tous les abandons, définitifs cette fois.

Cette inquiétude s'aggrave de la loi promulguée le 22 juillet 1923, loi qu'on ignore généralement en France et qui me paraît donner la clef de tout. Par une déférence, qui semble au premier abord inouïe, à l'égard du nationalisme égyptien, il a été décidé que « *tous* fonctionnaires, employés ou agents ressortissant d'une puissance étrangère capitulaire et ne rentrant pas parmi les anciens sujets de l'Empire ottoman » seraient licenciés dans un délai de quatre ans. Les administrations

égyptiennes vont donc être complètement vidées de tous les éléments anglais, français, italiens, qui, pour beaucoup de services, occupaient les postes principaux. Pour éviter les réclamations, on a établi, pour les fonctionnaires licenciés, des indemnités considérables, qui atteignent pour des postes de moyenne importance 2.000 ou 3.000 livres égyptiennes c'est-à-dire 160.000 francs ou 240.000 francs, plus une pension. C'est pour beaucoup, qui peuvent trouver un emploi dans les affaires, une fortune en capital, et un revenu magnifique. On conçoit que les consuls n'aient pas eu à intervenir. Mais que vont devenir, dans ces conditions, les administrations d'Etat? Les Egyptiens sont persuadés qu'ils ont la culture suffisante pour suppléer à tous les concours européens. J'en suis moins sûr. Rien n'est plus difficile que les affaires de l'Etat, et rien ne remplace l'expérience des siècles. Rien ne s'improvise moins. Les écoles techniques,

dont les Anglais se sont beaucoup plus occupés que des écoles primaires ou secondaires, et où ils ont introduit largement les sports et la culture physique, ne forment plus que des contremaîtres médiocres.

On est en droit de se demander si les Anglais n'ont pas prévu ces conséquences lorsqu'on lit, parmi les pièces annexes de la loi, cette phrase de Lord Allenby, Haut-Commissaire britannique, dans sa lettre (en français naturellement) au ministre des affaires étrangères de l'Égypte. « Je confirme la déclaration de votre Excellence que cette loi, ensemble avec les clauses contenues dans les présentes notes, constitue l'expression d'un *arrangement entre nos deux gouvernements*, et je prends acte de l'assurance que me donne votre Excellence que le gouvernement les maintiendra en vigueur *jusqu'à ce qu'elles auront produit tous leurs effets* ». Je ne conçois rien à cette lettre, si elle n'est pas d'une suprême habileté.

Je résume ainsi la situation : l'Angleterre, sous la pression des événements d'Egypte, et pour satisfaire l'opinion publique mondiale, s'est décidée à laisser se faire en Egypte une expérience de gouvernement nationaliste. Dès lors, elle veut que cette expérience se fasse intégralement. Elle se retire, l'arme au pied, attentive et forte, le long du Canal et du Soudan ; elle maintient la population égyptienne parfaitement désarmée ; elle vide les administrations des éléments occidentaux et organisateurs, et elle observe, prête à intervenir, s'il y a faute, faiblesse, insuffisance ou carence du nouveau gouvernement. Et si l'expérience réussit, que risque l'Angleterre au point de vue particulier de la possession effective du Canal et du Soudan, qui seule importe ? Méthode de fer de Lord Cromer, méthode de velours de 1924, c'est la même politique, uniquement soucieuse de ses fins. Les Britanniques d'Empire sont patients.

Je le dis tout net. Nous n'avons pas à nous mêler de cette affaire. Nous n'avons pas à redresser les torts « dans tout cet univers », et du point de vue de l'intérêt français, la situation présente nous est très favorable. L'Egypte est un des pays de l'Orient où se maintient le plus parfaitement notre prestige, notre influence intellectuelle et morale, et où nous trouvons pour le développement de notre commerce, même l'établissement de nos Nationaux, le plus de facilité, le champ le plus ouvert et le plus vaste. Il nous serait, vis-à-vis des Anglais, d'un jeu très déloyal de fournir par exemple des mitrailleuses aux nationalistes, mais il est *fair play* de bénéficier de tout ce que perd l'Angleterre dans des domaines dont elle ne se soucie pas et qui sont nôtres par toutes nos traditions. Il faut tout de même, selon le style que lui même aurait employé, satisfaire les mânes du capitaine Duvilliers.

Mais il est une question qui dépasse singulièrement les limites du nationalisme égyptien, et qui nous intéresse au premier chef comme puissance protectrice de millions de Musulmans. Le mouvement égyptien est-il purement nationaliste, au sens occidental du mot, ou est-il à base d'Islam? Je m'explique. Entre le sentiment national d'un Français, celui d'un Italien ou celui d'un Belge, s'il y a des différences qui tiennent à certaines habitudes de penser ou de vivre, le fond est commun, même identique. Notre conception générale de l'homme en société, et, lâchons le mot, notre métaphysique, est la même. Non seulement nous employons les mêmes vocables, mais nous pensons dans le même ordre, dans le même système. L'Egypte est terre d'Islam, c'est-à-dire qu'il y domine une conception très différente de l'univers. Le monde aux yeux du croyant se divise

en Fidèles et Infidèles; la vie civile y est réglée par la loi religieuse. La nationalité égyptienne elle-même, noyée au temps des premiers Khalifes dans l'Empire arabe, retrouvée sous les Khalifes fatimites, a été unie pendant des siècles, par un lien de vassalité plus ou moins lâche, mais unie tout de même, à l'Empire de Constantinople. Or, la population y est constituée par des éléments divers, ayant des mœurs distinctes. Mettons à part les Juifs. Les Musulmans, en très grande majorité, et les Coptes chrétiens forment encore des communautés tout à fait séparées. Et voici que, tout à coup, nous apprenons que Fidèles et Infidèles s'unissent, s'embrassent. Les Musulmans ne songent plus à leur qualité de Conquérants et de Purs. Les Coptes, qui se considèrent comme la vieille race autochtone, acceptent d'un cœur confiant la collaboration de leurs anciens seigneurs et maîtres, au risque, si les Anglais protecteurs des minorités s'en allaient, de retom-

ber entièrement sous une domination dont ils ont senti, jadis, la rigueur. Il y a de quoi étonner. Les Musulmans cachent-ils de secrets desseins de conquête islamique? Les Coptes sont-ils dupes ou contraints?

Que cet Orient est donc complexe! Les hommes les plus compétents, les plus expérimentés diffèrent d'opinion, avec véhémence, et sur ce point je m'en vais vous rapporter l'essentiel de deux entretiens. Je les trouve pleins de sens.

Le premier est avec un Copte notable, un des chefs du nationalisme, cultivé, de grand bon sens. La scène se passe dans un grand café du Caire. Les fez, innombrables, forment des groupes qui se dénouent, se reforment, s'éparpillent, se concentrent, se heurtent, s'agglomèrent, se disjoignent, parmi les conversations, toutes politiques, et la fumée des cigarettes. «Alors, lui dis-je, vous vous entendez avec les Musulmans, malgré la différence de re-

ligion ? — Comment pouvez-vous, me dit-il, me poser une semblable question ? Mais il n'y a plus aucune différence, aucune, entendez-vous, entre Musulmans et Coptes. Nous ne sommes plus qu'Egyptiens. Un Musulman serait offensé, s'il vous entendait. Nous ignorons même, dans les relations fraternelles que nous entretenons, quelle est notre religion. Mettez-vous bien dans l'esprit que cette question n'existe plus pour nous. — Alors, lui répondis-je, le plus naïvement que je pus, puisque vous vous fréquentez sans vous enquérir de vos religions réciproques, il doit y avoir de fréquents mariages entre Coptes et Musulmans ». Mon interlocuteur devint grave, son visage perdit ce sourire un peu figé, atavique, oriental, et c'est d'un ton glacé qu'il me répondit : « Pas un ! » et brusquement, il quitta la place.

Le lendemain, je dînais avec trois Musulmans notables, grands voyageurs, d'une culture très étendue, d'une politesse

exquise, dont l'un est pour moi un véritable ami, dans le grand hall de l'Hôtel Continental. C'était jour de bal. Notre table, quatre hommes en veston dont trois en tarbouch, faisait une tache étrange dans l'uniformité des smokings et des épaules nues, alternées. Trois cents conversations anglaises, à très haute voix, font un bruit très particulier de volière : les inflexions des Anglais bien élevés sont identiques ; dans la cage haute, dorée, d'un hôtel international, c'est vraiment la même espèce d'hommes et de femmes, bien lavés, aux mêmes pensées, aux mêmes mœurs. Un seul sentiment : « Nous sommes Britanniques ». Une seule préoccupation : « Soyons, joyeusement, des gentlemen ». La personnalité disparaît. Comme elle ressortait, vive, ardente, sur les trois visages qui m'entouraient, visages bruns, où les diverses races d'Orient avaient mis leur marque : la Caucasia guerrière, qui tend les yeux, aplatit les pommettes, l'Arabie dévorée de soleil et

de vent, qui noircit la peau et met dans le regard je ne sais quelle brûlante cruauté, le Delta amolli par l'eau bienfaisante et l'ombre des palmiers, tout en douceur un peu lassée. Autant que les visages, les paroles de ces trois hommes, où passaient les plus grands rêves historiques et parfois les plus vagues, créaient dans cette atmosphère absurde, où d'un bout à l'autre de la grande salle l'on ne causait, suivant les rites de la correction britannique, que du temps, de sport, de voyages, de rien au monde — une sorte d'oasis passionné. Les idées s'échangeaient toutes chargées de songes : Iran ou Touran ? Les Turcs Seldjoucides ou les Osmanli avaient-ils droit au Khalifat ? Quelle force de conquête ou d'apostolat se cache au Nedjd, sous les grandes tentes ? Un peu plus tard dans la soirée, réfugiés tous quatre sur un grand divan, nous étions frôlés, assiégés, enveloppés, par les couples, se dandinant, se heurtant, dans ce même bruit de volière,

aggravé de jazz-band. Un clergyman merveilleusement sain, dans son habit noir à gilet montant, reconduit ganté de blanc, le front moite, une jeune Anglaise, un peu rouge, en *evening dress*, que j'ai vue le matin au breakfast, culotte et redingote de tussor, bottes vernies, chapeau de cowboy, cravache au bras. Les colonels en brique rouge boivent du whisky and soda. L'Empire britannique se repose dans sa sérénité.

Nous devons élever la voix : « Permettez-moi, Messieurs, d'insister sur ce point qui me paraît capital. Il n'y a pas, vous me le répétez vous aussi, de mariage entre Coptes et Musulmans; comment voulez-vous que, nous Occidentaux, nous croyions à l'unité morale parfaite de l'Égypte? Les mariages mixtes sont la pierre de touche de l'unité nationale. — Pardon, me dit l'un, mais chez vous, en France, jamais un Catholique n'épouse une Juive ou une Protestante! (notez que

celui qui me parle est un homme qui a beaucoup voyagé et croit connaître notre pays). — Vous plaisantez, m'écriai-je, les mariages mixtes sont en France très fréquents. S'ils peuvent n'être pas désirés par les familles, jamais, vous entendez, jamais, nous n'avons l'impression d'une déchéance ou d'une impureté. J'ai assisté à de tels mariages, et j'ai vu des pères de familles, très catholiques, très pratiquants, embrasser très cordialement leurs belles-filles ou leurs gendres juifs». Mon interlocuteur tombait des nues. L'un reprit : « Mais les Musulmans peuvent parfaitement épouser des filles coptes, c'est le contraire qui est inconcevable. — Voilà, leur dis-je, un sentiment qui froisse profondément les idées occidentales. — Mais comment? continua-t-il, rien n'est plus clair, ni plus simple, ni plus légitime et je vais vous l'expliquer. La religion musulmane est une religion plus vaste, plus complète que la vôtre, puisque nous croyons, comme vous, au

caractère prophétique d'Abraham, de Moïse et aussi de Jésus ; nous englobons tout l'essentiel du christianisme, nous y ajoutons une autre révélation à laquelle vous ne croyez pas, celle de Mahomet ; donc vous êtes pour ainsi dire à l'intérieur de notre religion. Dès lors, qu'un Musulman épouse une Chrétienne, cela n'a aucune importance. Vous m'accordez, n'est-ce pas, que l'homme est le chef naturel du ménage. Dans ces conditions le mari dont la religion est plus vaste que celle de la femme, offre à celle-ci toute garantie. La Chrétienne ne court aucun risque de voir attaquer sa croyance. Au contraire, il serait absurde qu'une Musulmane tombât sous l'autorité d'un Chrétien, qui aurait une naturelle tendance à lui imposer une religion restreinte, à elle dont la foi serait plus large que celle de son mari. Vous voyez bien que cela est impossible ; d'ailleurs le Koran... » . Et de citer telle sourate, puis telle autre, dans un arabe, qu'hélas je

ne comprenais pas, mais sonore, timbré, guttural, magnifique à entendre dans cet hôtel, si Continental.

Vous supposez bien que je ne m'attardai pas à discuter. Je partis sur de nouveaux frais : « Mais ces Coptes, quels sentiments avez-vous pour eux? — Union parfaite, je vous assure, sans restriction. Ce sont pour nous des frères, dans notre lutte contre l'Angleterre. — Mais, dites-moi, je vous prie, ces Coptes, pouvez-vous distinguer leur race, à première vue, sans connaître leur nom? Pour moi, je vous l'avoue, cela m'est impossible. — Pour nous également, dit l'un, c'est impossible, et parfois nous faisons des confusions. — Que dis-tu là? repartit un autre. Si certaines confusions sont parfois possibles, d'une façon générale le Copte est parfaitement reconnaissable ». Il baissa la voix. « En somme, c'est un dégénéré, il n'a pas l'allure nerveuse, l'air dégagé et fort de l'Arabe. C'est une sorte de Juif pour nous.

— Evidemment, repartit l'autre, évidemment ».

Ah! le bel orgueil du Musulman! comment y renoncerait-il? C'est l'âme même de la race, l'âme d'acier flexible et pur, qui permit aux Arabes l'épopée de la Conquête. Comment perdrait-il, sans tout perdre, cette exaltation des qualités viriles, cette réserve hautaine dont, loin des femmes, loin des Impurs, seul devant Dieu, s'enveloppe le Vrai Croyant, comme du pan de son manteau de laine? Jamais, jamais l'expérience ne m'a trahi. Le Musulman le plus policé, le plus occidentalisé, pour peu que vous fassiez appel à son orgueil, reparaît soudain, sous le veston taillé à Paris ou à Londres, avec la même attitude morale qu'il a au désert, devant l'horizon, au milieu de la tribu, la même flamme dans les yeux, la même dureté dans la voix, ce que je ne sais quoi d'implacable et de lointain — loin, loin, à des jour-

nées de marche, dans la direction de la Kaaba...

Ces deux conversations, on m'entend bien, ne sont que deux expériences choisies. J'ai entendu bien d'autres propos. Et voici, très exactement mon opinion.

Il est certain que les *chefs* du mouvement nationaliste croient n'être que nationalistes. Ils ont, entre eux, la plus totale sincérité, et il est également certain que si le peuple tout entier était de leur culture et de leurs sentiments, on pourrait considérer le nationalisme égyptien comme n'importe quel nationalisme occidental. Mais je crois que ces sentiments, que nous appellerons civiques, sont le fait d'une élite et d'une élite très peu nombreuse. Si le nationalisme triomphait complètement, comme les Musulmans sont l'énorme majorité, ils auraient à coup sûr l'autorité la plus forte; les dirigeants actuels seraient débordés; les éléments de second plan, entrant en scène, imposeraient à leurs chefs

une direction qui ne serait plus seulement patriotique, mais religieuse, islamique. Les chefs, suivant la règle de toute démocratie, suivraient leurs troupes, d'autant plus volontiers que les atavismes, actuellement submergés, reprendraient le dessus. Nous assisterions en Egypte non seulement à une soumission totale de l'élément copte, mais à une crise de xénophobie analogue à celle que nous constatons présentement en Turquie. Nous serions jetés à la mer (quand je dis nous, j'entends les Occidentaux), et cela, je l'avoue, ne me paraît nullement souhaitable. L'union des Coptes et des Musulmans s'est faite *contre* les Anglais. L'obstacle détruit, le vieil antagonisme renaîtrait. Il me semble difficile que certains Coptes, et notamment ceux des campagnes, ne voient pas ces perspectives, mais comme les Coptes sont dans les villages en faible minorité, comment refuseraient-ils de s'associer au mouvement nationaliste?

Donc, à ce point de vue encore, nous n'avons aucun intérêt à l'élimination pure et simple de l'Angleterre, puisque en tout état de cause nous ne pouvons songer à nous mettre à sa place. Contentons-nous, dans cette Egypte, que notre faiblesse nous a fait perdre, d'exercer le rôle d'éducateur, de civilisateur et de bon commerçant. Ce faisant, nous sauvégarçons tout l'avenir.

EN TERRE SIONISTE



J'ÉTAIS parti en automobile, de Jérusalem, avec une lettre écrite en néo-hébreu par un des membres les plus influents du comité exécutif sioniste. « Avant d'arriver à Nazareth, m'avait-on dit, quand vous aurez à l'horizon le Tabor, vous verrez sur la droite, après avoir traversé le chemin de fer, un village en construction. C'est Balfouria. Vous ne visiterez pas une colonie sioniste en pleine activité, du moins vous assisterez à la naissance d'une nouvelle cité juive, et peut-être cela vous inté-

ressera-t-il davantage. Au moins, vous ne ferez la connaissance que d'apôtres convaincus de notre cause. Le directeur de la construction est le docteur ***. C'est un homme parfait ».

Parti dès l'aube, j'avais laissé derrière moi, dans le gris pâle que devrait davantage à chaque minute le soleil d'un beau jour de printemps, la ligne sévère des remparts de Jérusalem; et d'un dernier regard, que j'aurais voulu rendre souverainement compréhensif, j'avais embrassé, de toute l'âme, la figure divine de la Cité, l'une des plus sublimes qui rayonnent sur notre vieux monde : le dôme bleu et les faïences claires et les minarets du Haram-ech-Cherif, le dôme sombre et surbaissé du Sépulcre et toutes les tours et tous les clochers, et tout le souffle surnaturel qui anime les pierres et le ciel, tandis que mon auto grimpait en troisième vitesse la route de Naplouse, au flanc du mont des Oliviers, de l'autre côté de la vallée de Josaphat.

J'arrivai en vue de Tabor vers midi, par une chaleur accablante. Dans cette plaine sans un arbre, en bas-fond, le soleil se condense au point que la lumière, comme solidifiée, vibre sur les blés, en tourbillons brillants qui s'élèvent de la terre, légers, transparents, mobiles : rideau brûlant et tremblant qui dérobe les lignes, fait onduler les herbes, les fleurs, les épis naissants, la cime des montagnes, enveloppe toutes choses, et toute la pensée, et toute la vie dans une sorte de rythme aveuglant, scandé par le chant des grillons et le battement du sang aux tempes. On ne peut ouvrir entre ses paupières qu'une ligne mince comme la prunelle d'un chat pour recueillir le minimum du monde extérieur, et dans son entendement une ligne plus mince encore. Au passage à niveau, dans l'ombre bleu indigo d'un petit café, j'interroge un Arabe : « Ouen Balfouria ? » Il m'indique, sur la hauteur, quelques maisons. Par un chemin de terre, nous

montons à travers les hautes herbes pleines de coquelicots et de bleuets. Le chant des grillons devient assourdissant, tandis que s'ajoute à la chaleur, le parfum lourd, fécond, des plantes écrasées, de la sève exaltée par le soleil. Des cailles brusques, pesantes, bourdonnantes, fuient droit devant nos roues et disparaissent dans la lumière éblouissante; au-dessus de nous des alouettes montent en s'égosillant et disparaissent aussi dans le ciel. Le feu dévore tous les êtres. Quelques maisons, le silence; des machines agricoles du Massachusetts sommeillent sous les hangars. J'appelle et je vois apparaître deux petites filles, rouquines, si blanches de teint que les taches de rousseur n'arrivent pas à les colorer. Ah! aucune timidité! Le français, l'anglais échouent. Il faut parler allemand: « Wo ist Balfouria? — Hier ist die alte Balfouria, aber die neue ist da... ». Elles me montrent la plaine d'où je viens. Sans hésiter, avec hardiesse, une pointe

même d'effronterie (exactement, mais très exactement, les groupes d'enfants qui jouent autour de la Place des Vosges, ou ceux de White-Chapel...) elles grimpent à côté du chauffeur. Je redescends la pente, et me voici bientôt, en effet, dans un village en construction; des maisons ouvrières semblable-t-il, espacées; des tentes; quelques baraques. Je montre ma lettre, et j'entre dans une de ces baraques, recouverte de tôle ondulée, la seule qui ait une sorte de véranda. Une jeune femme m'accueille. C'est la femme du Docteur, une Israélite russe de Riga. Quels yeux doux et bons, et quelle simplicité! Je suis ici chez des ascètes. Les deux petits lits de fer, le poêle dans un coin, un baquet à lessive et au-dessus des têtes, sur la tôle, l'effrayante ondée, brûlante et continue. Puissance de l'idéalisme! Je ne sais quoi de spirituel règne dans ce logis misérable qui serait celui d'un manœuvre travaillant à la construction d'une ligne de chemin de fer, si à quelques détails insignifiants,

une brosse élégante, une photographie, un livre d'intellectuel (un livre ressemble très vite à son possesseur), un brin de dentelle ici ou là, et non pas à cela, vraiment, mais à rien et à tout, on ne discernait la noblesse des pensées, qui s'échangent ici. Je suis intimidé, vraiment.

Le Docteur — ô évidemment un peu nordique, très Solness le Constructeur, — m'aborde d'un tel ton, d'une telle franchise, que je n'hésite pas à quitter l'abri un peu étouffant de sa maison, mais sombre du moins, pour me replonger dans la zone implacable qui m'absorbe dès le seuil franchi. Les paroles bien qu'hésitantes de mon guide, qui cherche un français oublié, sont si passionnantes que je regarde, sans plus penser à ce soleil. Ce groupe d'hommes et de femmes, rassemblés sous la vaste tente et qui mangent silencieusement dans des gamelles, sont des *Halouzim*, des pionniers. Venus tous de l'Europe centrale et orientale, tous des intellectuels,

étudiants en droit et médecine, en lettres, en sciences, ils font, de leurs mains, la dure besogne de manier les moellons, les briques, les tuiles, les poutres, Ils construisent la cité de Dieu, la cité d'Israël, composant, dans le mouvement de leur âme et de leur vie, les impulsions mystiques d'un messianisme millénaire et celles d'une croyance laïque au Progrès. Ils vivent là, sous le soleil d'Iahvé, qui ne leur est guère clément, travaillant pour leurs frères, plus incultes, plus grossiers, qui entendent, en arrivant en Judée, trouver la maison prête. Les meilleurs donnent l'exemple du sacrifice; et sans doute ce sacrifice paraît absurde, car vouloir fonder une société nouvelle en faisant maçons des médecins, et gâcheurs de plâtre des avocats ne paraît pas une division du travail raisonnable. Une société qui s'édifie ainsi semble le comble de la déraison. Mais qui peut mesurer la valeur d'un sacrifice? Par ce premier contact avec le Sionisme, apprenons à le respecter, mais

que notre intelligence se garde. Le grain de folie aperçue ici, aux pieds brûlants du Tabor, nous empêchera de trop nous prêter aux entraînements du cœur.

Quel est donc ce Sionisme, dont il me semble bien qu'on a parlé, un peu partout, à tort et à travers, en mêlant, dans la plus dangereuse des confusions, la morale, la religion et la politique?

On sait que, par la déclaration Balfour, les Anglais, sans doute à la suite d'engagements pris, au moment des emprunts de guerre, vis-à-vis des financiers juifs internationaux, avaient promis aux juifs d'organiser en Palestine un « Jewish National Home ». Ces mots, intraduisibles en français, et surtout en français juridique, sont l'expression d'un extrême désordre d'idées. Quand il a fallu passer à la pratique, voici ce qui s'est, en fait, produit. Les Anglais ayant l'arrière-pensée du « National Ho-

me», c'est-à-dire l'organisation en puissance d'Etat d'une minorité faible et méprisée dans un pays violemment hostile, n'a pu, comme en Egypte, laisser aux populations une part légitime de self-government.

Il a fallu faire de l'administration directe. Sous l'autorité du Haut Commissaire britannique (un israélite : Sir Herbert Samuel) qui fait figure de Chef d'Etat, il y a donc une série très développée de Ministères, de *Départments* (*Education, Travel, Immigration, Trade, etc.*) qui occupent tous les immeubles modernes de Jérusalem. Les Ministères, dirigés par les Anglais, admettent, comme fonctionnaires, des Palestiniens; et naturellement les Juifs, d'ailleurs instruits et de caractère intrigant, ont pris les meilleures places, reléguant au second plan les Chrétiens et les Arabes. Mais tout de même les Juifs n'occupent que des positions subalternes, et l'administration de la Palestine est, d'esprit et de fait, anglaise.

En face de cette situation, qui ne réalisait pas leurs espérances de souveraineté politique, les Juifs, obéissant aussi à leurs habitudes séculaires, ont constitué sous l'autorité d'une Commission exécutive sioniste, un Gouvernement propre, ou plutôt une « Communauté » juive, dont l'esprit est le même que celui des communautés juives dans l'ancien Empire turc, mais ils ont perfectionné, systématisé, et laïcisé les organes de direction qui existent, depuis la *Diaspora*, dans ces grandes communautés. Les Juifs de Palestine forment donc un Etat dans l'Etat, avec des chefs, un petit Parlement, et des Ministères (éducation, immigration, commerce) qui doublent exactement les Départements anglais, avec la pensée de se substituer à eux.

D'autre part il fallait songer à donner à ces Juifs un statut légal international. La Palestine, pays soumis au mandat britannique, n'existe pas comme nation. Les Anglais ont donc imaginé un « Palestinian

Provisorial Citizenship » (droit de cité palestinien provisoire). Les Juifs de Palestine, surtout les immigrés, sont munis d'un papier dont le recto est en anglais et le verso en hébreu ; l'en-tête porte ces mots « Palestinian Provisorial Citizenship » ; suit le signalement du porteur et sur une ligne se lit : « Nationality Renounced » (nationalité renoncée). Or le droit international n'a pas prévu cette situation singulière d'un homme qui peut ainsi renoncer à une nationalité sans en adopter une autre. *Citizenship* constitue un souvenir du monde antique, mais ne saurait conférer un droit légal dans le monde moderne. De fait, les Juifs de Palestine ne peuvent se servir à l'étranger de ce certificat sans valeur.

Il se trouve donc que la politique projuive du Gouvernement anglais qui a mécontenté les minorités chrétiennes de tous les pays, et exaspéré l'hostilité des Arabes, n'est pas parvenue à satisfaire les Juifs eux-mêmes qui rêvaient et rêvent encore

non pas d'un foyer libre dans un pays indépendant sous le protectorat anglais, mais d'une souveraineté politique: « Nous ne voulons, me disait un Israélite de la Commission exécutive sioniste, porter atteinte à aucun des droits des Chrétiens et des Musulmans. Ils seront libres comme nous, au même titre que nous. — Mais, lui ai-je dit, quelle que soit la forme de l'Etat palestinien futur, il y aura un Président de République, un Comité, un Roi, ce qu'il vous plaira, mais enfin, une forme visible de souveraineté politique. Admettez-vous que ce Président, ce Roi, ce Comité, soit Chrétien ou Musulman ? — Ah, non, il sera Juif naturellement ».

Les Juifs désirent d'autant plus vivement que la situation se règle au plus tôt, qu'il semble bien que le temps ne travaille pas pour eux. Malgré les conditions exceptionnellement favorables à une immigration juive en Palestine, en raison du désordre, de la misère et de l'insécurité en

Europe orientale, 40.000 Juifs, en tout, sont venus en Palestine depuis quatre ans, et de ces 40.000 Juifs, aucun n'appartient à l'élite. Beaucoup, plus ou moins imprégnés de bolchevisme, paraissent même indésirables. Le Département anglais de l'immigration opère une sélection de 3 à 5 pour 100, sélection qui paraît rigoureuse aux Juifs désireux avant tout d'avoir le nombre, et trop modeste aux autres habitants de la Palestine, effrayés de voir dans les rues de Jérusalem des types de bolchevistes, hommes à casquettes et femmes en cheveux, affectant de n'avoir aucune religion, n'hésitant pas à entrer au Haram-ech-Cherif, au risque de marcher sur le Saint des Saints, et tout prêts à former un élément de discorde. En admettant, ce qui est conforme aux hypothèses des plus optimistes des Sionistes eux-mêmes, une immigration régulière de 10.000 Juifs par an, il faudrait 30 ou 40 ans pour obtenir l'égalité de nombre avec

les non-juifs, et la Palestine ne peut attendre.

En fait, s'il est impossible de nier que les Juifs aient fait, surtout dans la région de Jaffa, un effort sérieux avec des résultats certains, même remarquables, la tentative de fonder un véritable état sioniste paraît vouée à un échec. Sans doute, il ne peut être question d'entraver le développement des colonies juives; au contraire, elles doivent être encouragées, développées, non seulement par humanité, mais aussi comme un moyen d'assainissement des populations de l'Europe orientale. On peut même admirer le dévouement et la flamme de certains apôtres du Sionisme, mais, en fait, la Palestine, depuis la destruction du Temple, n'est plus juive. Elle est musulmane en majorité, et aussi chrétienne. Les colonies juives ne se soutiennent que par l'apport d'argent étranger. La terre n'est pas assez riche pour qu'on

puisse y faire de l'argent, et elle ne saurait rémunérer un capital. Les colons ne vivent que parce que le sol ne leur coûte rien.

D'autre part, comment transformer une population essentiellement instable et commerçante, en un peuple de cultivateurs? Un fait symptomatique est que les Juifs récemment immigrés ne veulent pas, nous l'avons vu, construire eux-mêmes leurs villages. Sans doute, après la vie d'insécurité qu'ils ont menée en Europe la tranquillité des champs leur apparaît comme bienfaisante. Mais certains s'en lassent vite et s'en retournent.

« Comment, leur disait-on un jour à Jaffa, vous retournez en Ukraine où vous risquez d'être massacrés? — Sans doute, mais là-bas, nous ne sommes massacrés qu'une fois. Ici, nous travaillons dix heures par jour pour gagner dix piastres. Nous sommes massacrés tous les jours. Nous préférons gagner de l'argent et n'être massacrés qu'une fois ». Malgré des exemples remar-

quables de familles rurales juives installées en Palestine depuis plusieurs générations, il est à craindre que les fils des immigrés actuels, dès qu'ils auront quelques moyens, ne louent leurs terres aux Arabes et n'aillent s'établir en ville. Quoi qu'il en soit, et en admettant même que toutes les colonies juives réussissent parfaitement, comment concevoir qu'une minorité, et une minorité constituée d'éléments venus de tous les points du monde, ait la souveraineté politique en Palestine?

L'Angleterre est dans une impasse, et prise entre de solennelles promesses et les faits. Or la fermentation des milieux arabes est ici autrement forte et autrement redoutable qu'en Egypte.

En effet, si la Palestine ne possède qu'une majorité musulmane, elle est contiguë à la Transjordanie, pays exclusivement et profondément arabe. Sans doute, la coupure désertique du Jourdain et de la Mer Morte les sépare fortement, mais la

Transjordanie, dont l'arrière pays est en relations contantes avec ce réservoir de forces islamiques que sont l'Irak et le Hedjaz, n'en constitue pas moins sur les flancs de la Palestine une menace perpétuelle et grave.

Cette menace est d'autant plus réelle que les Anglais n'exercent en Transjordanie qu'une autorité très faible. Ils ont fait de la Transjordanie un royaume indépendant sous l'autorité de l'Emir Abdallah fils de l'Emir Hussein, roi du Hedjaz. Contrairement à ce que l'on pense, ce royaume est réellement indépendant : à Amman, capitale de ce royaume, il n'y avait d'Anglais, en mai 1923, que le Haut Commissaire, *Principal British Representative*, un des hommes les plus remarquables par l'intelligence et la volonté que j'aie jamais rencontrés, un colonel anglais, chef de la police et un très petit nombre d'hommes. L'Angleterre n'a la haute main que sur la politique générale et sur l'organisa-

tion de l'armée; mais cette armée elle-même, et tous les services, sont entre les mains d'Arabes nommés par l'Emir. Le directeur des douanes de Damas, venu à Amman pour traiter une question de tarif entre la Syrie et la Transjordanie, a pu négocier et obtenir une décision, sans que soit consultée officiellement l'autorité anglaise, et c'est encore au seul émir Abdallah, que fut soumis, en 1924 pour la ratification définitive, cet accord douanier.

Or, en Transjordanie, tous les Arabes sont armés et bien armés. L'Angleterre en Palestine ne peut les ignorer, d'autant que ce sont eux qui viennent à Jérusalem assister aux fêtes musulmanes et manifester contre les Juifs. La question risque de s'envenimer par le fait que les financiers juifs européens ont des vues sur la Transjordanie, pays infiniment plus riche que la Judée et même que la Galilée, avec des plaines étendues et fertiles, des eaux courantes bordées de lauriers-roses, des villes

bien groupées et florissantes. Déjà des achats de terres, plus ou moins clandestins, ont été opérés. Si, en Palestine, la présence des colonies juives est tolérée par les Arabes, non sans difficultés, ni sans émeutes localisées, en Transjordanie elles seraient immédiatement balayées, à moins d'une puissante occupation anglaise.

On voit donc les deux points faibles de la politique de l'Angleterre vis-à-vis du Sionisme : impasse en Palestine ; en Transjordanie, incertitude menaçante.

Quelques Anglais, parmi les plus clairvoyants et les plus résolus, ont très bien vu ces difficultés et ces périls. La Palestine dépend, au point de vue administratif, du *Colonial Office* de Londres. C'est là que se forment, que mûrissent, qu'essaiment ces Britanniques d'Empire, forts d'une expérience séculaire, instruits des secrets que nos Alliés n'ont pas la folie d'étaler au plein vent des réunions publiques, et qui montent une garde attentive

autour des grands intérêts nationaux. Ces coloniaux ont compris dans quelle aventure les mène, en Orient, la politique sioniste, et d'une année à l'autre, de 1923 à 1924, j'ai pu constater que le Comité exécutif sioniste avait dû momentanément reculer et que l'administration était de plus en plus anglaise. Sir Herbert Samuel, israélite, est encore le garant de la politique Balfour, mais si l'on vend aux souks, dans ces souks en ogive, si mystérieux, si farouches, si français, hélas ! de style et d'allure, le portrait du Haut Commissaire tissé sur les descentes de lit, la haute demeure de pierre, construite par les Allemands et où il réside, domine bien, de fait et moralement, la Cité tout entière. Et sans doute, l'habileté du Colonial Office aurait déjà éliminé les prétentions politiques du Sionisme, si, en face, ne s'était dressé le *Foreign Office*, qui, lui, tient aux engagements pris jadis, accorde plus d'attention aux Juifs de Fleet Street qu'aux Bédouins

du désert, et qui maintient la fiction du « Provisorial palestinian citizenship ». Le nouveau gouvernement travailliste anglais, plus habitué aux querelles intérieures qu'aux problèmes mondiaux ne paraît pas devoir être l'arbitre de ce conflit entre les grandes administrations britanniques. La question reste entière; mais à mon sens, tôt ou tard elle se règlera suivant le bon sens, qui, malgré le vent de folie de notre vieux monde, ne perdra jamais tous ses droits.

Ce bon sens exige deux choses : d'abord, ainsi que je l'ai déjà indiqué, il faut protéger, protéger efficacement, totalement, les colonies juives. Nous devons abriter, où qu'elle se trouve, la flamme de l'idéalisme. La France se doit à elle-même de regarder avec bienveillance ces abris, sur une terre prédestinée, d'une race vénérable, dont, ici, les membres ont vraiment souffert.

Mais accorder aux Israélites immigrés la possession politique du sol serait injustice

et folie. Injustice, car enfin, s'il s'agit de droits historiques, pourquoi fixer à 71 après J. C. la date à partir de laquelle aucune occupation n'a plus de valeur? Les Juifs ont été les conquérants de cette terre, dont ils furent à leur tour chassés. Pourquoi les Philistins, pourquoi les Amalécites, pourquoi les Romains, pourquoi les Babylo-niens, pourquoi les Egyptiens, pourquoi surtout les Français, pourquoi tous les peuples qui la possédèrent tour à tour, ne la revendiqueraient-ils pas?

Les Juifs n'ont pas su reconquérir la terre de leurs ancêtres. Nous n'avons pas à la reconquérir pour eux. Le droit d'un peuple se fonde, et se fonde uniquement, sur le sacrifice qu'il est prêt à faire de son sang pour protéger son sol. Les Israélites ne l'ont pas fait dans le passé; ils sont résolus à ne pas le faire dans le présent. Nous n'avons pas à nous substituer à eux dans leurs devoirs, puisqu'eux-mêmes ne s'en soucient pas.

Ce sont ces idées, simples et droites comme une épée, qui forment le fond, justifié, de la résistance des Arabes à une domination politique juive. Je n'hésite pas à le dire. Ils ont raison. Tout autre vue serait simple désordre d'esprit. L'erreur de jugement confinerait ici à la folie.

A JÉRUSALEM

J'ai voulu liquider la question du sionisme avant d'aborder le point vif du problème palestinien, qui est le mandat anglais lui-même. Déclaration Balfour, National Home, tout cela c'est la façade, une de ces façades aux fausses fenêtres que nous allons retrouver partout en Orient, avec quelques différences de construction, mais toutes de même style, hélas! Derrière ces murailles, en plâtre et en torchis, que les Alliés élevèrent en grande hâte et en mauvais maçons de novembre 1918 à fin 1919, pénétrons enfin dans la réalité.

Cette réalité est que l'Angleterre, depuis le milieu de la guerre, plus exactement depuis la tentative de Djemal-Pacha sur le canal de Suez, s'est sentie menacée au Nord alors qu'elle se croyait à l'abri derrière les 200 kilomètres de désert qui séparent les rives du canal des premiers contreforts des montagnes palestiniennes. J'ai eu l'occasion, à l'armée d'Orient, d'observer attentivement le brusque changement de la politique anglaise, à cette date même. Jusqu'en 1917, de toute évidence, la Grande Bretagne se désintéresse de l'Orient balkanique, de l'Asie mineure, des îles de la mer Egée. La marche des armées germano-turques, qui purent franchir le désert, arriver jusqu'au canal et même le faire dépasser à quelques éléments de pointe, a brusquement mis les Anglais en face de ce fait évident : la route des Indes n'était pas sûre, si elle n'avait pas une zone de protection au Nord. A partir de ce moment, avec cette unanimité

dans les vues, cette discipline dans l'effort que l'on constate chez nos voisins dès qu'un fait, certain, palpable, donne à leur politique une orientation nouvelle, on les vit s'intéresser à tous les points de l'Orient que les nécessités de la guerre nous avaient fait occuper. Successivement Thasos, Mitylène reçurent des garnisons anglaises de renfort: on y installa des postes de télégraphie sans fil, de défense sous-marine. En Grèce, un travail de main-mise sur les organismes d'Etat et sur le commerce fut entrepris avec une grande habileté, (qui ne fut pas toujours couronnée de succès). On sait comment, à Constantinople après la victoire, ils s'installèrent et réduisirent nos représentants à un rôle de second plan. Comme en France on ignore la géographie, l'on se borna à s'indigner ou, plus stupidement, à se moquer de John Bull, envahissant pour envahir. L'on ne vit pas assez que l'axe de la politique anglaise passait toujours par Malte et le

canal de Suez, et que nos Alliés prenaient position un peu partout, et hâtivement, dans l'Asie antérieure et sur les détroits, pour obtenir, ensuite, s'étant dès l'abord royalement et largement servis, la sécurité au nord du canal. Suivant une méthode qui a le mérite de la simplicité et l'approbation de l'expérience, ils mettaient la main sur le maximum, pour obtenir ensuite le nécessaire. A ce jeu, on fait figure de grande modération, puisqu'on semble faire des concessions qui, en réalité, n'en sont pas. C'est ainsi qu'après avoir laissé croire au monde que jamais ils n'abandonneraient Constantinople, ils ont été les premiers à accepter l'évacuation. De la même manière, après avoir obtenu, sans retard, l'essentiel des avantages que leur donnait le traité de Versailles, ils peuvent maintenant faire les généreux vis-à-vis des Allemands en leur abandonnant ce qui peut leur chaut. Une telle politique, admirablement claire et d'autant plus aisée à prévoir

que l'Angleterre la pratique avec succès depuis le xvii^e siècle, comportait pour nous des défenses et des parades, de style français, c'est-à-dire fait de réalisme et d'habile loyauté, comme notre histoire en offre cent exemples. Mais il suffit qu'on agite devant nos yeux le chiffon rouge des principes wilsoniens : droit de l'Allemagne à son unité, fantôme de paix universelle, etc., pour que nous nous hypnotisions sur eux, comme un taureau devant la capa du matador. Depuis 1919, que de banderilles nous ont été plantées par les uns et par les autres au vif de notre chair, et je discerne, dissimulée sous ces plis couleur de sang, frémissante, menaçante, l'épée nue de l'Allemagne. D'autres heureusement, beaucoup d'autres la discernent aussi. L'Angleterre, hélas, la voit moins nettement, parce que, ayant obtenu ce qu'elle voulait, elle a une tendance, naturelle chez les peuples comme chez les individus, à l'optimisme.

Une de ces satisfactions a été l'occupation de la Palestine. Elle n'y avait évidemment aucun droit, sinon le droit de la force. On sait comment, par une hypocrisie dont nous aurons, hélas ! longtemps à subir les conséquences, on a imaginé le système des mandats. Puisqu'il était entendu qu'on ne pouvait laisser subsister l'Empire Ottoman (si commode pourtant, et qu'il eût été si aisé de dominer en fait en lui laissant l'embaras de l'administration directe de ces Orientaux insaisissables et tout l'odieux des sévérités nécessaires), mais enfin puisqu'il paraît que c'était impossible, nous ne pouvions tout de même pas, nous Français, qui depuis des siècles avons fait dans cet Orient un effort si continu qu'on a pu l'appeler une colonie sans drapeau, laisser l'Angleterre s'installer où elle aurait voulu. Mais, dès lors, comment ne pas violer le sacro-saint principe, du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ? On a donc imaginé

que les populations comprises entre le Taurus au Nord, et la mer Rouge et le golfe Persique au Sud, réclamaient leur indépendance, mais que ces populations étant mineures, pour ainsi dire, sans éducation politique, l'Angleterre pour la Palestine, la Transjordanie et la Mésopotamie du sud, la France pour la Syrie et le nord de la Mésopotamie, leur donneraient cette formation nécessaire, apparemment par pure générosité de cœur, et puis s'en iraient, comme elles étaient venues, ayant semé la liberté sur ces terres, jadis esclaves.

On reste confondu devant l'ignorance effarante et la sottise et l'infériorité d'esprit des Français qui n'ont pas compris que toute cette parade était destinée à masquer une opération politique, simple comme un tour de gobelet. La France sur le terrain solide des *droits acquis* était inexpugnable. Seule, absolument seule, parmi les nations occidentales, la France, depuis cinq siècles avait répandu, dans cet Orient que

l'Europe déclarait sans maître, le plus clair de son génie : de Constantinople à Bassorah, d'innombrables écoles formaient à notre culture des générations et des générations ; œuvres d'assistance sous toutes les formes, (hôpitaux, orphelinats, dispensaires) ; aides financières (la France, à elle seule, représente encore 65 pour 100 dans les emprunts consentis à l'Empire ottoman. Toutes les autres nations réunies, y compris l'Empire ottoman lui-même, n'ont que 35 pour 100 des créances). En somme, depuis les Croisades, qui furent presque exclusivement françaises et qui ont couvert le sol de monuments français, et surtout depuis les premières capitulations de François I^{er}, c'est la France qui, par une collaboration merveilleusement adaptée aux circonstances et à des peuples si divers, a été en Orient la grande nation civilisatrice et en même temps le lien, le pont, comme le truchement de cette Asie mystérieuse et redoutable. C'est la France qui a, la

première, établie des rapports commerciaux et intellectuels avec les Etats du Grand Seigneur, c'est elle, elle seule, qui a créé à nouveau, par son génie propre, cette paix méditerranéenne, perdue depuis la chute de l'Empire romain. C'est à la France, et disons-le parce que c'est vrai, c'est à ce mélange de générosité, de désintéressement, de fierté nationale et de réalisme qui caractérise la politique de notre monarchie, c'est à elle seule que l'Europe a dû cet inestimable bienfait. D'ailleurs, avant 1789, les nations qui ont essayé de s'introduire en Orient, n'ont jamais nié notre incontestable prééminence.

Donc, après la guerre de 1918, si nous étions restés sur le terrain solide des droits positifs, personne n'aurait pu nous contester, pour le règlement des affaires d'Orient, une primauté que les Turcs eux-mêmes ne nous contestaient pas. Comment l'Europe aurait-elle pu se refuser à diminuer notre situation ? Mais, sottement « avec ce mépris

wilsonien de l'histoire» comme a dit si fortement mon grand et cher ami, M. Gabriel Bonvalot, la France a accepté de venir, au côté des nations anglo-saxonnes qui jamais n'avaient pu s'implanter en Orient, se placer sur les terres incertaines des droits abstraits des peuples, de n'importe quels peuples au monde. Plus rien n'existe, sinon de beaux principes *a priori*. Cinq siècles de travail, de sacrifices, est-ce que cela existe pour les jacobins de France? Il n'est de vrai que les Droits de l'homme. On nous donne à garder le Liban et un morceau de Syrie. L'Angleterre s'installe en Palestine. On a le cœur serré quand on songe qu'il ne s'est pas trouvé un Français pour dire alors le mot de Mussolini, quand les Anglais contestèrent à l'Italie le droit d'occuper le Dodécanèse : « Est-ce que je vous parle de Gibraltar ? »

Car enfin, c'est insensé! quel réseau de mensonge pèse donc sur notre vieux monde, quelle atmosphère d'hypocrisie, étouf-

fante, humiliante pour la dignité des grands peuples, empoisonne les esprits pour que la Société des Nations puisse, sans rire, examiner chaque année les rapports des puissances dites mandataires? L'Angleterre, en Palestine, y est venue, elle y reste pour défendre ce qu'elle estime les intérêts de l'Empire, et non pour le progrès moral et civique des Palestiniens dont elle se moque profondément. Elle a raison, ce n'est pas sa mission dans le monde. Quand se résoudra-t-on à parler un langage qui ne soit pas une dérision perpétuelle? Rien n'est plus dangereux, dans un univers dominé par l'opinion publique, que le mensonge politique érigé en système. Je comprends parfaitement l'Angleterre, nous disant: « La liberté de la route des Indes est pour moi nécessité vitale. Il me faut la sécurité au Nord. Etudions ensemble les moyens de me la donner ». Mais cette comédie qui ne trompe que des dupes françaises, pauvres esprits qui y voient,

grands Dieux ! les moyens d'assurer la paix du monde, me paraît le comble de cette bêtise pleine de morgue, nourrie de mots sonores et creux, à base de peur.

Et le pis de tout est que si dans une discussion entre Français inébranlables sur les droits acquis, et Anglais invoquant les nécessités inéluctables de leur commerce, il eût été possible de s'entendre, puisque nous ne prétendons pas aux mêmes choses, l'absurde position du problème nous a fait tout perdre, et nous nous trouvons maintenant, en Palestine, devant une situation tellement douloureuse qu'il faut presque que je m'excuse, si, loyalement, j'en expose tous les traits.

On ne dira jamais à quel point Jérusalem est une ville française, une ville française du XIII^e siècle. Pour qui est familiarisé, si peu que ce soit, avec cette admirable architecture, si forte, si merveilleusement

équilibrée, avec ce sens du rêve et du mystère — que fit fleurir, dans l'Île de France, en Normandie, sur toute les terres de la monarchie capétienne et au-delà, cette paix française, à base d'ordre, de foi triomphante et fleurie, d'idéal chevaleresque et chrétien, — une promenade dans Jérusalem offre une incomparable qualité d'émotion. Eh quoi! sur cette colline cent fois sacrée, où retentit la colère de Jéhovah, et où resplendit le sourire de Jésus, ce qu'un Français, en 1924, trouve pour l'accueillir c'est l'ombre fraternelle des rues étroites aux voûtes ogivales, aux fenêtres trilobées, avec ce je ne sais quoi de farouche et de civilisé, cet ordre guerrier, cet air de hauteur et de courtoisie. Sans doute il y a quelque mélancolie à ne pas rencontrer plus souvent la grande Ombre errante, j'entends l'image réelle, historique, humainement vivante du Christ. La Jérusalem d'Hérode et de Pilate se dérobe entièrement. A peine, du haut des Murailles,

quand on regarde le Cédron, entrevoit-on parmi les très vieilles tombes juives, blanches et bleues, parmi les herbes et les fleurs, comme le frisson rapide et bref de la robe du Sauveur. A Béthanie, dont le nom a l'accent pur, merveilleusement cadencé, d'une parole divine, parmi les humbles maisons aux coupoles blanches, sous les porches de pierre grise, j'ai vu distinctement, au seuil de la maison de Lazare, Ses mains levées pour bénir et Son visage resplendissant. Dans la Ville Sainte, on n'aperçoit Jésus qu'à travers l'adoration de la Croisade. Si la grande terrasse du Temple de Salomon est restée profondément musulmane, tout le reste de la Cité est encore habité, mystérieusement, par les rudes Chevaliers, compagnons de Godefroy et de Baudouin. Le parvis du Saint-Sépulcre, la façade où les scènes du Nouveau Testament, en un haut-relief maladroit mais inspiré, sous-tend l'arc, décoré de feuillage, des portes monumentales, le

style des guirlandes, la proportion des pleins et des vides, cet art si populaire et si noble à la fois, tout cela est de chez nous, à un point qui met aux yeux les larmes des plus chers souvenirs, intensément et brusquement rappelés. Au moment même de pénétrer dans l'église, vos pas rencontrent, comme au cloître de Saint-Trophine, une dalle funéraire, usée sous le pas des pèlerins, un écu y dessine cette forme simple qu'ont nos armoiries. C'est la tombe de Philippe d'Aubigny qui obtint la grâce suprême de reposer, gardien de la porte, à quelques mètres du Sépulcre Délivré. Aucun nom : rien que le bel écu français. Cette sublime humilité l'a sauvé sans doute d'une profanation. Le Saint-Sépulcre est tellement terre française qu'au début du XIX^e siècle, quand notre politique d'abandon permit aux Russes de revendiquer la garde du Tombeau, ils se hâtèrent d'enlever et de faire disparaître les dalles funéraires de Godefroy de Bouil-

lon et de Baudouin de Flandre, qui, sous la chapelle de Golgotha, gardaient à la France le sanctuaire, et affirmaient, par leur présence, notre primauté dans le sacrifice et notre droit à l'honneur.

A l'intérieur de l'Eglise, tout ce que les Orthodoxes n'ont pu dissimuler sous les icones, les plaques d'or et d'argent, les chaires, les boiseries peintes, respire l'ardeur de la conquête franque et cette nostalgie de la lointaine patrie qui ne conçut, pour célébrer la gloire de Dieu, que les formes inventées par les maîtres d'œuvre des cathédrales et les bons artisans de France. Toute la tradition évangélique a pris, à Jérusalem, transposée par les imaginations des Croisés, la couleur et les formes qu'elle revêt aux porches, aux jubés, aux vitraux de nos églises : une sorte d'anachronisme nous fait voir, dans ces rues sombres, traversées d'arceaux, encombrés de contreforts, aux escaliers imprévus, non pas cet Evangile restauré dans le style

de Genève, où Jésus et ses Apôtres se costument en Bédouins romantiques et prennent des poses de tableaux vivants, mais un Evangile gravé sur bois par un imagier, où les soldats de Pilate ont un heaume, un nasal et une cotte de mailles et où les Juifs, qui réclament Barrabas, ont précisément les traits et les costumes de ceux que l'on voit encore sangloter et psalmodier aux Murs des Lamentations.

Un Français, né catholique, et fils de bonne mère, que sa croyance soit vive ou défaillante lorsqu'il entre dans la petite chapelle, où brûlent les quarante-trois lampes, au-dessus de la grande dalle fendue du Sépulcre, dalle émouvante de simplicité, usée de larmes, de baisers, de prières, de foi, d'amour, éprouve cette certitude, que, plus que tout autre au monde, par le sacrifice de ses ancêtres, il a le droit de s'approcher de cet incomparable autel.

Il a fallu l'invraisemblable ignorance de

notre époque, bien plus, son inconcevable mépris de notre histoire nationale pour que nous oublions ces choses, qui pourtant n'avaient cessé d'être présentes à l'esprit de tous les Français, depuis les Croisades jusqu'au début du XIX^e siècle. Quand on songe que pour certains de nos hommes politiques, et non des moindres, la protection des Lieux Saints apparaît comme une « histoire de curés », on croit rêver. Vous n'empêchez pas, vous ne pouvez empêcher que la civilisation européenne, née de la civilisation helléno-latine, ne soit aussi chrétienne, disons même (que mes amis Protestants me pardonnent), catholique; vous n'empêchez pas non plus que la Palestine et le Saint-Sépulcre ne soient le centre spirituel du christianisme, et par conséquent que la puissance européenne qui sera la première, en dignité, en autorité, dans ce centre de rayonnement, n'apparaisse à tous comme revêtue d'une sorte de suzeraineté morale et ne fasse figure de

maîtresse de chœur. Quand les rois de France, aidés en cela par un admirable instinct populaire, comprirent qu'à l'éminente dignité de successeurs de l'Empire Romain, dignité qu'ils ont toujours, et à bon droit, revendiquée, il fallait ajouter celle de conquérant du Saint Tombeau, que faisaient-ils sinon préparer pour la France une double couronne, temporelle et spirituelle, symbolisant, dans sa dualité, la civilisation nouvelle? Celle-ci n'unissait-elle pas, après l'extrême confusion des idées et des institutions du v^e au x^e siècle, l'ordre latin et la loi du Christ.

Après l'échec des Croisades, si l'on peut employer le mot échec pour ces grands mouvements et ces mélanges de peuples et d'idées qui créèrent plus de liens qu'ils n'en dénouèrent et affinèrent singulièrement la culture occidentale, disons mieux, après leur échec militaire, l'admirable politique française d'entente avec le Sultan fut, non pas comme on l'a dit et

écrit, opposé à l'esprit des croisades, mais bien au contraire sa continuation. Puisqu'il était impossible de conquérir par les armes la Palestine, que du moins la France obtienne la protection des Lieux Saints, et que le pavillon fleurdelysé, s'il ne pouvait, hélas! flotter en maître sur la Terre Sainte délivrée, soit l'abri, le *seul* abri de toute la Chrétienté! François I^{er}, Henri IV, Louis XIV furent les dignes fils de Saint Louis. Cette tradition fut si forte, si certaine que jamais nos rois, qui eurent par ailleurs des hésitations ou des défaillances ou des différences de conception, n'ont varié sur ce point. Louis XV, qu'on accuse si souvent de négligence criminelle, quand il envoya en 1731 le vieux Duguay-Trouin, couvert de gloire et d'années, et en 1766, le comte de Bauffremont, prince de Listenois, tous deux à la tête d'une escadre pour montrer nos couleurs à toutes les Echelles du Levant, savait bien ce qu'il faisait. Il ordonna que partout les navires français

exigeassent l'honneur de coups de canon plus nombreux que ceux accordés à n'importe quelle autre puissance. Notre situation dans le Levant, née uniquement de nos droits aux Lieux Saints, nés eux-mêmes de la croisade, était pour toute l'Europe le symbole visible, éclatant de notre prééminence sur les autres peuples chrétiens : « Henry le Grand, Empereur de France, Médiateur des peuples de la créance de Jésus », disent les capitulations signées par Savary de Brèves en 1604. Méditons ces mots : empereur de France, médiateur des peuples de la créance de Jésus. Le secret de la monarchie française, que les rois se passèrent comme une consigne sacrée, tient dans ces quelques mots. « Le Roy est Empereur en son royaume », disent les vieux adages recueillis par Gilles Corrozet, dans son *Thrésor des histoires de France*, c'est-à-dire que, bien qu'héritaire, la fonction de « roy en France » est celle d'empereur romain, une fonction

d'Etat qui ne comporte pas propriété, et qu'en conséquence le roi de France ne peut, comme un seigneur féodal quelconque, faire hommage de ses droits, les aliéner, au profit de qui que ce soit au monde. Souverain, il y a quelque chose qui lui est supérieur : l'Etat, c'est-à-dire la France elle-même, inaliénable et sacrée. — Et il est médiateur des peuples chrétiens, c'est-à-dire que l'unité du monde romain, devenu la Chrétienté, cette unité qui fut brisée, définitivement hélas! à partir du v^e siècle, reparaît, sous la forme souveraine de l'arbitrage, remis entre les mains du roi de France, devenu détenteur par un privilège dont nul ne lui a contesté le principe, d'une sorte de droit de justice international. Maints princes souverains y firent appel, au cours des siècles. Médiateur! Quelle appellation magnifique. Quelle suzeraineté! sous sa forme la plus haute, le droit! La tourmente révolutionnaire balaya ce prodigieux privilège, avec les

autres; mais lorsque les armées de la République prétendirent imposer à toutes les nations « la liberté ou la mort », elles reprenaient, s'en sans douter, sous une forme nouvelle, la tradition qui faisait du peuple français le chef moral de l'Europe. Au lieu de se borner, comme l'avaient fait nos rois en toute sagesse et raison, au rôle de médiateur, la première République s'engagea par la force logique des événements dans la voie funeste de la conquête politique. L'Europe avait toléré la prééminence de la Couronne française. Elle ne put souffrir la domination pure et simple de la Révolution et de l'Empire napoléonien. Nous déchaînâmes partout les nationalismes, que nous avions nous-mêmes suscités, et quand, en 1815, la France se retrouva dans ses frontières, elle avait perdu sa situation morale, sa suzeraineté en Europe. Sans doute Louis XVIII, souverain humilié, ramené en France sur les pas de l'ennemi, reçut assis, le chapeau sur

la tête, les Empereurs d'Autriche et de Russie debout et le chapeau à la main; il ne faisait alors pas autre chose qu'affirmer que les droits du Roi de France ne se prescrivent pas, et que personne au monde n'a le droit de rester couvert devant lui. La Monarchie de Juillet, le Second Empire, la Troisième République oublièrent, ou ne purent faire respecter, les débris du merveilleux héritage.

Une seule survivance nous restait, positive, éclatante : notre situation en Orient. Là encore, le consul de France recevait l'encens aux offices, avait le droit de préséance, exerçait un rôle d'arbitre, représentait la Grande Puissance. Parcelle d'or, infiniment précieuse, qu'il eût fallu préserver avec un soin pieux, avec un inflexible entêtement. On ne veut voir dans les Capitulations que quelques privilèges obtenus de la faiblesse des Turcs. Quelle méconnaissance des faits! les Capitulations furent signées alors que l'Empire Ottoman était au comble de

sa puissance et qu'il faisait trembler l'Europe. Les Capitulations n'étaient pas un traité comme les autres, révocables comme les autres, c'était la reconnaissance par toute l'Asie musulmane de notre situation de Prince des Princes chrétiens.

Voilà ce qui nous restait en 1914, de nos lettres de noblesse, témoignage, historique et clair, de la mission sacrée de notre pays : continuer et faire rayonner la civilisation helléno-latine. Les premiers, nous avions su l'adapter, dès l'aube de la monarchie capétienne, aux besoins nouveaux de l'Europe chrétienne, alors que l'Italie était morcelée, que l'Angleterre n'existait pas, que l'Allemagne était encore informe. Les Capitulations donnaient, en plein xx^e siècle, un sens actuel au *Gesta Dei per Francos* de nos vieilles chroniques. Elles étaient le lien entre le plus beau des passés et un avenir tout chargé de promesses, et c'est au moment où la France victorieuse, en 1918, après avoir répandu le plus pur,

le plus noble sang pour une cause, qui, comme toutes les causes françaises, devint une cause européenne, c'est à ce moment prestigieux où, sous l'arc de triomphe, deux maréchaux de France marchant en tête de toutes les armées alliées donnaient à la victoire tout son sens, restituaient à la France, sous le soleil de la plus belle journée que nous vivrons jamais, par leur place, — la première, dans ce cortège de drapeaux inclinés, — son rôle de médiatrice, c'est à ce moment que par une aberration qu'on a peine à concevoir, nous avons abandonné entre les mains des Anglais, de l'autre côté de cette Méditerranée qui est nôtre, parce que nous aussi nous sommes fils de la Louve, — une prééminence que nul ne nous contestait.

Nos chefs politiques, à défaut d'une connaissance historique, dont l'ignorance est, dans leur situation, un crime contre la patrie, à défaut d'avoir médité la longue politique, sous l'ancien Régime, de l'An-

gleterre, de l'Espagne, de Venise, qui mettaient à vouloir détruire nos droits particuliers et nos privilèges en Orient le même acharnement que la Monarchie à les défendre, à défaut de cette large vue du passé qui manquera toujours à une démocratie, nos pitoyables chefs ne pouvaient-ils, tout de même, tirer quelques leçons des faits contemporains? Pourquoi les Russes, dès le début du XIX^e siècle, avaient-ils mis tant de hâte à nous chasser de la nef centrale du Saint Sépulcre, et à revendiquer la protection des Lieux Saints? Pourquoi l'Allemagne s'était-elle entêtée à prendre pied à Jérusalem? pourquoi ce voyage fastueux de Guillaume II, ces églises, ces hôpitaux sur le mont des Oliviers? Pourquoi cette hâte, pendant la guerre, à déclarer nulles les Capitulations, sinon parce que Russie et Allemagne savaient bien qu'il y avait là une des clefs de la grandeur de la France. Lorsque le général Allenby, à pied, entra dans Jérusalem par la porte de

Jaffa, il put légitimement penser que, pour peu que le gouvernement de la République s'y prêtât, il mettait fin à ce qui restait de la vieille suzeraineté de la France, cette suzeraineté, qui en 1180 pliait les genoux de Henry duc de Normandie et Roi d'Angleterre devant le Roi Philippe-Auguste.

Ce sont ces réflexions qui me déchiraiement le cœur pendant mes lentes promenades dans la Ville Sainte. Les souks, sous les arcs des Croisés, continuaient comme au temps de Baudouin et de Bohémond leur trafic paisible de légumes, de pâtisseries au miel, de harnais, de sandales, d'encens; le long des rues montantes, les Bédouins du désert, le regard assuré, portant le bâton en crosse des compagnons d'Ismaël, faisaient leurs emplettes, avec lenteur et majesté. J'avais à quelques instants l'illusion que la bannière d'un prince de mon sang flottait encore sur la tour de David; j'avais parfois, plus modestement, l'idée que

j'étais encore dans la Palestine qu'avaient connue le marquis de Villeneuve ou même Chateaubriand, et qu'à un tournant de rue, j'allais rencontrer, faisant écarter la foule et trottant avec des cris, les Kawas de Monsieur le Consul de France. Hélas! sous le Kalpak noir kémaliste, les policiers palestiniens que je rencontre, ont sur l'épaule : « Palestine Police » ; des cavaliers Hindous, près de la porte de Jaffa, attendent, la lance au poing, dans une petite rue latérale, commandés par un officier en khaki, au visage honnête et droit, mais qui n'est pas de mon pays; et le consulat français, misérable à côté des résidences anglaises, ne recèle plus que le fantôme de notre force. J'ai ici, sur une terre arrosée pendant des siècles de sang français, d'un sang qui fut aussi bien celui des demi-brigades de la République Une et Indivisible que celui des Chevaliers, sur cette terre, but lointain, noble rêve de tous les aïeux de ma race, j'ai l'impression, l'im-

pression nette, écrasante, infiniment douloureuse d'une défaite.

Cette situation est-elle acceptable ? je répons, à aussi haute voix que possible : Non ! et je prétends que nos revendications, présentées sur un certain ton et de certaine manière, ne sont pas, à leur tour, inacceptables pour les Anglais, j'entends les Anglais d'Empire qui, seuls dans leur pays, peuvent comprendre ce qu'est la force de certaines traditions et le danger qu'il y a à vouloir les anéantir. Une société s'est fondée à Paris : l'*Association des Amis de la Palestine*, pour maintenir notre droit, imprescriptible malgré toutes les conventions possibles, parce que, selon la saine doctrine, personne en France n'avait le pouvoir d'aliéner un droit de cette sorte. Il faut que des milliers de Français y adhèrent. Mais toute protestation, même fondée, même nécessaire ne suffit pas. La politique est une science positive et voici, sur ce point

comme je concevrais le langage à tenir à l'Angleterre les yeux dans les yeux :

« Nous ne poursuivons pas en Palestine le même dessein. Que voulez-vous ? protéger militairement le nord du Canal, c'est-à-dire la route des Indes. Vous estimez pour cela que la maîtrise militaire de la Palestine vous est indispensable. Nous vous l'avons accordée : gardez-la. Nous, nous voulons tout autre chose : conserver notre situation prépondérante de puissance morale. Nous ne demandons rien de plus que ce que nous possédions en 1914, mais rien de moins. Pouvez-vous tolérer, vous, nos Alliés, que nous puissions avoir, victorieux, une position inférieure et humiliée ?

Nous vous demandons en conséquence, le maintien intégral de tous nos droits et privilèges pour nos établissements et écoles ; nous les avons encore, mais, en somme, à titre précaire. En outre, nous avons, aux Lieux Saints, la protection des Chrétiens et particulièrement des Latins.

Nous vous demandons ce même droit, avec le privilège pour le Consul de France d'être le premier aux cérémonies chrétiennes, privilège qu'il a encore exercé en 1923, mais que vous lui avez refusé en 1924 et d'être aussi l'arbitre entre les diverses confessions, rôle qu'il a pu dans quelques cas continuer à jouer. Nous vous demandons, la reconnaissance formelle et solennelle de cette situation privilégiée et nous acceptons dès lors de nous associer cordialement, de toutes manières, à vos efforts pour donner à ce pays la force et la prospérité. Ne serait-il pas d'un magnifique exemple et d'un esprit singulièrement pratique que les deux grandes nations occidentales, s'unissant sans arrière pensée, apportant à l'effort commun l'un sa puissance d'éducation et de civilisation qui ne va pas sans prestige moral, l'autre ses forces matérielles et son esprit de réalisation, donnent au berceau vénérable de la foi chrétienne une grandeur nouvelle? Convenez-en, mes

amis, vous êtes en Palestine dans une situation difficile. Votre politique sioniste est sans issue; la prospérité de la Palestine ne se conçoit pas sans une entente avec la Syrie, où nous sommes. La liaison économique que vous avez essayé d'établir entre la Judée et l'Egypte ne donne pas des résultats positifs. La ligne de chemin de fer entre le Caire et Jérusalem est à la merci d'un parti d'Arabes et constitue un fil bien léger. Votre monnaie égyptienne, monnaie de pays riche, est trop lourde pour cette terre légère, peu féconde, pauvre. Vous êtes obligés d'écraser d'impôts ce pays, pour payer une administration dont vous n'entendez, à aucun degré, faire les frais. Une entente avec nous, qui redonnerait à la Palestine par son union avec la Syrie, son équilibre économique, vous permettrait, par une puissance accrue de toute notre alliance, de résoudre vos difficultés politiques et de simplifier votre administration. L'idéalisme latin peut s'allier

croyez-moi, à des vues très claires et très positives. Ce n'est pas un mauvais marché que la France vous propose. Quand, aux avantages réels et concrets s'ajoute une grande idée, pourquoi un noble peuple comme la vieille Angleterre, hésiterait-il? Voici, si vous voulez, les mains de la vieille France! ».

Mais qui tiendra un tel langage ?

EN SYRIE



J'ai sous les yeux le texte élaboré par la « Société des Nations », à Londres, le 24 juillet 1922, et mis en vigueur le 29 septembre 1923, sous le titre *Mandat pour la Syrie ou le Liban*. Nous sommes en Syrie, comme chacun sait, depuis 1919; nous y avons dépensé des milliards, perdu des hommes, fait un énorme effort d'organisation et d'ordre. Par le jeu des fictions européennes, il fallait une fausse façade internationale à cette solide construction française. La voici sous la forme de ces vingt articles. Il faut que vous les lisiez.

Ils ont été insérés dans le *Rapport sur la situation de la Syrie et du Liban (juillet 1922 - juillet 1923)*, Paris, Imprimerie Nationale, 1923. Tout s'y passe comme si la France, parfaitement absente de la Syrie jusqu'au 24 juillet 1922, attendait dans la pièce à côté que la Société des Nations lui proposât le mandat sur la Syrie et le Liban. Aucune allusion à l'œuvre antérieure de la France dans ce pays. Quand on parle des Missions religieuses à l'art. 10, on se garde d'indiquer qu'elles sont françaises. Rien, vous entendez, rien sur les droits acquis. L'histoire est totalement, intégralement niée. Il y aurait à la place des mots Gouvernement de la République française, Gouvernement de la République du Honduras, qu'il n'y aurait pas une ligne, une syllabe à changer dans cet étonnant papier. Vous croyez être, mes chers compatriotes, les membres d'un grand pays, ayant derrière lui un passé magnifique, et ayant par suite droit de parler

haut. Quelle erreur ! c'est la Bolivie, le Nicaragua et autres puissances, que je respecte certes, mais enfin qui n'ont rien à faire chez nous et dont certaines n'existaient pas il y a deux siècles, qui nous donnent gravement le droit de continuer en Syrie l'œuvre de Raymond de Toulouse et de Louis XIV ! Ce serait bouffon, si ce n'était infiniment triste, car ce mandat, par son incertitude, ouvre la porte à toutes les espérances des ennemis de la France et à toutes les déceptions de ses amis.

D'abord, sans en préciser la date, ce texte suppose une fin au mandat. A l'article 1^{er} il prévoit dans un délai de trois ans à partir de la mise en vigueur, donc, pour le 29 septembre 1926 (c'est demain) un statut organique. Alors, devons-nous nous en aller le 29 septembre 1926 ? l'article 19, prévoit, expressément la fin du mandat et la puissance mandataire sera remplacée, en ce qui concerne les obligations financières, par toute l'influence du Conseil de la So-

ciété des Nations. Donc, dans son esprit, quoique le plus vaguement du monde, cet acte international envisage notre départ comme une certitude.

Dès lors, de deux choses l'une : ou les rédacteurs de cet acte n'ont pas pensé un mot de ce qu'ils ont écrit et sont persuadés que, sous une forme ou sous une autre, la France continuera à être, en Syrie et au Liban, la grande puissance protectrice, ou mieux tutélaire. Et alors, pourquoi cette hypocrisie ?

Ou bien, ils ont pensé vraiment qu'au bout de trois ans, la France, comme un « homme de la classe » retournerait dans ses foyers, et alors c'est la mettre, très exactement, dans l'impossibilité matérielle et morale d'accomplir son mandat. Car, bonnes gens, quand vous écrivez que ce fameux statut organique devra « tenir compte des droits, intérêts et vœux de toutes les populations habitant ledit territoire », vous prouvez que vous, Chine, vous, Nicaragua,

vous, États-Unis (et comment s'en étonner?) vous n'avez aucune idée, mais aucune, de ce qu'est l'Orient. L'Orient est un pays où races et religions diffèrent de village en village, bien plus partagent chaque village, où des haines violentes, de solides rancunes, établies sur le souvenir d'innombrables meurtres, viols et rapines, agitent des esprits d'une extrême subtilité mise au service de ces passions. Chacune de ces populations considère que son droit, et son intérêt, est de dominer sur toutes les autres, de ne pas payer d'impôts (que les autres paieront) et de ne pas faire de service militaire. Pour mettre un peu d'ordre dans ce désordre, il n'y a qu'un système. Établir un régime aussi équitable que possible, *et l'imposer*. Cela vous choque, gens de Genève? Allons! je vous en prie. Est-ce que, dans nos pays, nous ne subissons pas nous aussi les lois de la nécessité. Service militaire, impôts formidables, croyez-vous que tout cela soit une joie légère pour les

Français? Et nous devrions traiter, avec les doigts prudents du manieur d'or, les moindres revendications du dernier village de l'Anti-Liban, alors que ce sont nos soldats, nos bons soldats de l'Anjou, de Provence, du Perche, d'Algérie ou nos magnifiques auxiliaires noirs du Sénégal qui permettent à tout cet Orient d'être en paix! Le vieux monde vraiment marche sur la tête.

Mais il faut mesurer l'extrême danger des formules juridiques du mandat. Si nous devons nous en aller un jour, qui viendra? Les Syriens ne sont fondés qu'à supposer trois éventualités: ou bien les Turcs au Nord, le lendemain de notre départ, se formeront en colonnes et envahiront tranquillement la Syrie et le Mont Liban; ou bien c'est l'Angleterre qui sous une forme ou sous une autre, remplacera la France; ou bien les Syriens resteront indépendants. Mais cette dernière hypothèse leur apparaît comme bien invraisemblable, puisqu'ils sont tout à fait résolus à ne pas constituer

une armée pour défendre leur territoire. Or, jusqu'à l'heure où j'écris, on n'a pas encore trouvé un autre moyen pour un peuple de sauvegarder son indépendance nationale. Je fais cette constatation avec infiniment de mélancolie et de regret, mais je n'y puis rien.

Enfin, même en maintenant cette dernière hypothèse, dans les trois cas envisagés, qui ne voit que les Syriens, en bons orientaux qui savent toujours ménager l'avenir, ne doivent pas, dans leur intérêt personnel, apporter à la France un concours sans réserve? Ceux qui se seront déclarés, nettement, ouvertement pour le mandat français, qui auront, de toute leur pensée, de toute leur bonne volonté, aidé le Haut-Commissaire à établir le fameux statut dont l'application, en bonne logique, doit nous mettre dehors, en un mot, tous ceux qui se seront compromis avec la France, courent, n'en doutez pas, les plus grands dangers. Si les Turcs reviennent,

ils seront pendus, à de grandes potences établies en série, dans la cour du Grand Séraï, devant le magnifique et pacifique décor des rives couvertes de maisons blanches et riantes, en cascades aimables vers la mer d'un bleu si calme ; et ils pourront d'un dernier regard embrasser le vénérable mont Liban, couvert de neige, comme un vieillard qui en a bien vu d'autres. Si les Anglais reviennent, ils ne seront pas pendus, mais écartés des affaires publiques, et gênés dans leur commerce ; et si, par un miracle, la Syrie restait indépendante, la crise de xéphonobie certaine qui saisirait alors la population, les balayerait par les voies diverses de l'assassinat, du pillage ou de l'exil.

Voilà la vérité toute brutale, toute simple, et que les Orientaux qui me liront vont admirablement comprendre. J'entends d'autres voix, dont certaines amies, je distingue des gestes : « Chut, chut, taisez-vous ! est-ce que l'on dit ces choses-là ? »

Nous avons un bon mensonge, confortable, rassurant. Laissez-nous faire. Et puis, nous avons signé le papier de Genève ». — Hé, je ne l'ai point signé pour ma part ! Aurais-je, citoyen d'une République démocratique, perdu le droit de « remontrances » qu'avaient mes pères vis-à-vis d'une monarchie que vous prétendez avoir été absolue, droit de remontrances, dont ils usaient, allez, à tout propos, avec une verve, une netteté et une audace dans les idées que vous êtes bien loin d'avoir. Croyez-en un bouquiniste qui adore chercher avec délices, les innombrables libelles, mal imprimés souvent, mais d'un suc de si haut goût : « Humbles remontrances au Roy ». Nos maîtres souffriront-ils mes « Humbles remontrances à Messieurs du Parlement sur les affaires présentes au Levant... ». Georges Crès, mon très cher éditeur, et Marius Audin, maître-imprimeur et vieil ami, les composeront en aussi bons et beaux caractères que Claude

Barbin, au Palais, mais je les associe à beaucoup d'irrespect. Qu'ils me pardonnent !

Naturellement, je suis d'avis que la France doit respecter sa signature, mais est-il interdit à de bons Français de préparer l'avenir ou de le prévoir. Le mandat absurde qui ne nous a donné que des devoirs et pas un droit ne serait pas très gênant pour beaucoup d'articles. Car, « instituer un système judiciaire assurant, tant aux indigènes qu'aux étrangers, la garantie complète de leurs droits », (art. 6) « garantir à toute personne la plus complète liberté de commerce » (art. 8), « prendre toutes les mesures propres à assurer le développement des ressources naturelles desdits territoires » (art. 11.), nous en avons plus l'habitude que vous, Messieurs du Guatemala, et nous le faisons en Algérie, en Russie, au Maroc, en Indo-Chine, et ailleurs, sans avoir besoin qu'on nous le dise; « développer l'instruction publique donnée au moyen

des langues indigènes...» (art. 8 2^o §) c'est nous, Messieurs des Etats-Unis, qui avons eu les premiers dans le monde cette idée qu'un homme d'une couleur légèrement différente de la nôtre pouvait avoir, soit comme créature de Dieu, soit comme citoyen, les mêmes droits que nous, et vous êtes tout à fait désignés, ô nos chers alliés anglo-saxons pour nous rappeler gravement cette doctrine! J'ai vu dans les petites gares en tôle ondulée et en ciment du désert de Mésopotamie, des vespasiennes improvisées, côte à côte, en plein bled (et quel bled, grand Dieu, en boue jaune, horizontale, infinie, circulaire): sur l'une « For british officers », sur l'autre « For Indian officers ». Notez bien, je ne critique pas. Cela est entièrement vos affaires. Je veux trop violemment que vous respectiez les nôtres, pour me mêler des vôtres. Mais, pour Dieu, pas de leçons de morale, je vous en conjure! Nos indigènes, partout, je ne dirai pas nous aiment, mais nous accep-

tent, défendent par milliers notre sol et le leur. Cela, c'est notre beau secret. Je ne désire, de votre part, que plus de discrétion.

Donc, somme toute, il n'y a rien que d'acceptable dans tout cela. Je n'entre pas dans le détail de la traite d'esclaves, du trafic des stupéfiants, de la protection des antiquités, du combat contre les maladies « y compris celles des animaux et des plantes » La sollicitude du Conseil de la Société des Nations, est infinie,

Et sa bonté s'étend à toute la nature

Je laisse de côté la protection littéraire et artistique. En gros, il n'y rien que nous ne puissions accepter, et, après tout, signons, s'il faut signer, et signons avec un sourire. Mais ce qui est tout à fait intolérable, c'est cette perspective d'un départ qui arrête toute initiative et compromet tous nos efforts.

Et c'est cette idée du départ possible, prochain, qui a pesé sur toute l'organisation de Syrie. A mon retour de mon premier voyage en mai 1923, je formulais ainsi mes impressions et je crois utile de les transcrire ici telles quelles. Elles me serviront comme point de départ pour mesurer le terrain parcouru depuis un an, et formuler quelques perspectives d'avenir.

« Le vaste pays placé sous le mandat de la France, comporte trois parties géographiquement distinctes : la bande de terre qui, est limitée : à l'ouest par la mer, — au sud par la frontière palestino-syrienne, à la hauteur du lac de Tibériade, — au nord par la frontière turco-syrienne, — à l'est par la longue dépression du lac de Tibériade, du Jourdain et de l'Oronte, dépression sensiblement parallèle à la mer. C'est un rectangle allongé au bord de la mer, région très montagneuse et pauvre, mais commerçante. Puis une autre bande de

terre, parallèle à la première qui comprend l'Hauran, la région de Damas et celle d'Alep, régions de plaines riches et belles ; enfin le désert jusqu'à l'Euphrate.

« Il semble que dans l'organisation de ce vaste pays, on ait été guidé par la politique et non par le bon sens ou l'intérêt économique. On a continué une sorte de province indépendante des autres le Grand Liban, comprenant Beyrouth et Tripoli, se composant de la partie sud de la bande côtière. Cela pour donner satisfaction à la population chrétienne de ce pays et la séparer des Arabes. Puis, de tout le reste, on a constitué une Confédération Arabe avec trois provinces : les Alaouites, petite province dont Latakieh est le chef-lieu ; la province de Damas, à qui on a donné la partie Sud du désert, et la province d'Alep à qui ressortissent à la fois le port d'Alexandrette et la partie septentrionale du désert. Le Haut Commissaire a l'autorité suprême, qu'il exerce pour chaque province

par un délégué. Donc, 4 délégués ; celui du Grand Liban est appelé partout « Gouverneur du Grand Liban ».

« Dans le Grand Liban un Conseil consultatif avec des Députés et un Président. Dans la Confédération syrienne, un Conseil consultatif dont le Président prend le titre de Président de la Confédération syrienne. Il y a donc un embryon d'autonomie, que complète l'organisation d'une police et d'une armée syriennes. Mais contrairement à ce qui se passe dans la zone anglaise, des fonctionnaires français, à titre de conseillers, dirigent avec plus ou moins d'autorité les services dans chaque province. C'est en somme une organisation de protectorat, où le souverain indigène est remplacé par des assemblées.

« On voit, au premier coup d'œil, les défauts du système. Partager en deux parties d'importances inégales, ce grand pays, opposer ainsi un Grand Liban, à majorité chrétienne, à une Confédération arabe net.

tement musulmane, et beaucoup plus importante à tous points de vue, c'est prêter l'autorité de la France au maintien d'une hostilité qu'il est de notre intérêt de dominer, mais non pas de consacrer. Nous donnons aux Chrétiens du Liban l'impression que nous sommes dans le reste de la Syrie, au service des Musulmans; et à Damas et à Alep, on nous méprise d'avoir au Grand Liban assujetti l'organisation française aux désirs séparatistes des Chrétiens. Ce respect apparent des religions locales, ou plutôt cette habileté trop visible consistant à diviser pour régner, n'est interprétée partout que comme une preuve de faiblesse. Nous ne cessons de parler de la nationalité syrienne, nous essayons de la faire naître. Il semble bien que ce soit très difficile, mais du moins ce n'est pas à nous de l'entraver, et du premier coup, nous brisons l'unité qui est aussi indispensable aux indigènes qu'à nous, si nous voulons constituer sur ce point du monde méditer-

ranéen, la forteresse de notre influence et de notre rayonnement.

« Voilà une première faute. La seconde, qui d'ailleurs procède du même esprit que la première, a été de vouloir faire de la politique en nous appuyant tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre. La France ne doit pas avoir besoin d'appui. C'est sur elle que l'on doit s'appuyer. Tandis que par la constitution du Grand Liban, par exemple, on semblait donner aux chrétiens une place d'honneur dont ils se souciaient au fond fort peu, le général Gouraud a entrepris une politique dite musulmane. Lorsque peu de jours après son arrivée, il est allé à la Mosquée, offrant deux chandeliers d'argent et prononçant un discours où il parlait de l'amour de la France pour l'Islam, ce geste eut deux résultats différents : le menu peuple disait le soir même : « Gouraud va se faire musulman » et l'élite pensait : « Pour qu'un chrétien parle ainsi, il faut qu'il ait peur ». Quand comprendra-t-on en France

que pour un Musulman il n'y a qu'une façon d'aimer l'Islam, se faire musulman. Mais cette sorte de sympathie nuancée de condescendance, à base d'esthétique ou de politique, lui apparaît comme une ironie insultante ou comme une perfidie révélant la crainte. Un vrai musulman ne connaît pas l'éclectisme. Il se soumet à la force chrétienne, si elle est irrésistible, il la tolère si elle est protectrice, il la méprise et la combat si elle se fait habile. En pays d'Orient, la rouerie diplomatique est une faute : un Oriental sera toujours plus habile qu'un chrétien. Nous avons depuis François I^{er} en Syrie et en Orient, une situation très nette : protecteur des chrétiens dans un Grand Empire, dont nous accueillons l'amitié née de notre force. Le mandat, en nous donnant un rôle supérieur, fait de la France *l'arbitre* entre les diverses parties de la Syrie. Chrétiens et Musulmans doivent avoir également l'oreille de la France, mais notre mandat serait absurde

s'il ne consistait avant tout à fondre, par une administration soucieuse de tous les intérêts, les divers éléments de ce pays en une unité qui n'est pas dans la nature des choses ni des gens, mais que nous pourrions assurer, en reprenant notre antique rôle de justicier. Personne n'attend de nous dans ce pays, ni chrétiens, ni musulmans, des paroles d'amitié : on veut une autorité qui gouverne, même avec fermeté, même avec dureté. J'ai recueilli la même note sur toutes les lèvres, *sans exception*. Chefs Bédouins du désert, Députés et même Présidents des Conseils Consultatifs, Chrétiens ou Musulmans, Commerçants, Juifs ou Arméniens, l'homme de la rue comme le Levantin intellectuel, tous n'ont qu'un mot : « Gouvernez, Gouvernez ». Djemal Pacha, qui a fait pendre beaucoup de Syriens, mais qui a percé des avenues à Damas et à Beyrouth, conserve des admirateurs, même parmi les Chrétiens. J'ai entendu dire : « Sans doute il était terrible,

mais il a fait le Boulevard. Sans lui, jamais ce travail n'aurait été fait ». Et naturellement, notre inaction administrative ne justifie que trop ce sentiment général.

« De fait, on ne voit nulle part le résultat de l'occupation française. Sans doute, nous avons assuré la sécurité, mais ce bienfait quoique capital, ne frappe pas les yeux. Or, dans tous les domaines, l'aspect de la Syrie est celui d'un pays à administration orientale. Les chemins de fer sont à ce point défectueux qu'entre Beyrouth et Damas par exemple, personne ne prend le train. Les transports sont assurés par des automobiles dont les services sont organisés par des Syriens. Alors que de Kantara à Jérusalem, circulent des trains rapides avec wagons de luxe, dans la Syrie française, de Samak à Damas, et de Damas à Alep, les trains sont d'une lenteur désespérante avec des arrêts injustifiés interminables. Quelles que pussent être les difficultés de telles améliorations, il fallait les

résoudre. Rien n'aurait plus frappé les Syriens et les Arabes que quelques trains modernes. De même, la voirie : Beyrouth a des rues invraisemblables de malpropreté. Les réverbères en pleine ville offrent l'aspect minable qu'ils ont dans les banlieues abandonnées. L'avenue commencée impérieusement par Djemal Pacha en est au même point qu'il l'a laissée, avec ses maisons à demi démolies et remplies de débris et d'ordures. L'absence de toute vespasienne couvre les bas de murs d'urate desséché. Pas de bonne police urbaine : les cochers, sans aucun tarif, vous promènent d'un point à l'autre de la ville, pour une course qu'ils feignent de ne pas comprendre. En somme, Beyrouth, sauf le drapeau qui flotte sur le Haut Commissariat, les soldats dans les rues, et les détails très français de l'uniforme de la gendarmerie locale, est restée entièrement une ville turque, avec cet air d'abandon, qui n'offre ici aucun pittoresque, mais qui est, j'en ai

acquis la certitude, une des causes essentielles de la dépréciation visible de l'autorité française.

« On aurait admis que certaines villes secondaires restassent en l'état, mais Beyrouth aurait dû prendre, au bout de trois ans, une netteté et un air de prospérité qui auraient conquis tout le monde. Les Italiens l'ont fait — admirablement — à Rhodes. L'Oriental est un homme qui a des côtés de vieillard subtil et des côtés d'enfant. Autant il est impossible de le surprendre et de le séduire par une habileté diplomatique qu'il possède en naissant cent fois plus que n'importe quel Français, autant il est facile de lui en imposer par les formes extérieures du progrès matériel moderne, des armées impeccables, le faste militaire, l'ordre, les inventions mécaniques, les constructions. On a négligé complètement cela et je revois les sourires orientaux de ceux, et ils étaient nombreux, qui me montraient sur les billets de banque

syriens émis par nous, l'indication de la maison anglaise qui les avait imprimés à Londres.

« Nous sommes arrivés dans un pays où les institutions privées, surtout celles des ordres religieux, avaient donné une idée magnifique de la France. Du moment que des particuliers avaient réussi à réaliser des écoles considérables, des universités, droit et médecine, des sociétés industrielles, que ne devait-on pas attendre de l'Etat français, avec toute sa puissance politique et des capitaux considérables? Or l'Etat a cent fois moins fait que ces particuliers? Et pourtant nous avons en Syrie des points de départ admirables; nous n'arrivions pas dans un pays neuf. Là encore, la politique a tout gâté. Pour ne pas avoir l'air de favoriser les Jésuites au dépens de la Mission laïque française et réciproquement, on a voulu, pour nous en tenir à l'enseignement, agir sans les uns et sans les autres, et l'on n'a rien fait, et pourtant c'était tellement facile

que l'on a peine à concevoir cette carence. En somme, il manquait en Syrie : un grand établissement d'enseignement secondaire à Alep, une Faculté de Lettres et de Sciences, un enseignement agricole et un enseignement technique. Il eût suffi d'opérer un partage, accompagné de subventions entre les organisations existantes. Le Lycée français de Beyrouth aurait pu par exemple essaimer à Alep et se charger de l'enseignement technique. L'enseignement agricole aurait pu être organisé par les Jésuites qui possèdent un domaine où il y avait déjà beaucoup de fait. Une Université de la métropole aurait pu être chargée de la constitution d'une Faculté de Sciences et de Lettres. Au lieu de cela, le néant.

« Il y aurait autant à dire sur diffusion de nos livres ; les bibliothèques de Syrie sont lamentables, et pourtant les acheteurs et les acheteurs éclairés ne manquent pas. La presse française de Syrie rappelle les jour-

naux les plus médiocres des anciens pays turcs.

« En un mot, on a fait de la politique, on a ni gouverné, ni administré.

« Je me garderai de me faire l'écho, je ne dirai pas de potins, mais de vérités certaines, sur le gaspillage des crédits de Syrie en appointements exagérés ou inutiles, ou en dépenses somptuaires excessives. Cela ne serait rien, si en fait, les plus grosses sommes n'étaient allées à ceux que l'on voulait conquérir par l'argent. Cette tactique peut être bonne dans un pays occupé par un ennemi, ou même un allié trop entreprenant, mais quand on dispose de la force armée, qu'on est le maître, la corruption, utile dans certains cas très limités (par exemple dans les régions frontières étendues et difficiles à tenir), est une politique qui n'amène que le mépris public lorsqu'elle est pratiquée sous l'œil des gendarmes. Et je me souviens d'un mot d'un vieux journaliste taré, à qui l'on rap-

portait que certains confrères touchaient aux fonds secrets : « Ils nous paient quand ils ont des juges d'instruction ! Et on appelle cela des gouvernants ». En Syrie, être acheté périodiquement par la France constitue une carrière. Être condamné à mort par elle n'est pas loin d'en constituer une également, puisque le Président actuel de la Confédération syrienne est un condamné à mort de nos conseils de guerre, qui ne peut se promener autrement et recevoir l'hommage de nos soldats que parce qu'il a dans sa poche sa suspension de peine. Il est difficile après cela de compter sur le respect des populations civiles.

« En se bornant donc aux choses certaines, et en négligeant comme insignifiantes toutes les questions de personnes, dont les Syriens n'ont que trop tendance à vous entretenir (pour eux la France a remplacé le vali turc par un gouverneur que l'on continue à considérer comme un vali turc)

on peut dire que notre occupation en Syrie a eu dans le pays même, un résultat politique et administratif médiocre. Notre influence intellectuelle et morale n'est pas en hausse, au contraire; Chrétiens et Musulmans nous dénigrent à l'envi et nous n'avons rien réalisé dans le domaine pratique. Mais je m'empresse de dire que, malgré le temps perdu, il suffirait d'une politique de réalisation pour que, en un temps extrêmement court, la situation fût totalement renversée. Un gouvernement fort, du travail et de l'administration publique: en moins de quinze jours, la population, versatile comme toutes les populations orientales, nous suivrait avec enthousiasme. Ce qui le prouve, c'est que dans les provinces où l'administration a été bonne, il y a de la part de la population, un attachement qu'elle prouve en toute occasion.

Donc, il y a eu du temps et de l'argent perdus. Mais il n'y a rien de perdu. Et il

n'y a rien de perdu parce qu'un côté de notre occupation a été parfaitement réussi, le côté militaire, probablement parce que cette occupation a été conduite par des militaires. La sécurité est parfaite, les incidents d'une extrême rareté. J'ai vu de près la façon dont nous opérons au désert. Palmyre est l'un des centres de notre surveillance. Là, trois ou quatre officiers français, que 250 kilomètres de pays désertique séparent de Damas, avec une compagnie méhariste où il y a quelques sous-officiers français, tiennent à force de courage, d'initiative et d'habileté un immense territoire. Ils connaissent par des hommes à eux, la formation et la marche des rezzous, et à trois jours du désert, avec une poignée d'hommes, les arrêtent et maintiennent la paix. Les Bédouins sédentaires ont pour nous un respect qui témoigne de l'idée qu'ils font de notre force. Les grands Chefs nomades reconnaissent notre autorité. Il n'y a pas de spectacle plus réconfortant

que le drapeau français qui claque allégrement près des ruines immenses de la Cité aux hautes nécropoles de pierre, en face du désert dont les mirages s'allongent vers l'Euphrate. Nous tenons merveilleusement les marches de l'Empire. C'est un résultat dont l'importance ne saurait être exagérée et qui doit rendre indulgent pour les erreurs réparables d'une politique que les circonstances rendaient confuses et difficiles ».

Après un an, qu'ai-je à rectifier ou à amender dans ce jugement, qui a été soumis à l'appréciation de quelques uns de mes grands amis de Syrie ?

D'abord, ce que je prévoyais sur le revirement de l'opinion s'est produit en grande partie. L'arrivée du général Weygand qui, par un concours de circonstances utilisées avec autorité, a pu dès le premier jour manifester ses intentions par l'exécution rapide et publique de quelques bandits de

grand chemin; puis sa politique très ferme d'épuration des diverses administrations, son prestige de grand chef militaire, tout cela a produit un effet considérable. « C'est Dieu qui nous l'a donné, me disaient les Libanais. Il a fait pendre douze personnes, dès son arrivée ». Disons-le, quoique cette affirmation soit assez mélancolique, sans doute les pendus étaient des brigands avérés. Ils eussent été innocents, que c'eût été tout de même. Ne croyez pas que je veuille dire qu'il faille pendre au hasard. La justice, rendons-la et rendons-la exactement. C'est l'honneur traditionnel, sacré, de la France. La Révolution en gravant sur ses monnaies le faisceau du licteur romain, a continué la tradition monarchique qui mettait sur les sceaux de France le roi assis avec la main de justice. Le plus modeste lieutenant français perdu dans la brousse rend donc la justice, tout naturellement, par droit héréditaire. Soyons justes, mais ne nous faisons pas d'illusion : la

justice, sans la force, n'est, pour l'Orient, que paroles ailées, et c'est la seconde qui donne du respect pour la première.

J'ai été témoin du prestige qu'exerce le général Weygand jusqu'au fond de la Mésopotamie et que les Anglais reconnaissent avec une loyauté à laquelle je suis heureux de rendre hommage. Quand j'ai quitté Mossoul pour rejoindre, par le désert, le long de cet étrange Djebel Sindjar, Deïr-ez-Zohr sur l'Euphrate, je devais traverser, sur une Ford, avec un chauffeur Irakien, une zone occupée par des tribus habituées à faire payer aux passants un fort péage, disons mieux, une sorte de rançon, la *Khouwa*, qui s'élève à 5 livres anglaises (à ce moment cela faisait 500 francs). L'inspecteur anglais des services administratifs de Mossoul, avec une courtoisie charmante, me remit pour les chefs de tribus plusieurs lettres, semblables.

En voici une :

CABINET DE L'INSPECTEUR
DES SERVICES ADMINISTRATIFS
DU LIWA DE MOSSOUL
N° 1317

Le 27 février 1924

Au Cheikh Dhâm el Hady,

Après t'avoir offert les saluts,

Considérant notre amitié personnelle, je viens par la présente lettre te présenter M. Laurent-Vibert, de nationalité française. Il est notre ami et l'ami du général Weygand, le Haut-Commissaire en Syrie. Je te prie de faire tous tes efforts pour lui procurer les facilités nécessaires, pour lui prêter aide et secours, et empêcher tes hommes de prélever la Khouwa. Si tu lui assures la sécurité et qu'il puisse arriver tranquillement à sa destination, ton acte sera enregistré comme un bon souvenir chez nous et chez les Français.

Puisses-tu durer dans le bonheur !

L'inspecteur,

LLOYD.

Quel honnête langage, et comme il réconforte ! Devant le chef arabe, il n'y a

plus que des Européens, qui s'entraident, qui reconnaissent les supériorités, qui font un front unique, et paisible, et confiant. La lumière franche et fine des yeux du major Lloyd, je la revois tandis que j'écris et, comme je préfère ce regard fier de bon joueur, hardi à l'attaque et à la défense quand il s'agit des intérêts britanniques, aux yeux prêchi-prêcha de tant d'autres, qui ne sont pas, hélas, tous anglais !

Je n'ai pas rencontré le cheikh Dham El Hady, ni le cheikh Agil, ni d'autre. Rien de vivant dans l'immense étendue grise, teintée de vert, rayée de mirages, que les alouettes innombrables et les hardes de gazelles.

Donc la situation en Syrie est infiniment améliorée grâce au Chef, mais il se heurte lui-même, perpétuellement, aux limites de Mandat. J'ai critiqué les divisions en Etats ; elle est en effet absurde si nous restons en Syrie ; l'on m'a fait observer que si nous partions, il fallait bien assurer au Grand

Liban une indépendance à laquelle toute son histoire lui donne droit. L'on m'a dit aussi que les revendications de l'unité syrienne était le cheval de bataille des ennemis du mandat français, et que, la majorité de la Syrie étant musulmane, l'unité voudrait dire écrasement des minorités. Toutes ces observations sont vraies, incontestables, et je suis prêt à toutes les amendes honorables sur mes opinions de naguère, si l'on envisage notre départ comme prochain. Mais, je le répète, discuter cette question en faisant abstraction de l'avenir, me paraît entièrement vain. Rien n'est pareil, aucune organisation ne peut être conçue de la même façon, dans l'hypothèse d'une tutelle française garantie pour une longue période et dans celle d'un départ dans trois ans. Ce serait folie de la part du Haut-Commissariat de pousser des capitalistes ou des industriels français ou étrangers dans la voie des grandes entreprises, avec une pareille menace suspendue sur

leurs têtes. Le provisoire est, ici, absurde et dangereux. Nous y usons la magnifique supériorité du chef, la capacité remarquable de certains administrateurs, la bonne volonté des Syriens, le sang de nos hommes. Il faut chercher et trouver (ce n'est pas mon métier) un moyen de stabiliser notre situation en Syrie. Ce n'est pas une chose désirable en soi, c'est une nécessité. Qu'attend-on ?

Et d'ailleurs pourrions-nous quitter la Syrie ? Puisque les habitants ne veulent pas et ne peuvent pas constituer avant longtemps une armée nationale, peut-on concevoir la France abandonnant ces populations, qui, bien qu'on les ait dotées de drapeaux innombrables (un par état), merveilleusement combinés de formes et de couleurs, sont en fait et en droit sous les plis, plus simples et plus nets, du drapeau français ? Imagine-t-on la figure de la France, à l'annonce de l'entrée victorieuse — et immédiate — des Turcs à Alep, à Damas et à

Beyrouth? Alors puisqu'il nous faut, de toute nécessité, protéger militairement la Syrie, et pour cela y rester, le raisonnement à tenir aux Syriens, comme aux Alliés, comme à la Société des Nations, comme à quiconque au monde, est le suivant : « Vous voulez qu'une nation syrienne se constitue. Nous le voulons aussi. Mais il n'y a pas de nation sans force militaire pour la défendre. Or, les Syriens veulent bien avoir les avantages de l'indépendance, mais ne veulent pas en supporter la charge militaire, et c'est nous, avec les corps vivants de nos soldats, qui la supportons. Ce sacrifice doit avoir, en contre-partie, un droit. Ce droit, c'est l'autorité, et cette autorité prend ici la forme de l'arbitrage. La Syrie est un pays où se trouve une élite cultivée, infiniment respectable, capable de s'administrer elle-même. Mais les Musulmans, comme les Chrétiens, qui ont un droit égal à la liberté et à l'expansion, le veulent chacun pour soi, et pour soi

seul. C'est sous notre impartialité que cette liberté et cette expansion sont possibles, non autrement. Nous prenons à cet égard les engagements les plus formels, ce qui n'est jamais vain quand il s'agit d'un pays qui s'est mis en guerre pour le simple respect de sa signature. — Puis cet engagement pris, laissez-nous nous entendre directement avec la Syrie et le Liban, et vous verrez que cette situation nouvelle, fondée sur l'exacte balance des droits et des devoirs, au lieu d'être ce monstre sans raison du Mandat, donnera à ce canton privilégié de l'Orient, la paix, cette paix, qui, ici comme partout au monde, n'existe qu'à l'ombre des sabres ».

LA ROUTE FRANÇAISE
DES INDES



Nous reviendrons en Syrie. Je vous parlerai à nouveau de Palmyre, de nos méharistes, de l'œuvre qu'il font. Je veux aussi voir avec vous la frontière nord de Syrie, mais tout cela se lie à d'autres problèmes, et il nous faut, pour les comprendre, aller d'abord en Mésopotamie, ou plutôt en Irak, puisque tel est le nom officiel du nouvel Etat où règne le roi Faïçal.

Sans bruit dans le vaste monde, presque à l'insu des journaux, il s'est passé un fait extraordinaire dont l'avenir nous révèlera toute la portée. Une nouvelle route des

Indes, depuis un an, a été créée, pratiquée. L'immense désert, qui n'était jadis franchissable qu'aux lentes caravanes, à travers mille difficultés ou dangers, est devenu tout simplement un seuil, que les automobiles passent avec rapidité, et qui constitue le pont le plus aisé et le plus rapide entre les Echelles du Levant et la Mésopotamie, et par delà, sans aucune solution de continuité, la Perse, le golfe Persique, les Indes, tout l'Extrême-Orient. Désormais en 9 jours vous pouvez aller de Paris à Bagdad. C'est une conquête dont on ne saurait exagérer l'importance. Beyrouth est désormais le port, sur la Méditerranée, de toute la Mésopotamie. La vieille cité phénicienne, qui, jadis, accrochée aux flancs du Liban protecteur, accueillait les navires de l'Occident, a maintenant, Janus pacifique, double visage. Ce résultat, magnifique, qui, à lui seul, constituerait pour notre occupation la plus légitime des justifications et le plus bel

honneur, a été obtenu en moins d'un an. En mai 1923, il n'y avait eu que des traversées hasardeuses et isolées du désert, dont la première fut accomplie par M. Maigret, consul général de France à Bagdad. Quelques automobiles anglaises firent le trajet allègrement. Là haut, dans le nord, veillaient les méharistes rouges.

Le Haut-Commissariat français suscita, protégea, favorisa de toutes manières, deux sociétés qui organisèrent, à raison d'un départ par semaine dans les deux sens, le transport des voyageurs, du courrier postal et de certaines marchandises de luxe. Par une largeur d'esprit que nos Alliés ont été les premiers à reconnaître, le Haut-Commissariat n'a pas voulu savoir si ces compagnies étaient dirigées par des Anglais ou des protégés anglais : il s'agissait là d'une entreprise servant à relier, dans les vues de la pacification et de la civilisation, des pays placés sous mandat français et anglais. Toute aide a été donnée

aux premiers qui se sont proposés et qui ont consenti à courir les risques d'un pareil service. De plus, les services ont leur point de départ en Palestine.

Donc l'un, le plus rapide, part de Haïffa, et va à Beyrouth, puis Damas. De Damas il court directement à Bagdad, par une voie qui est à peu près rectiligne, orientée exactement ouest-est, sans passer par aucun village ni même de point d'eau : 700 kilomètres en tout, dont 650 de plein désert, sans aucun ravitaillement possible. L'Euphrate est traversée à Lutfulah, et après la traversée du désert qui sépare les deux fleuves, c'est l'arrivée à Bagdad. De Damas à Bagdad, la course, sans aucun arrêt pour la nuit, comporte de 24 à 26 heures.

L'autre ligne, dont les points de départ sont aussi Haïffa, Beyrouth et Damas, est plus longue, mais plus pittoresque. L'on va la première nuit coucher à Palmyre. Le second jour mène de Palmyre à Hitt

sur l'Euphrate; le troisième jour, à Bagdad, par la route le long de l'Euphrate : trajet qui peut plaire davantage au touriste et qui ramasse aussi des passagers le long du trajet.

J'ai suivi le premier de ces deux parcours. Bien que rien au monde ne soit supérieur, ni même comparable à la marche lente, rythmée, pleine de rêve, de grandeur, d'une caravane au désert, je conviens que la machine, c'est-à-dire la pensée humaine matérialisée et agissante, quand elle domine ainsi les forces les plus implacables, avec cette allégresse, cette aisance, cette précision mathématique, cet éclat net, poli, cassant, du métal devenu serviteur, a quelque chose de tellement étrange, de si passionné, de si décisif que j'incline volontiers et respectueusement une pensée, trop exclusivement nourrie peut-être des nostalgies virgiliennes, devant cette victorieuse algèbre. Et puis la traversée du désert, cette rapidité continue, cette odeur d'es-

sence, de caoutchouc, de toile et d'huile, ce bourdonnement lourd, sûr de lui-même, de nos deux voitures puissantes, longues, débordantes de sacs et de paquets comme un invraisemblable facteur de Jour de l'an tout cela participe du rêve.

Le départ de Damas, le matin, à l'aube. La ville levantine a encore tous ses volets clos. Une blancheur indistincte vers la Dervicherie. Dans la solitude tranquille des rues, le silence. Les boîtes des petits cireurs de souliers attendent dans l'encoignure du portail de l'hôtel. Un vieil Américain blanc, robuste, cordial, sans aucune complication, attend comme moi les automobiles. Le bruit du Barahda traverse le silence sans le troubler. Les deux voitures, conduites par trois chauffeurs (pour qu'ils puissent se relayer et conduire sans arrêt) viennent se ranger devant les hôtels. Le long des marchepieds, des réservoirs qui ont la longueur même de la voiture se remplissent d'essence. On charge

sur une des autos tous les bagages et le courrier. Dans l'autre, l'Américain et moi. Nous avons devant nous une autre réserve d'essence, le réservoir d'eau, la caisse aux conserves. Le trajet est de vingt-quatre heures, mais on prévoit, en ravitaillement de toute nature, plus de cinq jours de vivres et de combustibles. Nous partons tandis que le soleil se lève. Les petits cafés s'ouvrent, le rôtisseur allume ses feux, le marchand de légumes installe ses pois chiches, ses salades, ses tomates, en belles piles, aux couleurs alternées comme dans un tableau du Titien.

Les jardins de Damas. De chaque côté de la route, sous les oliviers, l'ombre est bleue, les oiseaux chantent, les ânes trotinant, conduisent les cultivateurs à leurs champs, puis la végétation s'abaisse, le ciel grandit, le désert nous ouvre silencieusement ses bras.

C'est une journée merveilleuse, cristalline, un ciel d'un bleu délicat, une lumière

frémissante, tendre, fraîche. Pendant un temps nous longeons une haute montagne, couleur de rose et d'or, puis des ondulations légères, puis rien. L'immensité, comme la mer, sur tout le pourtour de l'horizon. Désert pierreux, roux, avec des herbes courtes et sèches qui parfois s'épaississent un peu.

Dans cette étendue sans borne, nous filons dans nos autos surchargées, à toute vitesse, le long d'une piste marquée seulement par la trace des roues aux voyages précédents et par des bidons jetés au hasard à droite et à gauche, sans que rien, rien, pendant des heures et des heures vienne changer la forme du paysage. Seulement tous les mirages. Des lacs se forment au lointain où frémissent des lignes d'arbres, les lacs deviennent rivières d'argent, puis s'évanouissent. A l'horizon, entre ciel et terre, des promontoires suspendus se forment et défont, des étangs mystérieux s'effilent. Sur des mottes de terre,

quelques blocs de pierre : c'est un château féodal qui s'écroule dès qu'on approche. Un vol d'oiseaux, blancs sur le ciel, deviennent noirs sur le sol. Ils arrivent, se posent. Ce sont des pierres de quartz noir. La beauté infinie et monotone et fière et méditative de cette solitude prend le cœur et l'exalte au delà du rêve.

— A notre droite, à une vitesse folle, un troupeau de gazelles fend l'air et la terre d'un filet de poussière fine. Notre auto coupe la colonne. Une gazelle, détachée, fuit devant nous. Nos chauffeurs se donnent le jeu cruel de forcer la petite bête. Elle tient dix minutes avec un prodigieux courage, faisant des crochets, si légère sur ses membres fins qu'elle semble ailée comme une déesse de métamorphose. Pourquoi s'anime-t-on à cette poursuite misérable ? Ses compagnes ont disparu depuis longtemps comme dévorées par le vide. Seule, elle lutte, sans savoir, sans comprendre, et brusquement sans raison apparente,

elle renonce. | Dans un mouvement adorable, elle se couche, résignée, sous l'immense ciel qui protège sa race depuis des millénaires. Elle ploie ses jarrets fins comme des aiguilles d'acier, et tout son petit corps fauve taché de blanc s'étend sur les graviers et sur l'herbe rude. Elle pose sa tête avec précaution, et quand nos chauffeurs qui voudraient l'avoir vivante se précipitent, ses grands yeux ne sont plus que ceux d'un humble animal désespéré. On lui donne à boire, on la masse. Vains efforts d'une vaine pitié. Elle est morte quelques instants après, sur les sacs de dépêches.

Nous déjeunons, hâtivement, au centre de cet horizon si parfaitement circulaire. Je comprends la pensée de Pascal. Le centre est partout, la circonférence nulle part. Le soleil, très haut, enveloppe d'une poussière lumineuse toutes choses. Une hirondelle, la seule que nous ayons rencontrée depuis le matin, égarée sans doute, tour-

noie sans fin autour des automobiles, passant sur nos têtes ou entre nous, à nous toucher. Il y a dans ses mouvements familiers et vifs quelque chose de civilisé, de confiant, de fraternel. Le ciel est d'une incroyable netteté. La solitude est absolue. Nous repartons.

Le soir descend avec une lenteur émouvante. Nous n'avons rencontré que quelques troupeaux de gazelles fuyant vers le Nord, des vols de perdrix des sables par milliers, quelques outardes blanches; trois cigognes sont passées, haut dans le ciel, le col tendu, les pattes ramassées, calmes, battant l'air de leurs ailes rayées de blanc et de noir. A 300 kilomètres de Damas, dans une sorte de vallée sèche, où les pluies légères de printemps ont verdi le sol, quelques chameaux, très espacés, paissent librement. Ils doivent appartenir à la tribu de Nourri-Challam dont j'ai vu l'an dernier, entre Kariatein et Palmyre les chameaux par dizaine de milliers, couvrir

en tous sens des kilomètres et des kilomètres. Un grand arabe du Nedjd, le visage d'un bronze noir, enveloppé jusqu'aux yeux dans un grand foulard rouge, vient au galop nous reconnaître. Nous échangeons quelques mots. C'est la seule rencontre humaine que nous ferons entre Damas et l'Euphrate.

Le soir descend, la lune monte, une paix infinie tombe du ciel. Nous roulons, du même rythme ronflant, sans arrêt. La nuit vient. Les phares trouent l'obscurité dense. Au-delà, une vague clarté lunaire.

Arrêt rapide pour dîner, et faire du thé. Je m'éloigne à quelques centaines de mètres. Le désert m'accueille d'un souffle irrésistible. Dans l'immensité bleue, rien que le silence, les lumières crues de nos phares, et la flamme vibrante, sifflante de la lampe à chalumeau dont les chauffeurs se servent, à défaut de bois, pour la bouilloire de cuivre, dont aucun Anglais jamais ne se sépare.

Nous repartons. Du fond des voitures, on ne distingue rien, sinon la piste uniforme, les traces sur le sol, la zone claire de nos lumières. Le sommeil est brusque, heurté, sans grâce. Chateaubriand, dans la calèche que grignotait la pluie fine du Tyrol, pouvait rêver à Cynthie. Dans ce bourdonnement et ce chaos, les songes ont je ne sais quelle couleur de guerre et de tumulte. Les yeux fermés, les sens mi-clos, ces rebondissements, ces heurts, ce fracas continu des bidons d'essence, le grincement monotone d'un écrou mal serré, le son lourd, mou, avec le crépitement léger et claquant des pneus qui se décolent sans cesse de la route, toute cette symphonie discordante sert de basse continue à des successions rapides de formes, de voix qui s'ajustent, à tout instant et avec tant de précision, à tous les sons, à tous les mouvements que l'auto communique à tout le corps, que la sensation ne s'abolit jamais que l'on est, en effet, en auto, la

nuit, et que l'on roule, que l'on roule. Ainsi l'on dort, l'on rêve, le temps s'écoule, et, avec tout cela on croit que l'on ne dort pas, que l'on ne rêve pas, que le temps ne s'écoule pas. C'est en regardant sa montre que l'on est bien forcé de constater que l'on a dormi.

L'arrêt nous réveille. Il est deux heures du matin. Les autos vont stopper deux heures. On éteint toute lumière. Les deux autos, à côté l'une de l'autre, forment deux masses indistinctes, fraternelles, qui dorment profondément dans le silence. Nous sommes à 300 kilomètres de tout point habité, perdus.

Nous repartons dans le froid plus vif de la nuit. Une odeur âcre flotte sous les capotes des voitures. Le vent glacé la chasse. Nous roulons. L'obscurité est dense, mais après deux heures, il y a dans l'air je ne sais quel frémissement qui annonce la fin de la nuit. Une blancheur indistincte, qui atténue mystérieusement la lueur de nos

phares, découvre un paysage monotone où se dessinent pourtant des ondulations. La blancheur s'accroît lentement et tout à coup, sans transition, des arbres, une palmeraie, un village, un cimetière, un poste entouré de fil de fer barbelé. Nous stoppons.

Dans l'aube frémissante, je regarde. Où suis-je? Voici un oasis, avec des palmiers souples, nombreux, les palmiers d'Asiè, et vers l'Est, j'en découvre, en files indéfinies.

Tout est différent de ce que j'ai quitté hier matin. Ce village, en boue grise, sort sans transition de la terre grise dont il est fait. Ces coupoles sont petites, humbles, tassées sous les arbres magnifiques. Devant moi le cimetière est d'une pâleur presque bleue. Les tombes sont ogivales, sans stèles à la tête et au pied, différentes de cet Islam familier que je viens de parcourir. Une pyramide en terre marque le centre du cimetière. Rien ne marque mieux la personnalité des tribus et des

racés que la façon dont sont enterrés les morts. Ici, je ne sais plus. Je me sens aux confins d'un monde que je ne connais pas : la mystérieuse Asie. Comme pour répondre à un désir secret de conjuration, l'Arabe qui nous sert de guide, s'éloigne seul, et debout devant le soleil invisible, mais dont les rayons dépassent la ligne des collines pour s'élever, verticaux, vers le Zénith, fait la première de ses cinq prières.

Du village monte brusquement une sorte d'appel, puis, rythmé, le gloussement d'innombrables dindons. Il y a des reprises régulières, des chœurs si véhéments, qu'ils submergent tous les autres bruits qui s'éveillent. Dans l'aube magnifique et sereine, une sorte d'humour étrange, presque un rire, se mêle à la splendeur grandissante de la lumière.

Un drapeau irakien décoloré pend en haut de sa hampe, au-dessus du poste, dont émergent pieds nus, carabine à

l'épaule, quelques grands gaillards impassibles.

Nous repartons. Une sorte de talus marque le bord d'un fleuve. Nous avançons; l'Euphrate. Un grand fleuve jaune, dans une plaine infiniment plate, déroule sa grandeur souveraine. Un pont de bateaux nous permet de le franchir et voici de nouveau le désert, plus triste que l'autre, tout en boue sèche et grise, mais des caravanes y circulent, la piste est large, très indiquée. Des poteaux télégraphiques. Nous allons vers une ville.

Sur notre gauche, sort de la plaine une grande tour écroulée. Ce sont les formes familières à qui a feuilleté les albums de Layart. On distingue les plans des terrasses. L'antique Babylonie a encore ici une sentinelle, et tout de suite après, dans l'étendue jaune, apparaît le front d'une palmeraie qui se perd au Nord, qui se perd au Sud, et qui cache le Tigre. Par dessus les feuillages miraculeusement verts,

d'un vert d'émeraude, une grande coupole, des minarets. C'est Kasméin, la mosquée sainte des Chiïtes, le grand sanctuaire de l'orthodoxie stricte, redoutable.

Mais les palmiers s'ouvrent, des maisons, des maisons : Bagdad. Je regarde de toute mon âme.

Un grand détour dans des cultures, puis le fleuve apparaît, et la ville sur le fleuve. Je suis ébloui. La ville basse, rose, dominée par ses coupoles, baigne toute dans le fleuve, par ses terrasses de terre grise. Vers le Sud, la palmeraie s'effile, s'effile jusqu'à se mêler avec l'eau et avec le ciel. Tout est noyé dans une lumière merveilleusement nacrée. La forme des maisons, toutes les lignes, tout cet éclat transparent, toutes ces teintes, tout est changeant, instable, d'une délicatesse frémissante. Un mystère enveloppe cette nature nouvelle. Sur le Pont, aux costumes de Syrie qui me sont familiers se mêlent des types que je ne reconnais pas, des

voiles éclatants, les hauts turbans immaculés des Hindous. Et sans doute ce n'est pas encore l'Inde, mais c'est le pont vers l'Inde. Le Levant fait place à l'Orient.

EN MÉSOPOTAMIE



LA Mésopotamie du Sud est géographiquement d'une extrême simplicité d'aspect. Deux fleuves, le Tigre et l'Euphrate; le long des bords, des palmiers, à peu près uniquement, bande verte, intensément verte en ces jours de printemps où les orges et les blés naissent, frais et clairs, à l'ombre des palmes; bande tantôt réduite à une ligne d'arbres, tantôt s'élargissant lorsque quelques canaux, près d'un village, ou d'une ville, irriguent des cultures. Ces deux fleuves près de Bassorah se réunissent pour former, masse puissante d'eau couleur

d'ocre jaune, le Chatt El Arab. Les palmiers, sous un ciel plus chaud se pressent davantage.

En dehors de ces zones étroites, rien. Rien qu'une terre absolument plate, une sorte de boue séchée, ou de sable fin sans aucune herbe. Et comme les montagnes de Perse sont trop loin pour qu'on les puisse apercevoir, l'horizon semble celui d'une pleine mer, parfaitement immobile, figée, morte. Aucune transition : un jardin délicieux, dont l'ombre est d'émeraude transparente avec le murmure indéfini des canaux, le vol des oiseaux dans l'ombre hachée de rais de soleil que crée les feuilles des palmiers, un jardin qu'on agrandit à volonté en creusant un nouveau canal, — et tout à côté, le désert, absolu, implacable. La Mésopotamie du sud n'est donc que deux rubans verts extrêmement étroits, posés sur une immensité vide.

Au Nord, c'est-à-dire entre Bagdad et Mossoul, l'aspect change, les montagnes

se rapprochent; l'horizon s'élève, dessine des formes de plus en plus abruptes à mesure que l'on remonte les fleuves; les pluies plus fréquentes du printemps permettent quelques cultures à une distance plus considérable des eaux nourricières. Les palmiers disparaissent pour faire place à des arbres de nos climats. L'aspect tropical du Sud cède peu à peu, à la physionomie forte, rude, sévère de nos pays de montagne. J'imaginai Mossoul, — par le miracle de son nom, — comme une ville de soie dans des jardins pleins de roses. Pas le moins du monde. Mossoul, citadelle septentrionale, agrippée au bord du Tigre, a succédé à Ninive, ville de conquérants farouches; elle dresse ses coupoles en forme de bonnets montagnards, ses minarets et ses portes de marbre gris et noir, en face de sa grande ancêtre, qui, de l'autre côté du fleuve, dans l'éroulement formidable et indistinct de ses remparts, garde, blottie peut-être sur le grand palais d'As-

sour-Bani Pal, sa mosquée miraculeuse, tombeau du prophète Jonas.

Les Anglais, pendant la guerre, tout en marchant lentement vers le Nord, ont établi une ligne de chemin de fer depuis Bassorah jusqu'à Bagdad, puis de Bagdad à Kergach ; la ligne s'arrête à 250 kilomètres de Mossoul, distance vite franchie en automobile. Ainsi ce grand pays possède maintenant une sorte de grande voie de vie et de circulation, une artère de plus de 1.000 kilomètres de long. Dans les wagons de guerre anglais, en assez médiocre état, mais très agréables, parce qu'ils ne sont pas à couloirs et qu'on a tout-à-fait à soi sa cabine et son cabinet de toilette, on roule indéfiniment à une vitesse réduite à cause de la voie, dans ce grand paysage désolé. Pendant trente heures de Bagdad à Bassorah, c'est l'uniformité absolue, très favorable à de très lentes rêveries. Les gares en ciment, en tôles ondulées, avec leurs réservoirs pleins d'eau pour les machines et

leurs « canteens » fermées par des planches, ont cet aspect nu, brûlé, inhospitalier, sans le plus léger soupçon d'art ou de goût qu'offrent de notre temps, toutes les improvisations coloniales. Dans ces trente heures, il n'y a que quelques rares minutes, où les portières du compartiment découpent autre chose que le ciel d'un bleu lourd, l'étendue jaune rayée de fils télégraphiques, et de mille en mille, la plaque bleue administrative, avec un numéro croissant ou décroissant suivant le sens de la marche. Quelques rares minutes : la traversée d'un petit affluent de l'Euphrate. Le train stoppe dans un oasis incroyable de fraîcheur. Le site de Babylone : de vagues décombres en monts incertains, écroulés, et par delà la ville immense où mourut Alexandre, les palmiers et les saules de l'Euphrate où les filles de Sion suspendaient leurs lyres. Le train traverse l'Euphrate, puis après de longues heures, à une station qui a le nom étrange de *Ur-Junction*, on distingue à

quelque distance de la voie un haut monticule aux formes régulières. C'est Ur, la patrie d'Abraham. C'est de ce point qu'il conduisit sa tribu sur la Terre de Chanaan. J'ai sous les yeux le berceau désolé, silencieux, du peuple juif. Ici a commencé le grand exode, la dispersion, la *diaspora* qui dure encore, ce mystérieux destin d'une race qui sut se garder intacte, et qui réduite à n'avoir plus de terre, à la fois prédestinée et maudite, domine encore une grande partie de l'univers par les religions issues d'elle, le Christianisme et l'Islam. « Quelle étrange chose, me disait au Caire un des amis arabes, de pure race caucasienne. Nous voici tous deux, vous Aryen, moi Iranien, tous deux de race blanche et noble, et nos deux religions sont des religions sémitiques ». Certes, il y a là un des plus grands mystères du monde et de l'histoire. Souhaitons à nos amis anglais, qui sous la direction de la femme supérieure qu'est Miss Gertrude Bell, ouvrent

les tombes aux squelettes couchés sur le flanc, des contemporains d'Abraham, de porter quelque lumière sur l'origine du peuple élu.

En remontant vers Mossoul, en passant de la Mésopotamie chaude et basse à la région montagneuse, on comprend mieux ce traité de 1916, dont nous avons si légèrement abandonné le bénéfice. Celui qui voudra se rendre compte du détail de cet abandon n'a qu'à lire la très remarquable brochure, d'une netteté, d'une franchise, d'un ton à enchanter tout Français, que lui a consacrée M. Gontaut-Biron. J'en résume les traits essentiels en ce qui concerne la Mésopotamie. En 1916, en prévision des problèmes que poserait l'après-guerre, il y eut entre la France et l'Angleterre une entente, aux termes de laquelle l'Angleterre contrôlerait, sous une forme ou sous une autre la Mésopotamie du Sud, et la France celle du Nord. Cet accord était, à mon avis, tout à fait équitable. France et An-

gleterre avait chacune un accès direct correspondant à leur zone d'influence, vers la Perse et l'Asie centrale. Le partage s'appliquait à deux pays géographiquement distincts. Au point de vue des pétroles, puisqu'enfin il en faut bien parler, la maîtrise de l'Angleterre sur le Chatt El Arab lui assurait la sécurité des gisements de *l'Anglo-Persian Oil Cy* et nous avions, nous, non pas, comme on l'a trop écrit, les pétroles de Mossoul, mais la possibilité d'avoir la haute main sur les puits qui sont encore à percer et les usines qui sont à construire.

Par une aberration qu'explique seule l'ignorance, nous avons retrocédé, à la paix, la région de Mossoul à l'Angleterre et nous avons consenti au tracé d'une frontière absurde qui s'enfonce, en coin, entre les Turcs et les Anglais, jusqu'à ne plus former qu'une sorte de pointe effilée que nos officiers appellent le bec de canard.

Mesurons la portée de pareils abandons. Posséder, en toute certitude, bien garantie par un traité inattaquable, le droit de contrôle sur une terre riche en ressources, et qui nous donne sans peine, la possibilité de parler haut et clair dans toutes les questions d'Asie, avoir sur les flancs de notre empire méditerranéen une marche avec des frontières naturelles, un accès sûr vers ce grand pays ami de la France, qu'est la Perse, réaliser en somme le rêve qui hanta tous les empereurs de Rome, les plus grands, les plus lucides, Trajan, Marc-Aurèle, Julien, posséder ce front de l'Euphrate et du Tigre, auxquels ils se heurtèrent en vain, et abandonner tout cela d'un mot, sans raison valable ! Qu'avons-nous obtenu en échange ? Rien.

Là encore, les Anglais ont joué supérieurement leur partie. Tant pis pour nous ! Je le dis tout de suite : pour la Mésopotamie, je ne tiendrai pas le même langage que pour la Palestine. En Palestine, il s'a-

gissait de droits sacrés, inaliénables. En Mésopotamie, le gouvernement français était dans le domaine des conventions nées de la guerre, et uniquement de la guerre. Il a trahi, sans aucun doute possible, les intérêts du pays, mais cela c'est affaire toute intérieure. La France a signé, elle doit loyalement respecter sa signature. Certes nous ne devons pas détourner notre regard de la faute commise. Il faut au contraire l'approfondir, la méditer. Rien n'est plus fécond que l'examen des erreurs. Mais gardons le secret de ces mélancolies. C'est en toute loyauté, sans l'ombre d'une arrière pensée, que j'accepte l'autorité anglaise en Irak. Je ne prends qu'une précaution. Elle va sans dire, mais, suivant le mot de Talleyrand, cela ira mieux encore en la disant.

Il s'agit de nos écoles et établissements religieux en Mésopotamie. Car, apprenez-le, si vous l'ignorez, comme je l'ignorais, Français, mes frères, nous avons dans cet

immense pays tout juste une cinquantaine de Français et de Françaises; Sœurs dominicaines, Carmes, Dominicains, et ces cinquante Français, seuls, absolument seuls, (nos nationaux sont en nombre infime) représentent la grandeur et la bonté de notre pays. A Mossoul, à Bassorah, à Bagdad surtout, des écoles fonctionnent, assidûment suivies par l'élite de la société musulmane et chrétienne. Il n'est que juste de dire que *l'Alliance Israélite Universelle*, de son côté, a créé des écoles, où le français est la langue principale, et que cela est admirable et excellent. Mais l'enseignement de nos religieux ajoute à la connaissance brute du français cet air de chez nous, le goût de notre culture, la louange discrète et charmante de notre gloire.

Je quitte à Bagdad New Street, la rue principale, défoncée, encombrée, laide en somme, et j'entre dans une petite rue, si étroite, si tortueuse entre ses maisons à balcons clos. A l'entrée, un écriteau :

« *French sisters* ». Me voici dans une école silencieuse sous le soleil. Des balcons où s'ouvrent les portes des classes, descendent des voix jeunes, en cadence. C'est l'atmosphère paisible, active, bourdonnante, d'un vol d'abeilles sur des fleurs de printemps. Je visite toutes les classes, l'ouvroir. Dans la classe des toutes petites, dont tous les regards noirs, ardents, se fixant sur moi, musulmanes et chrétiennes s'unissent fraternellement dans un chœur, où chante le nom de la France. Quelle émotion, irrésistible et douce! Comment ne pas s'y prêter? Je touche ici le point le plus exquis, le plus noble de l'âme française, cette puissance d'expansion, de conquête toute spirituelle, qui confond les étrangers. « Je ne m'explique pas, me dit avec une simplicité merveilleuse la Mère Supérieure, à qui je ne puis offrir ici qu'un témoignage d'infini respect, je ne m'explique pas pourquoi nous réussissons, alors que les autres pays n'y parviennent pas? — Cela me paraît bien

simple, ma mère. Ces enfants se donnent à vous parce que vous vous donnez à eux. Les autres pays voudraient recevoir, en donnant le moins possible. Vous ne calculez pas, voilà tout. — C'est bien possible, me répondit cette femme admirable ». L'histoire de l'orphelinat de Bagdad est typique. Il faudrait parler de toutes nos œuvres, mais je dois me limiter, hélas!

Pendant la guerre, les sœurs dominicaines de Bagdad ont eu une attitude si courageuse et si fière que les Turcs et les Allemands n'ont osé les chasser. « Vous voulez que nous nous en allions, leur disait la Supérieure, nous n'en ferons rien. Nous sommes ici pour le service de Dieu et pour la France. Mais, laissez-moi vous le dire, vous êtes bien peu raisonnables. Incapables, comme vous êtes, d'organiser vos hôpitaux, que nous en chargez vous? ce serait du travail de moins pour vous, et pour nous, nous ne regardons pas la nationalité des malheureux ». Un Oriental

comprend un tel langage, et ce sont elles, chacune à la tête d'un hôpital, qui ont créé le service de santé turc. Ce sont des mains françaises qui ont soigné les blessés musulmans, sauvé les prisonniers anglais (que les Turcs s'apprêtaient à laisser mourir), recueilli les orphelins, pour la plupart arméniens, d'Anatolie, lamentables épaves des exodes et des massacres.

Le gouvernement arabe et le gouvernement britannique ont su reconnaître ces bienfaits. Le premier leur a donné un très beau terrain, sur une large avenue, promenade du dimanche chrétien et du vendredi musulman, au bord du Tigre; le second, une somme importante. Les Sœurs ont immédiatement commencé la construction d'un orphelinat, qui par sa situation magnifique et son importance, peut donner s'il est achevé l'image la plus belle et la plus haute de la France. Mais l'argent manque; les Affaires étrangères sur les instances de notre consul général, M. Maigret, un de

nos meilleurs représentants à l'étranger, ont accordé une subvention ; elle est insuffisante. Laisserons-nous sans appui ces femmes d'élite qui apprennent aux enfants de Bagdad ce qu'est le sourire de la France ?

Ce simple fait montre à quel point le gouvernement anglais est loyal. C'est un Anglais, un officiel, qui bénévolement, prête à nos Sœurs dans la construction de leur orphelinat le secours de ses conseils techniques. Je n'ai pas recueilli la moindre plainte. Demander aux Anglais par conséquent (et c'est la précaution dont je parlais) de maintenir intégralement le droit à la vie de nos œuvres d'éducation et d'assistance, n'est qu'un acte de pure forme. Mais les ententes claires font les bons amis.

Cela dit, quelle est la situation des Anglais dans ce pays ? Question capitale, dont dépend pour une grande part notre politique orientale.

Tout d'abord les Anglais ont-ils en Mé-

sopotamie ce que les diplomates appellent des intérêts spéciaux? Cette demande appelle, en réponse, un : oui, catégorique. Le Chatt El Arab doit rester, en toute justice, sous le contrôle anglais. Il doit le rester pour deux raisons : c'est d'abord une porte vers l'Inde, porte magnifique, incontestable, quand on l'a regardée des rives de Bassorah. Les Anglais peuvent invoquer ces « droits acquis » que nous revendiquons, en ce qui nous concerne, pour d'autres points de l'Orient. Voici plus d'un siècle qu'à Bassorah les Anglais, par l'organisation d'un consulat de première importance, les services nombreux de navigation, l'aide financière apportée au développement économique de la région, ont mérité la prééminence. Rien n'est plus saisissant, aux abords de cette ville basse, divisée par des canaux en quartiers que relient des ponts, sorte de Venise dans les palmes, que de voir le cours immense, lent, royal de ce fleuve, née de deux fleu-

ves. Du bungalow de l'accueillante maison de notre agent consulaire, d'une antique famille attachée depuis de très nombreuses années à notre pays, et où l'hospitalité, la bonne grâce, l'accueil le plus délicat sont de tradition, j'ai vu, mouillés au milieu du courant, en files, les grands cargos britanniques qui chargeaient le grain de l'Irak. Les barques légères, effilées, à la proue et à la poupe recourbées, sorte de gondoles, moins hautes sur l'eau mais aussi rapides que les vénitiennes, glissent, aux gestes des pagayeurs, le long des coques noires et rouges. Les radeaux soutenus, comme au temps de Sennachérib, par des outres gonflées d'air, suivent le courant, d'un mouvement précis, sans heurt. Les palmiers sont si près des flots, qu'ils semblent s'y baigner et que l'on ne sait si le Chatt El Arab, au delà du rideau d'arbres, ne s'insinue pas sous les feuillages, comme une mer. L'*Union Jack* qui flotte aux mâts est ici bien à sa place.

Par quelle sortilège, (la monnaie indienne en roupies et en annas, peut-être?) je ne cesse de penser que je suis ici dans une terre de Rudyard Kipling. On ne dira jamais assez en Angleterre combien l'admirable écrivain, — que nous sommes en France très nombreux non pas seulement à admirer, mais à profondément aimer, — aura contribué à nous faire admettre la grandeur et accepter la légitimité de l'Empire britannique. Comment ne pas se fier à cet artiste, si raisonnable et si puissant qui, mieux que tout autre Européen, et mieux que beaucoup de Français mêmes, a compris jusque dans les nuances les plus fines l'âme de notre pays? Rien n'a été écrit sur la guerre en France de plus émouvant que les lettres parues sous ce titre *Les yeux de l'Asie* et où un cavalier hindou raconte à sa mère, aux Indes, sa vie aux cantonnements français. C'est à lui, le maître qu'hélas, je ne connais pas, et c'est aussi aux Britanniques d'Empire

que j'ai rencontrés et en qui j'ai reconnu la source même de l'ardeur qui court dans les livres de Kipling, c'est à vous, Miss Gertrude Bell, à vous, cher Mr Philby, à vous, sir Henry Dobbs, sir A. T. Wilson, à vous major Lloyd et major Bovill, c'est à vous que je dois d'ajouter beaucoup d'amitié à mes jugements, — même quand ils sont sévères. Vous aimez assez la sincérité totale pour sourire à mon ironie, accepter ma critique, et si nous ne sommes pas du même avis sur beaucoup de points (ce qui est fort probable), nous savons bien, vous et moi, que nos discussions si passionnées qu'elles puissent être, ne doivent pas porter atteinte à la cordialité. Quel est le général anglais qui avait coutume de dire : « L'Empire britannique, est, après la Providence, une des institutions les plus propres à assurer la paix du monde ». Je vous le déclare tout net, je suis tout à fait de son avis, et voilà, je pense, une excellente base de conversation.

Une autre justification de la présence des Anglais en Mésopotamie est constituée par l'importance de leurs installations, sur le Chatt El Arab, pour l'exploitation des pétroles de Perse. Tout est en territoire persan ; puits et usines, mais le débouché se trouve sur une rive du fleuve. En face, le territoire irakien. Je n'ai pas visité les puits, à 250 kilomètres du fleuve et relié à lui par des pipes-lines de 250 kilomètres, mais seulement l'usine d'Abadan, où se raffine l'huile précieuse. C'est un des spectacles les plus étranges de ce monde, un roman de Wells réalisé. Du désert, surgit brusquement, couverte d'une nappe de fumée lourde, noyée dans une odeur âcre, une usine aux cent cheminées, aux réservoirs énormes, de couleur différente suivant les produits emmagasinés : essence pour auto, pétrole lampant, huile lourde pour lamarine, produits lubrifiants. Sur le sol crevassé, teinté curieusement par les décompositions chimiques, un énorme intes-

tin de tuyaux qui s'entrecroisent et se superposent couvre le sol, conduisant d'un point à un autre, pour les opérations successives, le liquide venu, en torrent clos, des montagnes. C'est le pétrole lui-même qui chauffe les fours, crée la force motrice. Des turbines géantes, nettes, s'alignent sous les hangars. Hélas! je ne connais rien à tout ce travail dont je sens seulement la puissance. Un village indigène de Persans, d'Irakiens et d'Hindous, de 20.000 personnes est installé au sud de l'usine. Au nord, ce sont les contremaîtres anglais, stricts, rasés. Le directeur général, l'ancien Haut Commissaire en Mésopotamie, Sir A. T. Wilson, mène tout, avec une autorité créatrice.

Sur le bord du fleuve, des wharfs où aboutissent les canalisations, servent à charger les 60 cargos spéciaux de la Compagnie, sans cesse en va-et-vient par le monde.

Je mesure mieux encore la grandeur de l'entreprise, quand dans le moto-boat que

j'ai loué à Bassorah, je m'éloigne de la ville nouvelle, poussée d'un coup dans le golfe Persique. C'est vraiment un des points extrêmes de notre vieux monde. Le Chatt El Arab est immense, avec des bras indistincts. Le clapotis des vagues grises, dans l'étendue limoneuse, rejoint le ciel gris où un soleil très pâle modèle à peine des nuages à la dérive, sous le vent. Les palmiers ne sont plus qu'une ligne sans consistance mangée en bas par les flots troubles, mangée en haut par le ciel! Où est la mer? à droite, à gauche, très loin dans le sud? ou derrière cette île qui semble flottante? On ne sait plus. Les éléments se confondent comme au début du monde, et dans ce paysage préhistorique, on aperçoit longtemps, lorsque déjà claquent au vent frais les tentes du moto-boat, la nappe mobile, colorée de flammes, des fumées de l'Anglo-Persian.

Malgré ses droits et malgré tout le tra-

vail déjà accompli, l'Angleterre rencontra de graves difficultés, on sait qu'elle a fait entrer l'Irak dans le système arabe de la famille Hussein. Hussein, le père, Grand Chérif de la Mecque, descendant de Mahomet, est roi du Hedjaz ; Faiçal, roi de Mésopotamie ; Abdallah, émir de Transjordanie. Faiçal est Majesté, Abdallah n'est qu'Altesse. — Ce système qui a son point de liaison avec l'Angleterre en Egypte dans un bureau qui concentre les intérêts de toute la famille, a causé aux Anglais un certain nombre de déceptions. Il est hors de doute que Faiçal, dans son palais vaguement octogone, ne jouit pas en Irak d'une véritable autorité. Nos alliés ne mettent aucune discrétion à dissimuler qu'il n'est qu'un homme entre leurs mains. Comment les Arabes accepteraient-ils son pouvoir ?

Ils l'acceptent d'autant moins que son droit à exercer l'autorité lui est contestée, en doctrine et en fait, par un personnage tout-puissant, Ibn Séoud, chef de la secte

des Wahabites, dans le Hedjaz. Confrérie musulmane de stricte observance, elle a l'influence des Purs. Indépendant du roi Hussein, Ibn Seoud démontre par des incursions fréquentes et hardies en Irak et en Transjordanie, la faiblesse profonde de l'Emir et des deux Rois.

Si l'autorité de Faïçal est défaillante, comment y suppléer? L'administration directe anglaise, nette, avouée, est bien difficile pour ne pas dire impossible. Les Anglais ont aussi le mandat de la Société des Nations et doivent rendre compte, tout comme nous. Il faut une façade. Quand j'étais en Mésopotamie, les élections battaient leur plein. Le suffrage universel est partout absurde. En Irak, c'est une plaisanterie. J'ai vu des députés fraîchement élus. Je dois à la vérité de reconnaître qu'ils n'en étaient pas plus fiers. Les Anglais tentent la même opération qu'en Egypte, mais avec moins d'apparence de raison. Une fois le parlement Irakien réuni, il s'agira de lui

faire voter *librement* un traité anglo-irakien dont les termes sont connus, substituant un régime stable de protectorat au régime incertain du mandat. Le principe me paraît la sagesse même, mais le procédé est vraiment un chef-d'œuvre d'humour. Aux dernières nouvelles, on annonce des troubles, des meurtres politiques au sujet de ce traité. Je me défie des agences et des renseignements qui viennent de pays arabe. Mais le nombre ou la gravité des attentats ne signifie pas grand'chose. Les Anglais souffrent, au point de vue politique, du même mal que nous en Syrie: le manque de clarté dans leur situation légale. Cette obscurité permet toutes les intrigues, toutes les espérances, avouables ou inavouables.

Une autre difficulté est née de l'impuissance où se sont trouvés les Anglais à développer économiquement ce magnifique pays. Il peut offrir de quoi nourrir des millions de familles. Il suffit de reconstituer l'irrigation qui existait dans l'antiquité,

par des procédés beaucoup plus modernes et expéditifs. L'élément indigène en est incapable ; les Anglais ont essayé d'introduire en Irak des Hindous. Cette tentative a échoué devant l'hostilité de la population et aussi devant la difficulté qu'ont les paysans de l'Inde à se dépayser ; les Hindous ont dû regagner leur pays.

Mais tout cela ne serait rien sans le fait beaucoup plus grave de l'insuffisance des forces militaires anglaises dans ce vaste pays. Nous touchons là un des points les plus délicats de la politique britannique. On sait que l'Angleterre, qui pendant la guerre avait établi le service militaire obligatoire est revenue, la paix signée, au système d'autrefois. J'ai vu, dès 1919, dans les gares de Londres les affiches, aussi alléchante que possible sur la vie du soldat anglais (*It is THE life*), qui poussaient les jeunes hommes à s'engager. Les luttes civiles en Irlande ont tari, dans une grande mesure, la source abondante en

quantité et en qualité où s'alimentait le recrutement britannique. Les Dominions n'entendent pas, non plus, se soumettre au régime, en effet épuisant, du service militaire universel. Pour les troupes indigènes, les Anglais supportent les conséquences d'une politique qui n'a jamais visé à l'assimilation. Si nous avons un grand Empire sans marine de guerre, ils en ont un, immense, sans armée nationale. Ceci est, pour l'instant, plus grave que cela. J'en avais eu l'an dernier l'impression très nette en Transjordanie; je l'ai eue cette année, plus forte encore, en Irak. On sait combien l'expédition anglaise en Mésopotamie a été meurtrière, on sait moins que la guérilla, les guet-apens, ont coûté, même après la paix, beaucoup d'hommes à nos Alliés. C'est un effort qu'ils ne pouvaient indéfiniment soutenir. Présentement, l'Irak n'est tenu que par des troupes peu nombreuses, et, comme partout ailleurs dans l'Empire, par des escadrilles d'avions. C'est insuffisant.

La sécurité n'est pas parfaite. Quelques jours avant mon arrivée, deux officiers anglais revenant du tennis ont été assassinés, tout près de Bagdad, la nuit tombante. Lorsque, en compagnie du consul de France, je revins, certain soir, de Babylone, en auto, le poste de police irakien, à 5 kilomètres de Bagdad et en vue des lumières de la ville, nous arrêta vers 7 heures du soir, avec des gestes et des cris. Dans la lumière de nos phares, quelques motocyclistes de l'armée anglaise, arrêtés, et une auto avec deux Anglais et trois Irakiens. « Vous ne pouvez aller plus loin, la route n'est pas sûre. Il y a des brigands ». Nous prîmes la tête de la colonne. D'ailleurs, pour une raison que je n'ai pas sue, au bout de quelques instants, personne ne nous suivait plus. Nous recueillîmes, en route, un autre motocycliste militaire égaré parmi les pistes très mal tracées, et je dois dire que nous rentrâmes en ville sans le moindre incident.

Il n'y a pas lieu, d'ailleurs, d'exagérer cette insécurité, dont je n'eus jamais, pour mon compte, à souffrir. Ce qui est plus grave, c'est la question de la frontière nord turco-anglaise.

Cette frontière, telle que l'ont établie les traités de 1916 est géographiquement naturelle et militairement suffisante. Elle couvre Mossoul. Mais elle s'appuie à l'est sur le massif du Kurdistan, où habite une population farouche et indépendante, peu disposée à reconnaître quelque autorité que ce soit. Les Turcs n'en étaient jamais venus à bout. Les Kurdes ont trouvé en la personne du Cheik Mahmoud un chef énergique, qui après avoir eu maille à partir avec les Anglais, après avoir été même leur prisonnier, s'est campé avec obstination à Suleïmanié, sa capitale, bien résolu à ne pas tolérer dans son pays la présence des Anglais, et résolu aussi à ne pas accepter de leurs mains son autorité, ce qui ferait de lui leur vassal. Les Anglais ne pouvant

organiser une colonne, se bornent à envoyer de temps à autre des avions lâcher sur Suleïmanié quelques obus, dont Mahmoud ne se soucie, et par un trait que je trouve assez plaisant, envoient en même temps au Kurdistan des émissaires pour que les élections au parlement irakien se passent suivant les règles les plus démocratiques, et que les actes dudit parlement ne puissent être frappés de nullité comme ne représentant pas la volonté de l'Irak tout entier.

Tout cela, c'est un jeu. La réalité, c'est l'insurrection en permanence et victorieuse dans l'angle nord-est de la frontière.

Une menace singulièrement plus grave est la menace turque. Au traité de Lausanne, les Turcs, comme de juste, revendiquèrent la région de Mossoul. Lord Curzon refusa net. La question faillit rompre les pourparlers. Un beau matin, plus de difficultés. Les Turcs et les Anglais se déclarèrent d'accord pour éluder le problème, qui serait réglé par une entente

particulière. Le traité de Lausanne put être parachevé et signé. Que cachait cette mise en scène? Je n'en sais rien. Cachait-elle une entente secrète pour accorder aux Turcs une rectification de frontière en leur faveur? C'est ce qu'on crut en Mésopotamie, et tous s'inquiétèrent. Que l'on donnât Mossoul aux Turcs, ou qu'on rapprochât la frontière très près de cette ville, le résultat était le même. C'était briser au profit des Kémalistes l'unité de la Mésopotamie. Entre Mossoul et Bagdad, la plaine est unie, sans obstacles sérieux. Les Turcs n'ont qu'à descendre en colonne, pour s'emparer de tout l'Irak. En outre, quelle menace pour les populations chrétiennes qui sont nombreuses dans le vilayet de Mossoul et qui ont tout à craindre du retour victorieux des musulmans! Nos écoles, qui n'ont même pas la protection d'un consul français de carrière, mais celle d'un agent consulaire local, hésitent à reconstruire leurs bâtiments détruits pen-

dant la guerre. Les hommes du *Colonial-Office* se rendent parfaitement compte de cette situation, mais quels sont les engagements pris par les gens du *Foreign-Office*? Autre hypothèse : les Anglais, par une perfidie que j'ai peine à croire, a-t-elle autorisé les Turcs à prendre une compensation sur les territoires du mandat français, en s'engageant à laisser faire? Ce sont bruits qui circulent. Mais je le répète, je n'y crois pas. Plus qu'une perfidie, ce serait une telle maladresse, plus encore une telle folie, que les Britanniques n'y ont pu songer. Folie et ingratitude, car ils savent bien que c'est nous, avec notre armée au nord de la Syrie, qui protégeons *seuls* nos deux territoires, et que si nous n'avions pas nos troupes métropolitaines et africaines solidement postées le long d'une frontière qui va de la Méditerranée au Tigre, le mince réseau de forces anglaises ne tiendrait pas, ne pourrait tenir.

De là, à mon sens, chez les Anglais de

bonne foi que j'ai rencontrés en Irak, un désir certain de cordiale entente avec nous. L'un des points essentiels de cette entente devrait être, entre Syrie, Irak et Perse, les barrières douanières et administratives abaissées dans un but commun d'échanges faciles et de prospérité. Les mille difficultés créées à l'arrivée des marchandises françaises à destination de l'Irak ou de la Perse, difficultés où il me plaît de ne voir que le zèle maladroit de fonctionnaires à courte vue, doivent cesser, et cesser totalement. La route nouvelle d'accès aux Indes, par le désert, doit être une artère de civilisation et non un prétexte à chicane. On parle dans le monde entier, et notamment en Angleterre, de la nécessité de rouvrir les grands marchés du monde. Cela ne peut se faire qu'avec la liberté des échanges et un traitement égal pour les grandes nations économiques. Voici un point où la Grande-Bretagne peut donner la preuve de sa sincérité,

je dirais même de son bon sens. Nous n'avons, en aucune manière, imposé à la Syrie le monopole des marchandises françaises. Que l'Angleterre, en Irak et en Perse, ne poursuivent pas une politique d'accaparement, donc d'isolement, qui pourrait lui être néfaste, sinon mortelle. Il n'est pas indifférent aux Britanniques de Mésopotamie d'être protégés par les armées françaises de Syrie. C'est un marché où la France donne plus qu'elle ne reçoit : mais il n'est pas dans son génie de marchander.

LA FRONTIÈRE NORD
DE SYRIE



Nous touchons ici au point le plus délicat et le plus douloureux pour nous de la question d'Orient. Si les fautes commises, ici et là, sont peut-être réparables, celle-là est d'une gravité que l'on ne saurait exagérer. Voici les faits, d'une douloureuse brutalité. Malgré notre abandon de la région de Mossoul, ce qui nous restait des accords de 1916 rendait quand même notre frontière acceptable. La Cilicie, petit coin de terre qui géographiquement fait partie de la Syrie au même titre que le Roussillon fait partie de la France,

nous restait, adossée à la barrière formidable du Taurus. Cette frontière, aussi nette, aussi certaine que les Pyrénées et les Alpes se poursuit au nord de la région d'Alep, et va rejoindre, vers Diarbékir, les massifs arméniens où naissent le Tigre et l'Euphrate. Rien n'est plus favorable à la paix que les frontières naturelles. Il n'y a même pas de paix sans elles. Nous les avons, juridiquement, par la force des traités, et militairement, par la force de nos armes et le sacrifice de nos soldats ; nous en tenions l'essentiel, après des luttes difficiles, mais qui, finalement, nous assuraient le terrain et la sécurité. C'est à ce moment que sacrifiant à un fantôme d'amitié turque, dont nous savons maintenant ce que vaut l'aune, et aussi à un fantôme de paix qui est à mille lieues d'être rétablie, leur sacrifiant les intérêts les plus clairs de la France, tout son honneur, la vie même de nos soldats désormais sans rempart devant leurs lignes, notre plénipoten-

taire, M. Franklin-Bouillon, a signé à Angora l'accord du 20 octobre 1921, qui, reporté sur la carte, laisse une impression de stupeur.

D'abord nous abandonnons la Cilicie, où des milliers de soldats français avaient acquis, par leur sang, notre droit à y rester. Nous abandonnons à elle-même, sans combat, une terre riche, fertile, un grenier à céréales et à coton, qui de tout temps a servi à maintenir l'équilibre économique de la Syrie, et nous parvenons ainsi, par un véritable paradoxe, à nuire également à la France, — à la Syrie dont elle est tutrice, — et la Cilicie elle-même. Sous le régime turc, malgré mille promesses jamais tenues, celle-ci se dépeuple. Nous avons dû recueillir dans la plaine marécageuse et malsaine, qui s'étend entre Alexandrette et la montagne, les réfugiés arméniens de Cilicie qui s'étaient confiés à la protection de notre drapeau et qui, dans les chaleurs de l'été et les inon-

dations de l'hiver, meurent lentement aux portes du petit cimetière français émouvant de simplicité. C'est là que reposent nos soldats, morts, inutilement hélas, pour que ne se reproduise pas cette honte : une population à qui nous avons promis la protection de la France et que nous laissons agoniser après n'avoir rien fait pour sauvegarder sa vie. Tandis que je parcourais ce champ de misère, je pensais à cet étendard de France qui seul avait droit jadis de flotter sur les mers du Levant. Notre drapeau, par l'horreur de la politique et des affaires mêlées, n'a pas su, après la guerre où a coulé le plus pur du sang français, couvrir une poignée de malheureux. Jamais je n'ai ressenti comme Français, pareille humiliation.

Alexandrette, le port d'Alexandrette, au fond d'une rade admirable, a vu d'un trait de plume, disparaître ses possibilités d'avenir. Alexandrette, dont le nom seul rappelle le coup d'œil de génie du grand

Macédonien qui avait bien discerné son incomparable situation, est le port naturel de toute la Mésopotamie supérieure. Des routes faciles le relie à l'Euphrate. C'est avec Beyrouth, point de départ de la nouvelle voie du désert, une des têtes de lignes de ce réseau de chemins asiatiques, chemins éternels, nécessaires, qui commandent la politique mondiale et hors desquels il n'y a pas d'avenir économique. On a commis la folie de laisser aux Turcs plus de la moitié de la rade. Le port d'Alexandrette est mis sous le feu des canons ennemis et même de la mousqueterie. Comment, dans ces conditions, envisager les travaux d'aménagement nécessaires. Les wharfs de bois pourrissent. Tout est arrêté. Du quai misérable l'on découvre les lignes du golfe qui dessinent le havre le plus accueillant, le plus aisé. A l'œil nu, on distingue les positions turques, sans qu'il y ait entre elles et la ville ouverte le moindre obstacle. Imaginez-

vous qu'à Bordeaux, les Anglais tiennent la rive septentrionale de la Gironde.

Au nord d'Alep, autre folie. Nous avons cédé aux Turcs les sources qui alimentent la ville. J'étais en Syrie, l'an dernier, au moment où les Kémalistes massaient contre nous des troupes en Cilicie. La population d'Alep était très inquiète, et l'autorité française cherchait des expédients pour parer au danger d'un détournement, d'un barrage ou d'un empoisonnement des rivières. On sait que ces questions d'eau sont, en Orient, questions de vie ou de mort. Par une dérision inconcevable, nous avons accepté, par dessus le marché, l'art. 12 de l'accord d'Angora : « La ville d'Alep pourra également faire, à ses frais, une prise d'eau sur l'Euphrate, en territoire turc, pour faire face aux besoins de la région ».

Et cela continue. La frontière jusqu'à l'Euphrate est constituée par la ligne de chemin de fer. Le talus sud du ballast est

français, le talus nord est turc. Les trains peuvent servir aux deux pays. Mesure-t-on le caractère insensé d'un tel arrangement? une frontière constituée par un ouvrage d'art. Les difficultés sont continuelles, inquiétantes, infiniment dangereuses. Quand un tirailleur français se trompe de portière et descend au nord, il est immédiatement arrêté par les gendarmes turcs. Cela n'est que piqure d'épingle, mais l'on conçoit le péril d'une ligne aussi artificielle, en une plaine sans obstacles, et où, d'un côté les Turcs s'appuient à leur pays et disposent de toutes leurs ressources, avec les admirables camps retranchés de Cilicie et du Taurus, *que nous leur avons nous-mêmes donnés*, et d'un autre côté les Français, formés en corps expéditionnaire, et qui sont, comme on dit, en l'air.

Et quelles facilités pour tous les procédés de petite guerre, énervante, épuisante où excellent les Orientaux! Les tribus nomades, au nord de la ligne, toujours

prêtes, par tradition et par éducation millénaire, au pillage, sont, en toute tranquillité, dressés par les officiers réguliers turcs, formés en bandes auxquels on donne les bonnes méthodes enseignées naguère par l'état-major allemand; les « rezzous » franchissent la ligne de chemin fer, font un coup de main, sur un convoi, une colonne, une patrouille, et reprennent, traversant en un temps de galop la ligne de chemin de fer, la région où les accueillent les officiers turcs, qui font ensuite, à notre réclamation, la mine la plus désolée. Ce ne sont pas des hypothèses. C'est la réalité de tous les jours. Tous ceux qui ont des amis ou des parents là-bas, le savent. Je ne veux pas raconter des faits particuliers, trop douloureux vraiment pour notre honneur. Et puis, à quoi bon ? Il se trouverait sans doute des Français tellement timorés, que ce leur serait un prétexte à suggérer, à soutenir, l'abandon total de la Syrie. Comme diraient les Arabes, nous sommes un peuple de

lions conduits par les moutons et les chalcals.

Avons-nous du moins tiré de l'accord d'Angora, les maigres avantages matériels qui y étaient contenus ? J'ai appris dans ma jeunesse à lire les textes. Dans la lettre d'envoi de l'accord d'Angora, écrite par Joussof Kemal Bey à M. Franklin-Bouillon, et qui commence ainsi. « Excellence, je me plais à espérer que l'accord conclu, etc... » je relève cette phrase. « Le gouvernement de la Grande Assemblée, désireux d'autre part de favoriser les intérêts matériels entre les deux pays, me charge de vous déclarer qu'il est disposé à accorder la concession des mines de fer, de chrome et d'argent se trouvant dans la vallée de Harchite pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans à un groupe français, qui devra procéder, dans un délai de cinq ans à partir de la signature du présent accord, à l'exploitation de cette concession par une société constituée conformément

aux lois turques avec participation des capitaux turcs jusqu'à concurrence de 50 pour 100 ».

Ainsi, dans un accord solennel, destiné à « réaliser une paix définitive et durable », on insère une convention relative à des intérêts, qui sont, de toute évidence, des intérêts *privés*. Voilà la compensation à tant de concessions. On voudrait savoir quel est ce groupe français bénéficiaire de tels abandons? A-t-il eu du moins pleine satisfaction? Ces mines sont-elles riches d'avenir? Si la France a été sacrifiée, on aurait plaisir à savoir que du moins certains Français ne l'ont pas été. Mais comment savoir ces choses? Les antichambres muettes des empereurs byzantins sont remplacées de nos jours par les salles « sourdes et grises » des grandes banques et des parlements. Le peuple n'en sait pas davantage. Il n'a qu'à payer et à se faire tuer.

J'ai eu le grand honneur de vivre quel-

que jours avec nos méharistes de la Syrie, partageant leurs tentes, dans cette fraternité militaire et guerrière, qui est l'une des joies les plus profondes et les plus salubres que l'on puisse avoir en ce monde. Ce livre leur est dédié. Ils sont avec leurs camarades de toutes armes, sur la terre d'Asie, l'honneur de notre pays. On ne parle jamais d'eux dans notre presse si prompte à accueillir tous les récits malpropres de crimes ou de vilénies et tant de sottises dangereuses.

Qui a su, hors le général en chef qui les a magnifiquement récompensés, qu'un matin, de grand matin, un capitaine et un lieutenant (je ne les nommerai pas, car jamais ils ne me le pardonneraient), apprenant qu'un rezzou était massé à un jour de désert, ont bondi, (le capitaine en pyjama), dans la « Ford » de la compagnie, réquisitionné une auto civile, collé deux mitrailleuses dans l'une et dans l'autre, et tous deux, seuls, avec deux tirailleurs, se sont

lancés, à toute vitesse, dans le désert, ont surpris le rezzou, ouvert le feu d'abord avec les mitrailleuses, (qui se sont enrayées naturellement), puis avec leurs « pétoirs », ont démoli 13 chameaux, blessé ou tué plusieurs hommes que les autres ont enlevés, et fait des prisonniers.

Rapidité dans l'attaque, présence simultanée sur tous les points : les 7 pelotons des 2 compagnies méharistes de Syrie sont constamment dans le bled. Tous les deux mois, quelques jours de repos à Palmyre ou à Deïr-Ez-zohr — c'est tout. Instructions sévères : toute tribu ou fraction de tribu se déplaçant en armes doit prévenir la compagnie en indiquant son itinéraire.

L'ordre règne, sauf, comme je l'ai dit, sur la frontière nord, où nous n'avons pas affaire à des tribus allant razzier d'autres tribus, mais à des guet-apens organisés par les réguliers turcs. A part cette zone où l'instabilité est due à notre politique, la

paix est complète. J'ai traversé deux fois le désert syrien. Je n'ai pas eu le moindre incident, même pas la moindre menace d'incident.

Et avec quels éléments obtenons-nous cela ! Les pelotons méharistes, commandés par un officier ou parfois un sous-officier comprennent un cadre de trois, quatre ou cinq Français, et quelques tirailleurs algériens, qui, en toute circonstance, se sont montrés superbes de fidélité et de courage, soit une vingtaine d'hommes au maximum sur une centaine. Le reste est constitué par des volontaires venus de toutes les tribus bédouines surtout du Nedjd. La force française, la discipline forte et souriante de nos officiers, font en peu de jours de ces éléments disparates, une troupe de haute allure. Devant le champ de ruines de Palmyre, où les feux du soleil couchant allument, comme des torches, les colonnes innombrables des temples et des portiques, dans cette étendue d'une

mélancolie et d'une beauté si poignantes, où par delà la ville morte le désert étend à l'infini les mirages et les reflets de ses salines, le cœur est soulevé d'une inexprimable émotion quand apparaissent, drapés de rouge, voilés de blanc, sur les chameaux gris et lents, les méharistes de France. Ils défilent derrière les colonnades, réapparaissent dans le cadre d'une porte monumentale. Balancés à la cadence de leurs bêtes souples et puissantes, ils frappent sur cette cadence redoublée leurs mains brunes l'une dans l'autre, en chantant ces mélopées arabes qui ne finissent jamais, images sonores du désert et de la vie monotone. Un officier, au regard clair, les précède.

Voici, ô Français, les Auxiliaires de l'Empire. Ceux qui accompagnèrent Trajan n'étaient pas autres. Après quinze siècles, ces Bédouins, dont la race est éternelle, ont retrouvé leurs chefs naturels d'Occident. Sous leurs ordres, ils ont repris, en

chantant, les pistes traditionnelles que les barbares ont semées des ruines immenses de l'Empire romain. Que de fois, la nuit, tandis que j'entendais, par delà la toile fragile de la tente, « gargouiller » les chameaux et que pesait sur nous le silence, je rêvais que j'étais couché parmi les troupes de cette xvi^e légion qui près de Damas, quand le cours du Barada eut détruit la route qui longeait le fleuve, la reconstruisit sur les hauteurs, *interciso monte*.

Que de bonté nous mêlons à notre force ! Nos docteurs soignent les Arabes comme ils font de nos soldats, en se donnant eux-mêmes. J'en connais un qui ajourna une permission parce que la petite fille du mufti était malade de la fièvre typhoïde. Ce n'est pas lui qui m'a raconté l'histoire. J'ai goûté, dans ces quinze jours, toutes les joies du monde : un paysage sublime, l'exaltation de ma patrie. Rentré dans mon pays, où tant de Français, et même de bons Français, doutent d'eux-

mêmes et n'osent pas, n'osent rien, n'ont le courage ni de la vérité ni de l'action, que ces chers amis du bled me laissent, en serrant leurs mains, leur exprimer ma gratitude et mon respect. Si ce livre peut émouvoir, chez quelques lecteurs, une fibre française, c'est à eux, à eux seuls qu'il le devra.

EN TURQUIE



LA situation en Turquie des Européens et des minorités chrétiennes est tellement invraisemblable, elle a été voilée d'une façon si systématique par la presse française que, pour en donner une idée claire, je ne vois pas d'autre moyen que de raconter des faits précis, ceux dont en 1923 et en 1924, j'ai été témoin ou que j'ai pu contrôler.

En Asie-Mineure, la haine de tous les Turcs, depuis Moustapha Kemal jusqu'au dernier des hamals, contre tous les chrétiens quels qu'ils soient, est d'une violence

inexprimable. Vis-à-vis des Arméniens et des Grecs, qui habitaient le pays, la politique est d'une extrême simplicité : disparition ou extermination. Je ne parle que de ce que j'ai vu. A Mersine, à Adalia, à Smyrne, il n'y a plus de Chrétiens, à part le personnel des consulats et quelques sujets européens. Les quartiers grecs de Mersine et d'Adalia sont déserts, complètement pillés, en ruine déjà. Les Turcs n'entretiennent aucune de ces maisons dont certaines sont bien construites, et laissent la végétation tout envahir. Dans quelques mois, rien ne subsistera plus. Dans la région de Smyrne, *tous* les villages grecs ont été brûlés de fond en comble et toute la population massacrée ou forcée de s'exiler. Le long des côtes charmantes du golfe, parmi les champs que personne ne laboure plus et les vignes que les mauvaises herbes étouffent, il n'y a plus que des murs écroulés et la mort. A Smyrne même, le massacre, que les autorités consulaires ont

été impuissantes à enrayer, a fait des milliers de victimes dans des conditions d'atrocité inouïe. La ville, promise depuis de longues semaines comme objectif de pillage aux soldats de Moustapha Kemal, leur a été livrée sans que les généraux ou les officiers fissent le moindre effort pour enrayer ou canaliser ce débordement de passion et de haine. Le Consul de France a vu sous ses yeux, noyer des dizaines de Chrétiens, que l'on achevait dans l'eau à coups de pierre, sous l'œil même des chefs. La nuit les projecteurs de nos navires éclairaient la foule mourante de faim et de soif, qui s'écrasait sur les quais et d'où s'élevaient des hurlements. Cette foule habituée depuis des siècles à notre protection, regardait nos canons muets qui eussent en quelques instants rétabli l'ordre. L'incendie provoqué par les foyers très nombreux allumés sur des points très différents de la ville par les Arméniens au désespoir, les pillards turcs soucieux de dissimuler leurs

meurtres, les soldats grecs pris de panique, semble avoir été un fait spontané, qui ne fut prévu ou concerté ni par les uns ni par les autres; le fait subsiste que les Turcs ne firent rien pour limiter le désastre et que le quartier turc resta intact.

Je sais bien que les Grecs ont à leur compte des troubles semblables ou pires. Je n'examine pas en ce moment les responsabilités; je constate le fait que, en Asie-Mineure, les Turcs veulent simplement par l'élimination brutale de toutes les minorités chrétiennes, non pas obtenir l'indépendance politique qu'ils avaient avant la guerre, mais surtout enlever aux Occidentaux tout motif d'intervention. Cette élimination est maintenant *un fait accompli*. A part les Juifs de Smyrne, qui sont restés en majorité, et les quelques Chrétiens, sujets européens, il n'y a plus en Asie-Mineure que des Musulmans.

Mais cette violence, sans précédent dans l'histoire de ces trois derniers siècles, s'est

manifestée également contre les Occidentaux établis dans le pays et contre les Consuls eux-mêmes. Je répète que je ne veux citer que des faits dont j'ai été acteur ou témoin, ou qui se sont passés pendant mon séjour.

A Mersine, en 1923, tout débarquement de passagers européens, même au cours d'une escale, était interdite. Bien plus, personne n'était autorisé à aller à bord des vaisseaux en rade, même les Consuls, à l'exception du Consul de France qui a conservé ce droit, mais à titre précaire. Je n'ai pu descendre à terre que parce qu'il est venu me chercher à bord; encore avait-il dû demander auparavant l'autorisation du Gouverneur de la ville. Et cela, bien que le Haut Commissariat de Beyrouth l'eût avisé de mon arrivé par deux télégrammes successifs dont le second fut retardé de trois jours par les autorités turques.

A Mersine même, la situation des Européens était très inquiétante. Le Consul de

France ne pouvait télégraphier que par la T. S. F. du stationnaire français quand il était là, et il n'était pas toujours là. Le Consul fut obligé d'aller demander au destroyer américain, le 336, de câbler des télégrammes d'extrême urgence, notre stationnaire étant attendu depuis trois jours et ne venant pas. Le télégraphe turc ne transmettait pas les télégrammes chiffrés et même les télégrammes en clair. Un télégramme envoyé par le Consul de Mersine à notre Consul général de Smyrne et annonçant mon arrivée, n'est jamais parvenu à destination. Un autre télégramme du Consul de Mersine à celui d'Adana n'est pas mieux arrivé. En fait, notre colonie et son Consul étaient complètement isolés du reste du monde.

Nos écoles qui, même en 1921 étaient extrêmement florissantes, étaient fermées comme ne s'étant pas conformées à la législation musulmane. Les salles d'étude étaient vides, ainsi que les dortoirs. Les re-

ligieuses de Saint-Joseph de l'Apparition continuaient à faire la classe à une dizaine d'enfants (au lieu de 200), filles des Consuls, et de quelques Européens, mais ces enfants étaient obligés de venir furtivement à l'école en cachant sous leurs tabliers leurs livres et leur cahiers. Le dispensaire gratuit organisé par les Sœurs fut boycotté. Les médicaments ont été grevés de droits formidables (5.000 fr. de droits pour un envoi de 3.000 fr.). Ces religieuses vivaient derrière leur porte constamment fermée à double tour. Il en était de même des Pères Capucins qui avaient dû fermer leur école. La visite des quelques Français qui formaient sur cette terre, violemment hostile, un îlot résolu à tout, fut poignante.

D'autant plus poignante que lorsque j'y passai, Mersine était le lieu de débarquement et de concentration des troupes turques, massées contre notre frontière syrienne. Sous les pavillons neutres, la contrebande de guerre, hommes et armes,

s'opérait sous nos yeux et sous les canons de nos vaisseaux. J'ai vu à Mersine un vapeur battant pavillon espagnol débarquer 600 hommes ; un autre sous pavillon tchéco-slovaque, était plus mystérieux. A destination de Mersine également, les 500 ou 600 hommes que je vis à Smyrne, s'embarquer sur le Kertch, paquebot russe des Soviets ; le drapeau rouge avec les P C Φ C P flottait en poupe et, au mât d'artimon, la flamme noire où la faucille et le marteau prennent des airs de fémurs croisés. Ces deux barbaries, celle d'Asie centrale que représentaient ces recrues turques, à visage brutal, et l'autre, la slave, plus savante et plus perverse, réunies contre la France en une éclatante complicité, prenaient sur le quai de cette ville brûlée et dévastée, figure de symbole et de mort.

Moustapha Kemal visita en 1923 Adana et Mersine. A Adana, notre Consul avait reçu des Affaires Etrangères l'ordre d'avoir une entrevue avec le Général. Il lui fit, par

deux fois, demander une audience. Moustapha Kemal ne répondit même pas. Notre Consul toutefois se rendit à la gare avec le personnel du Consulat : le Général affecta de ne pas le voir. Ce n'est qu'une fois en wagon, quand quelqu'un de sa suite lui eut indiqué la présence du Consul, que du bout des doigts, il toucha son kalpak.

A Mersine, il fut reçu par les notabilités du pays, qui lui exprimaient leur joie de le voir dans la ville turque de Mersine : « Comment, a dit Kémal, ce n'est pas ici une ville turque. Je n'ai vu dans les rues que des inscriptions en langue étrangère. Commencez à turquifier votre ville avant de la dire turque ». Il faut noter que tout est français à Mersine. Le lendemain, l'écri-teau en verre et en marbre des Messageries Maritimes fut brisé à coups de pierre ; les inscriptions françaises disparurent, et au dispensaire gratuit des Sœurs l'écri-teau au-dessus de la porte fut maculé de bouse de vache.

A la Banque française de Syrie, la bande s'est heurtée à son Directeur, un Français résolu, qui a déclaré que le premier qui toucherait à l'écriveau aurait une balle dans la peau. L'écriveau n'a pas été touché.

Depuis l'an dernier, la situation s'est encore aggravée à Mersine. Le Consul n'a pu garder auprès de lui sa femme ni ses enfants. La succursale de la Banque française de Syrie a dû fermer ses portes. Quant à nos écoles, comment même rester dans une telle situation? Nos Pères, nos Sœurs ont dû regagner la France, quitter la maison charmante que je revois, tandis que j'écris, toute pareille à une maison de la campagne française, avec son petit jardin potager dont chaque bande est soignée avec tendresse, la statue de la Vierge sous les roses, la petite galerie de bois, où il y a des fleurs simples dans des pots de terre, et partout cette miraculeuse propreté. Que vont devenir ces humbles merveilles? La poussière, — puis, le pillage. La France

est ici vaincue, vaincue sans raison, par notre lâcheté.

A Adalia, en 1923, je n'avais pu descendre qu'avec la complicité du Commissaire qui affirma que j'appartenais au personnel du bord. A Smyrne, ce fut pis encore. Un billet que j'avais fait tenir au Consulat par l'agent du *Lloyd Triestino*, fut arraché par un policier turc des mains mêmes d'un matelot du croiseur *Metz*, au moment où sur le quai, il le remettait au quartier-maître du canot pour qu'il le portât au Consul général qui se trouvait alors à bord du croiseur. Il a fallu employer la violence pour avoir mon billet et le Commandant du *Metz*, envoya une lettre très ferme au Gouverneur de Smyrne l'avisant que désormais les marins tireraient sur les policiers qui en useraient ainsi avec la correspondance du Consulat.

Le croiseur donnait le soir de mon arrivée une fête à bord. L'autorité turque avait exigé la liste des invités. Un officier

de police surveillait l'enseigne français en uniforme, pour que personne ne pût monter en dehors des invités désignés.

Des villageois ont tiré l'an dernier sur notre Consul et sur le premier Drogman. On manque couramment de respect à notre Consul, à son personnel, au Commandant même du croiseur stationnaire. D'ailleurs après l'incendie, tant qu'il y eut un croiseur français dans le port, ils n'eurent pas, pendant quinze jours, le droit de communiquer ; des policiers le long du quai faisaient observer cette intolérable consigne.

La poste française, limitée aux seules correspondances des Français, était en 1923 dans le Consulat même, les soldats turcs ayant envahi l'ancienne poste ; aujourd'hui elle a été supprimée comme dans toute la Turquie. D'une année sur l'autre, la situation s'est singulièrement aggravée. Smyrne revient à un état de barbarie qu'elle n'a jamais connue, peut-on dire. Mais voici le fait nouveau qui

s'était produit peu de jours avant mon arrivée cette année et qui est fait pour surprendre bien des gens.

Un beau matin, les autorités turques de Smyrne firent savoir aux consuls alliés que la valise diplomatique, constituant un privilège contraire à l'indépendance et à la souveraineté de la Turquie, serait désormais ouverte par leurs soins et que le courrier en serait distribué par les postiers Turcs. Le Consul général de France vint à bord chercher la valise. Il en fut matériellement empêché par les Turcs. Ainsi des autres consuls. Le fait révoltant signalé à Paris ne suscita même pas de réponse, encore moins de protestation officielle. Il faut dire que Londres ni Rome ne bougèrent. Qu'y a-t-il donc d'empoisonné dans le sang de l'Europe ?

Je relis la lettre écrite par Louis XIV, fils aîné de l'Eglise, au pape Alexandre VII, à l'occasion de l'insulte faite par les gardes corses au Duc de Créqui, ambas-

sadeur de France. « Saint Père, dit le Roi Très Chrétien, mon cousin le Duc de Créqui m'ayant donné avis de l'assassin qui a été commis en sa personne... je lui ai en même temps envoyé ordre de sortir de toutes les terres de l'Etat ecclésiastique afin que sa personne et notre dignité ne restent pas davantage exposées à des attentats dont on a point encore vu d'exemples jusques ici, non pas même chez les barbares, » et la lettre se termine par ces mots : « Je crois qu'il vaut mieux remettre à votre propre prudence les résolutions de cette affaire, sur lesquelles je réglerai les miennes, souhaitant seulement que les vôtres soient telles qu'elles me puissent obliger à continuer de prier Dieu qu'il veuille conserver Votre Sainteté au gouvernement de la Sainte Mère Eglise. Donné à St-Germain-en-Laye, le 30 août 1662. Louis ».

Mesure-t-on notre déchéance ? Une échauffourée de mercenaires inspirait à Louis XIV, vis-à-vis du souverain Pontife,

cet accent d'indignation magnifique et seraine. Les affronts les plus éclatants, « des attentats dont on a point encore vu d'exemples jusques ici », n'inspirent au gouvernement que la peur, peur vis-à-vis des Turcs, peur vis-à-vis du Parlement dont on redoute la faiblesse et la lâcheté, si l'on manifeste quelque énergie.

A Constantinople même, que sont les quelques traits de la défaillance française, constatés l'an dernier, avec la situation présente? Les Alliés en 1923 occupaient encore la ville. Le drapeau français flottait sur Stamboul. Les navires de guerre anglais, italiens, français mouillaient dans le Bosphore. Sans doute, sous nos yeux, nous avons laissé s'établir un gouvernement Kémaliste, par une inconcevable hésitation. Sans doute encore, nous avons laissé ce gouvernement insurrectionnel organiser un régime de terreur qui, en un an et demi, avait chassé de la ville 416.000 non-musulmans (chiffre offi-

ciel des Turcs), surtout grecs, qui avaient préféré abandonner leurs biens s'élevant à 1 milliard 1/2 de francs plutôt que de vivre sous un régime de vexations et sous la menace du massacre. Ils ont fort bien agi. Que seraient-ils devenus, après l'évacuation ?

Présentement c'est l'application systématique de ce qu'on appelait jadis l'*avanie*, et sous quelles formes humiliantes !

Nos écoles ont été soumises, même sous l'occupation interalliée, à tous les contrôles les plus inutiles, les plus oiseux, les plus onéreux. Notre délégué à l'enseignement français, près de l'Ambassade, s'est dépensé et se dépense encore sans compter pour combattre au nom des droits acquis de la France. A Paris même, on lui fait grief de son courage. Tant bien que mal, nos écoles avaient tenu bon, acceptant les professeurs turcs, sans capacité aucune (des officiers ou sous-officiers en retraite) que le Gouvernement leur imposait, acceptant de

les payer à un tarif fixé par le ministère turc, mais les Kémalistes ont eu, un beau jour, une idée très ingénieuse. Ils se sont déclarés laïques, et comme tels, ont exigé que les emblèmes religieux et les crucifix disparussent des écoles. Pour qui connaît les Orientaux, c'était une dérision. Dans un pays où la religion est la base même de la vie sociale, vouloir contraindre des Chrétiens à dissimuler honteusement leur foi, c'était les placer dans l'alternative du départ ou de l'ignominie. Ils refusèrent et en référèrent au Pape. Sans attendre, les Turcs fermèrent d'abord les écoles de Smyrne, puis celles de Constantinople. Vingt mille enfants que formaient nos maîtres sont dans la rue. Nous sommes bafoués. « Les Français ont peur ! » Quelle revanche de l'Islam ! et, ajoutent à voix basse les Turcs, quels imbéciles !

On conçoit que les Anglais ou les Italiens voient d'un œil assez satisfait des mesures qui, si elles les atteignent partielle-

ment (mais d'une manière insignifiante), vident la place de toutes les œuvres françaises. Quand les Turcs, pour leurs écoles, feront de nouveau appel à des Occidentaux (ce qui est certain), ce ne seront plus les Français qui auront l'influence, mais nos Alliés et plus probablement encore nos ennemis.

Voilà le résultat. Est-ce celui que nous voulions ? En face de ces faits, le Chef du Gouvernement français, sur une interpellation, s'excuse au Parlement de n'avoir pas encore fait ratifier le traité de Lausanne. Les Turcs s'impatientent. Marins et soldats des Dardanelles, dont j'ai vu par un matin gris les tombes innombrables sur les hauteurs de Seddhul Bahr et les cercueils d'acier jetés à la côte, est-ce pour cela que vous êtes morts à mille lieues de votre patrie ?

Dans le domaine financier, sommes-nous mieux partagés. Je ne veux prendre qu'un

exemple, celui de la *Dette Ottomane*. On sait que pour garantir les intérêts et le remboursement des emprunts turcs, dont 65 % furent souscrits en France, la Turquie consentit à l'organisation d'une administration européenne, à qui elle remit en gages certaines sources de revenus d'Etat (monopole du sel, timbre, soie, pêche). Ces gages sont gérés par la Dette qui, grâce à une organisation moderne, des écoles, des pêcheries, des usines etc., les fit à ce point fructifier que, outre les dividendes et le service d'amortissement, ils purent rapporter de l'argent au Trésor. Intérêt des porteurs, intérêt des finances turcs, intérêt du pays doté d'établissements modèles : tout était sauvegardé.

Or, — écoutez cela, petits rentiers de France — nous avons accepté que le Gouvernement d'Angora saisisse dans son territoire *tous* les revenus de la Dette, et avec ces revenus, il a acheté des munitions et des armes pour tuer nos soldats en Cilicie.

Nous avons accepté cela, bien entendu — et bien entendu, la France n'a rien su. C'est tellement inouï que je doute presque que mes lecteurs me croient, et j'ai sous les yeux, des textes, des notes officielles.

Après ce premier triomphe, les Turcs affichent la prétention — et l'affichent sans l'ombre d'hypocrisie — de supprimer la Dette, et par la même occasion leurs dettes. Pourquoi nous payer, puisque nous recevons sans broncher toutes les nasardes? Ce serait naïf de leur part. Aussi dès à présent ont-ils tout simplement saisi non plus les revenus mais certains gages eux-mêmes, modifié les lois concernant les gages de la Dette sans nous en informer. Ils sont intervenus dans le choix du personnel; ils ont rendu, par des réductions du budget de la Dette, la gestion impossible, bref ils nous poussent dehors, et quand je dis nous, je dis nous Français, parce que l'on comprend bien que les Anglais qui possèdent en tout 6 à 7 % de la Dette où nous, nous entrons

pour 65 %, ont tout avantage à laisser détruire un organisme, français par sa direction, son personnel et son esprit, pour prendre ensuite la haute main sur l'organisme de contrôle financier qui, nécessairement, se reformera quelque jour.

Croyez-vous que le gouvernement français se soit préoccupé de cela ! Les petits porteurs ? chair de contribuable. Les fonctionnaires de la Dette ? poignée insignifiante d'électeurs. L'honneur de la France ? vous voulez rire. Au traité de Lausanne, les plénipotentiaires turcs obtinrent que la déclaration spéciale qu'ils devaient faire pour confirmer le décret organisant la Dette ne fût pas mentionné au traité : ils n'ont d'ailleurs même pas signé cette déclaration.

Il suffirait d'un geste, d'un mot fortement prononcé, pour sauvegarder nos droits. La Dette, n'est pas fermée, comme le sont nos écoles. Il est temps encore de dire ce mot, de faire ce geste.

L'on va me prendre pour un fougueux ennemi des Turcs. Quelle erreur ! J'en suis ennemi, parce qu'ils nous combattent. Qu'ils viennent à nous, voici ma main. La *philie*, la *phobie* sont, entre nations, des sentiments que je ne comprends pas : je ne suis que profondément francophile. En ce qui concerne les Turcs, j'avoue que non seulement je ne les hais point, mais qu'il y a dans leur caractère beaucoup de traits qui me plaisent : une extrême politesse, un air de vieille civilisation, le courage, une sorte de sérénité, quelque raffinement, cette conception de l'ordre social fondée sur autre chose que l'argent, même cette lenteur à débattre toute affaire, et parfois, succédant à la haine, la candeur d'un regard d'enfant. J'ai subi, comme un autre, plus qu'un autre, l'enchantement des rues étroites, des petites maisons peintes en bleu, des hauts cyprès pleins de colombes. Les silences indéfinis où s'égouttent les fontaines, et cette odeur inoubliable : musc, en-

cens, café grillé, cuir tanné et pourriture, odeur vivante, odeur de mort et de nostalgie. J'ai goûté tout cela, et les longs entretiens et les récits de guerre et de révolution. J'ai cru, moi aussi, au bon Turc. J'ai salué gaîment la victoire de Moustapha Kémal, avec un peu d'inquiétude. Puis j'ai compris qu'il fallait renoncer vis-à-vis du Turc à cette attitude romantique, charmante et commode comme une gandourah, où depuis 1820 nous nous complaisions par paresse et par bonhomie, et qu'il était temps, grand temps pour la France, de redevenir — en Orient — royale.

Je suis tout prêt, d'autre part, à ne garder aux Turcs, s'ils s'amendent, aucune rancune, même légère. L'Oriental ne doit pas être pesé à la même balance que l'Occidental. Il ne comprend qu'une chose : la force. Après, l'on peut s'entendre et devenir très bons amis. Mais il faut leur marquer, et marquer aussi aux Français, les deux points où les Turcs nous

trompent, et où il ne faut pas nous laisser « engeigner ».

C'est d'abord la laïcité : mot, pour un Musulman, vide de sens. La Grande Assemblée d'Angora a élaboré un statut constitutionnel, dont les articles primordiaux peuvent se résumer ainsi : Art. 1. Le régime de la Turquie est une république laïque. — Art. 11. L'Islam est la religion de l'Etat. » Jamais, vous entendez, jamais un Musulman ne verra là une contradiction. Laïque, cela veut dire que *vis-à-vis des Européens* la République Turque aura le droit comme puissance laïque d'exiger qu'aucune religion, aucune maison religieuse européenne ne s'établisse en Turquie. — Mais en Turquie même on ne tolérera aucune religion autre que l'Islam. Car apprenez, ô anticléricaux de France, que ces mêmes Turcs, qui se disent laïques pour fermer nos écoles, ne veulent plus que des Musulmans dans toutes les administrations. La laïcité, quelle bonne façade,

qui a tous les avantages ! Il s'agit de chasser les Français, dont le gouvernement est laïque. Que pourra dire ce gouvernement ? Et sur ce terrain, pourquoi les autres puissances n'accepteraient-elles pas un principe qui ne les gêne point ? On nous exclue et on nous isole. C'est un chef-d'œuvre. Nos doctrinaires sont empêtrés comme des étourneaux dans un filet. Il leur faut trahir ou leur doctrine ou la France. Hélas ! je crains qu'ils n'hésitent même pas.

Mais me dira-t-on, et le Khalifat ? et la suppression des petites écoles religieuses ? qu'en faites-vous, ne sont-ce point gestes laïques au premier chef ?

Ces faits sont très clairs, mais complexes comme tout ce qui est oriental. Que les chefs du mouvement nationaliste, pour la plupart francs-maçons, roulent dans leur esprit de vagues rengaines anticléricales, c'est possible, c'est même probable. Mais voici, pour le Khalifat, ce qui s'est passé. Le mouvement kémaliste, incontestable-

ment patriote et patriote de bon aloi, a eu besoin pour triompher de surexciter l'ardeur populaire, or, en pays musulman, il faut pour cela faire appel au sentiment religieux. Le triomphe de Moustapha Kémal fut donc, en même temps qu'une victoire turque, un succès pour l'Islam tout entier, et tout l'Islam le comprit ainsi. Mais ce fut aussi le triomphe d'une bande, dans le sens fort et traditionnel du mot. Cette bande, il fallut la nourrir, la maintenir. Suivant la pente naturelle de l'âme turque, elle s'installa comme en pays conquis, en Anatolie puis à Constantinople et en Thrace, et, naturellement encore, elle commit des excès. Les chefs s'énervèrent. A Constantinople, ville où tout de même l'influence européenne est plus forte que partout ailleurs et où Pera et Galata débordent sur Stamboul, un parti se reformait, ayant son chef naturel en la personne du Sultan, homme calme, cultivé, mûri par une jeunesse menacée. Pour parer à ce

danger, d'autant plus grave que la personne du Sultan est sacrée, les Kémalistes lui enlevèrent d'abord la qualité de sultan, lui laissant celle de khalife, de chef religieux. C'était trop encore pour l'inquiétude des nationalistes. De plus, l'argent manque et il y a, au Palais, les trésors et les bijoux des Osmanlis. Et puis qui sait? Le grand palais blanc de Dolma Bagtché, sur le Bosphore, peut tenter des convoitises de parvenus et de parvenues. Une nuit, on embarqua de force en quelques minutes le Khalife; tout son sérail suivit. Il n'y a dans tout cela, qu'une opération purement politique où la doctrine n'a aucune part.

On s'est en France beaucoup trop exagéré l'affaire. Le Khalifat n'est pas un des piliers de l'Islam. L'unité du Khalifat ne se maintint que sous les quatre premiers Khalifes. Depuis cette date que de divisions! Les Chiïtes, qui se réclament d'Ali n'ont jamais renoncé à leur schisme. Om-

meyades, Abbassides, Fatimites, sultans de Grenade ou du Maroc, l'unité administrative de l'Islam fut toujours morcelée. Si les Turcs parvinrent à reconstituer un grand empire, du moins les Chiites et les Marocains restèrent en dehors de l'unité.

De même, la suppression des medressés ne signifie pas grand chose puisqu'elles doivent être remplacées par une école supérieure de théologie. De même encore, n'exagérons pas le fait que les femmes de Constantinople sont dévoilées, même habillées à l'Européenne. Relisez les Mille et une Nuits et vous connaîtrez la liberté des mœurs aux beaux jours de Bagdad et du Caire. L'apparence des mœurs peut changer. Le fond demeure, immuable, voilé de mystère.

Tout cela fait partie du vaste système qui permettra de nous éliminer. Même tactique aussi en ce qui concerne les droits acquis des puissances et particulièrement de la France. Nous ne répèterons pas ce

que nous avons écrit pour la Palestine. Du moment que l'Europe victorieuse se moquait de l'histoire, la dédaignait, rebâtissait suivant les principes wilsoniens, les Turcs auraient été bien sots de ne pas s'emparer d'une telle doctrine. Ils ne s'en firent pas faute. Et voici, encore, nos étourneaux dans les mailles.

Que faire? me dira-t on. Critiquer ne suffit pas. Rien n'est plus vrai. Mais notre politique envers les Turcs est inconcevable et pratiquement impossible si nous n'avons pas une *politique orientale*. C'est celle-ci, qu'en toute honnêteté, sans aucune réticence, je vais tenter de définir.

LA POLITIQUE DE LA FRANCE



LA leçon la plus claire, la plus certaine, et l'on me permettra de dire la plus incontestable que j'ai retirée de ces deux voyages, c'est que nous ne pouvons avoir, qu'aucune puissance européenne ne peut avoir en Orient, qu'une politique d'ensemble, qui enchaîne dans une même doctrine les pays qui vont de l'Égypte aux Balkans, et non une politique syrienne, une politique turque, une politique irakienne. Cette unité, cette interdépendance de tous les problèmes et par suite de leur solution, a deux causes. L'une toute historique : ces

pays ont fait partie naguère de l'Empire Ottoman. Les liens séculaires, entre peuples voisins, habitués à partager les mêmes destins, ne se brisent pas en un instant par la volonté de quelques hommes assis autour d'une table. Cette vérité, de bon sens et d'expérience, s'accroît ici d'un second fait. Ces divers pays sont, en immense majorité, de religion musulmane ; or la communauté de foi quand il s'agit d'Islam, n'a aucun rapport avec la solidarité un peu vague qui unit, en notre Occident, ce que l'on appelle des coreligionnaires. Il faut ici préciser. Il faut aussi distinguer, distinguer étant encore, comme a dit Charles Maurras, le seul moyen que l'on ait trouvé pour ne pas confondre.

La religion musulmane n'est pas seulement comme le christianisme, une pure doctrine de salut personnel, d'édification intime, surnaturelle : c'est bien cela, avec toutes les nuances de mysticisme que certains docteurs, ou certaines sectes ont sin-

gulièrement affinées, mais c'est aussi une organisation civile et politique. Les Croyants ne sont pas seulement les adeptes d'une Révélation, mais forment une société d'hommes, ayant les uns vis-à-vis des autres des devoirs et des droits, dont le statut familial, et tout ce que ce statut comporte, est réglé par le même livre, le Koran; son texte, inspiré par Dieu au plus grand de ses Prophètes, s'étend à la fois sur les consciences et sur les corps. Il sépare du reste du monde, en une famille merveilleusement unie sous la miséricorde d'Allah, le peuple privilégié, prédestiné, des Vrais Croyants. Au-delà des frontières de cette famille, s'agitent les autres peuples, les Infidèles vis-à-vis desquels on n'a aucun devoir comparable avec ceux qui sont de règle entre Musulmans. L'on n'est plus tenu à la vérité. Le mensonge, la tromperie n'a pas, ne peut avoir de sanction morale, puisqu'il s'agit d'hommes privés, soit par leur aveuglement soit par la malédiction

de Dieu, des lumières de la vraie foi. Alors que le Christianisme voit dans les peuples non-chrétiens des frères égarés, mais des frères tout de même, pour l'Islam tout Infidèle est intrinsèquement un ennemi. S'il se convertit on lui fait place, avec beaucoup de répugnance et de dédain, dans la maison musulmane; mais pour les autres, ceux qui restent non-musulmans, il n'y a, si l'on entre en contact avec eux que deux attitudes possibles.

Ou bien on les soumettra par la force à l'autorité de l'Islam, et, s'ils se tiennent tranquilles, on leur doit la vie et la sécurité, mais bien entendu ce sont des sujets, n'ayant aucun droit à l'autorité politique. La tolérance, dont on fait preuve à leur égard en raison de la grandeur et de la miséricorde infinie de Dieu et des ordres du Prophète, n'est concevable que s'ils ne tentent rien pour se soulever contre leurs chefs. Et de fait, l'Orient Turc n'a connu les massacres systématiques que lorsque

les Européens eurent déterminé, par leur politique, les Chrétiens, sujets du Grand Seigneur, à se révolter. Je ne dis pas, grands dieux! qu'ils n'aient pas fort bien agi. Je constate seulement, dans les faits, la logique implacable de la doctrine musulmane.

Deuxième attitude dans la lutte contre l'Infidèle : c'est ce dernier qui est le plus fort. Comme rien ne se passe sans la permission de Dieu, cette force de l'Infidèle est un signe de Sa volonté certaine. Il n'y a qu'à s'incliner devant Ses impénétrables desseins, en attendant que Sa miséricorde permette une revanche, certaine, qui se produira, quand il Lui plaira, *inch' Allah*.

Mais, en aucun cas, malgré toutes les divisions politiques, malgré tous les démembrements, malgré toutes les défaites, malgré tous les abaissements, ce qu'un musulman ne doit jamais faire, c'est adultérer le sang d'une race, élue de Dieu pour servir

la vraie foi. Or la race, sa qualité, sa pureté, c'est l'homme qui la transmet, c'est l'homme et non la femme; donc un musulman pourra épouser n'importe quelle femme, de n'importe quel peuple. Mais l'enfant né d'une telle union, s'il est homme, reçoit le Signe qu'il transmettra à son tour, en pouvant prendre épouse où il lui plaira; si c'est une femme, elle devra rester, sous peine de mort, dans la famille des vrais croyants. Voilà le point essentiel de l'Islam, auprès duquel toutes les questions de Khalifat, de voile, de représentation des images, ne sont que jeux pour alimenter la guerre ou fournir à la dialectique des casuistes. C'est le fait essentiel parce que, en tous pays, depuis les origines du monde, ce qui règle les mœurs, ce qui domine l'âme, ce qui forme la conscience des individus, c'est le statut familial.

Aucun raisonnement, aucune considération politique, ne prévaut contre ce fait:

pour un Musulman, un Infidèle quel qu'il soit est entaché — foncièrement, intrinsèquement — d'impureté : impureté morale, impureté physique. L'union d'une musulmane et d'un chrétien n'est pas seulement un crime, mais un acte répugnant. Le dernier des portefaix de Constantinople, pauvre, pouilleux, vêtu de loques, et qui, avec un regard trouble, vous appelle « pacha », considérerait comme un déshonneur, une véritable abjection, de marier sa fille avec le fils aîné d'un lord héréditaire. Avant la guerre, à Constantinople en plein régime jeune-turc, maçonnique et libre-penseur, un jardinier grec qui avait épousé une femme turque, fut abattu, déchiqueté, mis *en morceaux* par la foule ainsi que sa femme, à l'issue de la cérémonie à l'église. Je vous ai rapporté plus haut mes conversations du Caire sur les mariages mixtes. Pas plus en Palestine, qu'en Syrie, ou en Turquie, un mariage entre une femme musulmane et un

Infidèle n'est *concevable*. Voit-on bien toute la portée d'un tel fait?

Mais certains me disent : cet orgueil suprême, cette hautaine réserve, qui a sa beauté, certes, et sa grandeur, ces sentiments ne sont-ils pas en baisse? Ne pouvons-nous escompter à ce point de vue, une transformation de l'Islam, dont les réformes turques constitueraient les premières manifestations? Ce serait, à mon sens, une dangereuse erreur. Partout, sur toute ma route, j'ai constaté — sous des formes diverses, parfois très contenues, parfois sourdement exprimées, parfois éclatantes, le réveil de l'esprit musulman. L'erreur européenne vient de ce que l'on confond cet esprit, traditionnel et religieux, avec les conceptions *politiques*, qui n'ont rien à voir avec lui. Il y a un nationalisme égyptien, un nationalisme arabe, un nationalisme turc, qui participent plus ou moins de l'Islam, mais qui en sont, tout de même, très distincts. Aucun rapport

également avec le panislamisme d'avant-guerre. Ce réveil de l'esprit musulman, que j'ai clairement aperçu, n'est pas une doctrine précise, se formulant dans des revendications définies : le fait est que, partout où il y a des musulmans, qu'ils soient en majorité ou en minorité, ils ont le sentiment de plus en plus conscient que l'Islam, dont ils acceptaient depuis des siècles la défaite en face de la toute-puissance européenne, est redevenu une force morale et matérielle devant laquelle les nations occidentales *ont peur*. La cause de ce nouvel état d'esprit est facile à déterminer et c'est parce que cette cause est simple qu'elle a pu être saisie par tout le monde. Ce n'est pas tant la déception qui a suivi la conclusion de la paix. S'il est vrai que l'Egypte et les Arabes avaient pu, s'appuyant sur le programme wilsonien, espérer une indépendance complète, cette espérance n'avait été caressée que par une minorité de « leaders » politiques

ou de chefs religieux. La masse musulmane, accoutumée depuis le xvii^e siècle, à voir, d'année en année, s'effriter l'autorité de l'Islam, aurait fini par accepter les nouvelles mutilations que les traités ont fait subir à l'ancien Empire Turc. La victoire de Moustapha Kemal, qui fut non seulement une victoire contre les Grecs, mais aussi contre l'Angleterre, et qui fut suivie par une abdication complète des puissances européennes devant la force nouvelle de l'Asie musulmane, est devenue pour tout l'Islam un symbole de réveil. Pour la première fois, depuis le xvii^e siècle, où l'échec du siège de Vienne marque la fin des victoires turques, l'Islam a cessé de reculer : bien plus, les Etats d'Europe ne dissimulent pas leurs craintes. Toutes les espérances s'offrent à nouveau devant les vrais croyants, et l'étendard du prophète va reprendre vers l'Est sa marche triomphale ! Sans doute, la réalité des faits est infiniment plus complexe, mais les

masses musulmanes voient « simple ». Il est impossible de rencontrer un Musulman dans les propos ou dans les yeux duquel on ne lise pas clairement cette pensée : « Maintenant nous sommes deux de jeu ».

Il s'agit ici, nous le répétons, des sentiments qui agitent les masses populaires : les chefs qui peuvent avoir des idées plus larges, mais qui ne sont que des individualités, ont bien à en tenir compte. Il faut, pour avoir une idée claire de la situation, ne pas considérer uniquement les opinions de ces chefs, comme nous sommes trop tentés de le faire. S'ils triomphaient, il faudrait bien qu'ils satisfissent aux sentiments des foules qui les auraient suivis.

Ce sont ces sentiments qui créent l'atmosphère où se développe notre politique. Il faut en avoir constamment la vision intérieure si l'on veut saisir la clef des événements et définir les directions à suivre. C'en est fini de ce cher et vieil Orient où les choses parvenaient toujours à s'arran-

ger, avec un petit café sur un tabouret entre les deux interlocuteurs. Tout cela n'est plus qu'une vieille estampe. Et c'est parce que les hommes d'Etat européens, surtout en France, conservaient dans l'esprit cette image rassurante, alors que les dirigeants de l'Islam prenaient conscience de sa force nouvelle, que les erreurs, les malentendus et d'innombrables fautes graves et vénielles ont compliqué la situation.

Donc, le premier principe dont nous devons être pénétrés c'est que nous avons affaire à des populations avec lesquelles il nous est impossible de négocier comme nous ferions avec des Occidentaux. Ou bien, nous devons nous en aller, purement et simplement, et c'en est fait de l'effort français de plusieurs siècles, — ou bien, prenons l'attitude et le langage de nations résolues à imposer, par tous les moyens, leurs décisions.

C'est faute d'avoir clairement compris

cette vérité, que nous avons eu, les uns et les autres, une politique si hésitante et si trouble. Alors que l'Angleterre s'installait en Palestine ou en Irak, alors que nous nous installions en Syrie, au même moment nous traitions avec les Turcs comme nous eussions fait avec l'Espagne. Nous faisons, à la face du monde, une différence capitale, inouïe, entre les Musulmans de l'Euphrate et ceux du Bosphore. Comment les premiers n'eussent-ils pas été humiliés et les autres fous d'orgueil? Comment ces émissaires innombrables, membres de confréries religieuses ou adeptes de la franc-maçonnerie, qui, à l'heure actuelle, sous les yeux des Puissances, vont et viennent du golfe Persique à Constantinople, de Bombay au Caire, de Damas à Angora, exaltant les les uns, rassurant les autres, informant et s'informant, n'auraient-ils pas fait ressortir que la condescendance des Alliés vis-à-vis des Turcs signifiait faiblesse, et autorisait, pour les autres, toutes les espé-

rances? Croyez-vous que chaque année lorsque, autour de la Kaaba, se réunissent sous le même manteau du pèlerin, — rigoureusement le même, — les milliers de musulmans du Pèlerinage et que s'échangent les paroles fraternelles et les larmes mystiques, croyez-vous que la politique des Puissances européennes ne fasse pas l'objet de commentaires, ne provoque pas des ententes, des promesses, des serments? Sans doute toute cette exaltation se détend au vent du désert et du lent retour, mais il en reste un tumulte d'orgueil et des semences de guerre.

Cette unité profonde de l'Orient, comment la France, j'entends la France officielle, en aurait-elle la notion précise, alors qu'elle n'est pas outillée pour cela. Au lieu de posséder un organisme central pour l'Orient (comme ont les Anglais au Colonial-Office en la personne du *Secrétaire Oriental*), au lieu de multiplier les liaisons

entre les divers postes diplomatiques du Caire, de Jérusalem, de Syrie, de Constantinople, elle n'a que des hommes isolés, ne pouvant communiquer que par l'intermédiaire de Paris, parfois ne dépendant pas du même bureau.

L'unité de l'Empire ottoman facilitait, jadis, l'unité de notre politique. Nous avons suivi docilement le morcellement qu'imposaient les traités. Il serait grand temps de créer, par exemple sous la forme d'une direction nouvelle au quai d'Orsay ayant à sa disposition des agents mobiles actifs, allant d'un point à un autre de l'Orient, cet organisme de contrôle, de fusion de tous les renseignements, de critique et de décision, qui nous manque totalement. Je ne tiens pas du tout à la forme administrative que j'esquisse. Ce n'est qu'une indication.

De même en Orient, le centre de rayonnement de la France n'est plus Constantinople, c'est maintenant la Syrie, où nous

sommes, où nous avons nos organisations civiles et militaires, d'où nous pouvons, d'où nous devons repartir pour faire, une fois encore, la conquête morale et intellectuelle du Levant. Notre Haut-Commissaire n'est pas un Résident de protectorat, c'est le grand Chargé d'Affaires, au plus noble sens du mot, de toutes les affaires françaises dans les Marches asiatiques de notre Empire. Il faudrait qu'il fût tenu au courant de tout ce qui se passe dans tout cet Orient par des hommes (et il n'en manque pas) capables de voir juste. Pourvu d'une large initiative, mais en liaison avec ce « secrétaire oriental » de Paris, seul qualifié pour harmoniser notre politique d'Orient avec la politique générale, il deviendrait capable de l'action la plus haute et la plus féconde.

Mais encore faudrait-il que cette politique de réalisation fût clairement définie. Pour la concevoir il nous faut ramasser en traits, aussi clairs que succincts après

cette longue étude, quelle doit être notre attitude :

- 1° Vis-à-vis des Arabes.
- 2° Vis-à-vis des Turcs.
- 3° Vis-à-vis des Anglais.

LA FRANCE ET LES ARABES

Si l'on ne veut pas se perdre dans la question arabe, il faut se borner à quelques points de fait, seuls capables de déterminer notre action. En dehors de l'Égypte qui suit un chemin solitaire, y a-t-il réellement une nation arabe comprenant la Palestine, la Syrie, la Transjordanie, l'Irak, le Hedjaz, ayant le sens de son passé et de son destin ? Le développement oratoire que vous fait, dans les mêmes termes, tout Arabe un peu cultivé, dès que vous en rencontrez un, soit à Paris, soit en Orient, s'il prouve une certaine communauté de

vues chez les chefs et même un mot d'ordre bien transmis, n'apporte aucune certitude sur la question. Il est certain que si l'on peut parler jusqu'à un certain point d'une nation arabe, il ne s'agit pas, mais pas du tout, d'une *nation* au sens occidental du mot. La masse n'est que musulmane. Pour le Bédouin nomade et même pour ce Bédouin dit sédentaire, mais qui l'est si peu dans ses villages de boue grise et séchée, la religion est, plus encore que pour les autres Musulmans, l'essentiel, l'alpha et l'oméga de leur pensée. Mais cette pensée est souvent réduite aux plus humbles préoccupations, et les exigences implacables de la vie du désert absorbent les rêves politiques, comme fait le sable d'une pluie de printemps. Qu'on ne nous dise donc pas qu'il y a une nation arabe que meut la haine du Turc : la vérité est que cette société arabe est féodale, et que ces chefs féodaux, qui ne peuvent d'ailleurs se souffrir entre eux, ont vu, dans la grande

guerre, et même dans l'intervention des Européens en Arabie, le moyen de se rendre plus ou moins indépendants. A côté d'eux, les intellectuels du monde arabe, qui ont fait leurs études en Europe, et qui ont été tous, avant et pendant la guerre, plus ou moins condamnés ou exilés par les Turcs, avaient bâti, pour servir ces grands desseins, une théorie de saveur révolutionnaire sur la nationalité arabe qui s'appuie évidemment sur un certain sentiment collectif de race, théorie que maintenant ils ressortent et proclament, puisqu'enfin il faut bien « wilsoniser ».

En réalité, cette idée de la grande Arabie a été fortifiée, exploitée par les Anglais, qui y ont vu, très habilement, la possibilité de créer la fausse façade, style Société des Nations, devant une occupation qu'ils jugeaient nécessaire. La famille Hussein ne réussit nulle part, nous l'avons vu. La façade en plâtre s'effrite, et les

Anglais peuvent craindre qu'elle ne s'effondre sur eux.

Dans la zone française de Syrie, il y a des catégories d'Arabes très différents, ceux des grandes villes, de Damas surtout, sédentaires ceux-là, de moralité souvent médiocre, très levantinisés, et les Arabes de la plaine et du désert, groupés en tribus et obéissant à des chefs. On peut dire très nettement que nous avons réussi auprès d'eux. A la réserve de la frontière nord de Syrie, la paix est complète. Nous avons en somme pratiqué au désert la politique du Maréchal Lyautey au Maroc avec les grands Caïds du sud, et nous avons obtenu des résultats sensiblement analogues. A part une certaine recrudescence de fanatisme musulman qu'il y a lieu de surveiller, on peut dire que nous avons eu dans la région soumise à notre mandat un succès très supérieur à celui des Anglais. Il nous aurait suffi en somme, négligeant les dis-

cussions plus ou moins académiques sur la nation arabe, de continuer, du seul point de vue français, ces méthodes éprouvées, si notre dissentiment chronique avec l'Angleterre, n'était venu brouiller les cartes et soulever des espérances. Certains chefs arabes n'ont pas perdu la vision grandiose du grand royaume indépendant que la guerre leur avait fait entrevoir. Maintenant ils ne l'espèrent plus que de la discorde des Puissances. Avec une habileté, tout de même un peu trop visible (les Arabes ne sont pas des Levantins) ils jouent en pays anglais la carte française, en pays français la carte anglaise. A Amman, en Transjordanie, je fus reçu longuement en 1923, par l'Emir Abdallah, sous sa grande tente colorée. Après m'avoir fait dire par son interprète à quel point il était ami de la France, il se mit à me vanter son indépendance vis-à-vis des Anglais, puis à m'en dire du mal, évidemment pour m'en faire dire : « Je ne puis

oublier et n'oublierai jamais, lui ai-je fait répondre, qu'il y a 800.000 cadavres anglais dans le sol de ma patrie ». La conversation continua. Après quelques instants, je vis l'interprète (un de ses ministres qui savait remarquablement le français) sourire et me dire : « Son Altesse me prie de vous dire que s'il y a 800.000 cadavres anglais dans le sol de votre patrie, ils y sont « pour l'Angleterre ». — Dites à son Altesse, ai-je répondu, que lorsqu'on est attaqué par un ami déloyal et qu'un ami vous aide à le terrasser, on ne doit pas s'occuper des intentions, mais accueillir cette aide en toute fraternité d'armes ». Cette petite passe n'interrompt nullement, bien au contraire, la courtoisie extrême du dialogue. Cet empressement, et cette courtoisie vis-à-vis d'un simple Français de passage et sans caractère officiel, montre à quel point l'Emir Abdallah tient à se concilier l'opinion française. De même, l'Emir accorda immé-

diatement, sans discussion, au directeur des douanes de Damas, la suppression d'une taxe de 20 % que ses Ministres voulaient établir sur les marchandises en provenance de Syrie. Il suffit que le fonctionnaire français lui dît : « Vous prétendez maintenir de bonnes relations avec la France et vous détruisez, en un geste, toute votre œuvre ». Cet accord a été confirmé officiellement cette année même.

J'ai vu, en février dernier, le Roi Faïçal à Bagdad. Sa courtoisie fut parfaite. Sans tomber dans la rouerie d'Abdallah, mieux renseigné peut-être, il ne m'infligea pas l'humiliation d'être pris pour un imbécile. Mais il ne manqua pas de déplorer les « malentendus » entre lui et la France : euphémisme charmant pour la plus éclatante trahison et le meurtre de nos soldats.

De même lorsque Hussein, roi du Hedjaz, vint à Amman, près de son fils Abdallah, pour tenir une sorte de cour et se poser en souverain pan-arabe, il fut

cruellement déçu de ce que le général Weygand n'envoyât pas auprès de lui de délégation officielle. Que ne nous aurait-il pas promis pour cette sorte de reconnaissance diplomatique? Promesses qui eussent été aussi légères que sur les dunes l'empreinte du pied des gazelles.

Par contre, en Syrie, certains chefs arabes ont une tendance à s'adresser au consul d'Angleterre de Damas ou d'Alep. Et les Anglais, jusqu'ici ont mené en Syrie une propagande antifrançaise qui autorisait les Arabes à s'appuyer sur eux pour nous faire pièce. Et puis, dans le désert, que signifient ces lignes en pointillé que tracent les plénipotentiaires sur les cartes à grande échelle? Les tribus suivant la saison, passent cette ligne pour conduire leurs troupeaux dans les pâturages de printemps ou d'automne. De là l'extrême difficulté de réprimer le brigandage, dans la région ou passent ces absurdes frontières. Après un rezzou fait en ter-

ritoire français, on fait franchir aux chameaux ce tracé tout idéal et on rentre dans la zone anglaise. L'opération peut se faire, bien entendu, dans l'autre sens. Impossible de poursuivre. Il faut des réclamations, des dépêches. Pendant ce temps la bande se disperse, s'incorpore à la tribu, devient insaisissable. C'est pour cela, par exemple que la route Damas-Bagdad, en territoire français presque jusqu'à l'Euphrate est sûre, tandis qu'entre Mossoul et Deïr Ez Zohr nous ne pouvons empêcher les lourds péages, qui pratiquement font désertter une piste facile, et d'un grand intérêt économique. On voit que cette politique arabe de bascule, que les Anglais ont, à mon sens, beaucoup trop encouragée, leur est aussi néfaste qu'à nous-même.

En résumé, il ne semble donc pas que l'heure ait sonné pour la France d'avoir une grande politique arabe, c'est-à-dire de prêter la main à la constitution d'une

grande nation qui, cela semble certain, serait immédiatement dressée contre elle-même et déchirée par l'anarchie. Les chefs féodaux ont besoin d'une puissance *tierce* qui soit un arbitre fort et qui assure à tous, l'ordre, la paix et la sécurité.

LA FRANCE ET LES TURCS

Nous avons, sur ce point, commis les pires fautes. Toute la France, ou presque a commis la même faute. Nous avons été égarés à la fois par le désir de voir donner une leçon aux Grecs deux fois traîtres, par celui de remporter sur les Anglais une victoire militaire en compensation de tant de défaites diplomatiques, et aussi par l'idée que la France et la Turquie, faites pour s'entendre, assureraient par leur étroit accord, la paix de l'Orient. Nous avons cru reprendre ainsi la politique tradition-

nelle de la France. On a oublié que l'amitié avec les Turcs avaient eu pour base, depuis les premières capitulations, la *protection des chrétiens*, accompagnée de la *démonstration de notre force* et que jamais il n'y eut d'alliance, au sens diplomatique et moderne du mot, sur un pied d'égalité. Obligés de nous subir, les Turcs, par commodité et aussi par un certain sens de courtoisie que nous avons en commun et par l'estime où ils nous tenaient pour nos vertus militaires, préféraient les formes de l'amitié. Mais vouloir substituer à cette politique très réaliste, une entente sentimentale, les bras enlacés devant le photographe, était simplement absurde. Dire à un pays à qui l'on vient d'enlever les trois quarts de son empire, que l'on a pour lui de l'amitié, et tout céder pour maintenir cette amitié, est tout simplement une dérision : les Turcs y ont vu — et ils ont eu raison d'y voir — la preuve de dissenti-
ments profonds entre les Alliés qui les

avaient dépouillés, et l'expression du désir ardent de la paix à tout prix, donc de la crainte. Du moment qu'on leur céda quelque chose, d'autres concessions étaient possibles. L'espérance est née d'une reprise de tout ou partie des provinces perdues de l'ancien Empire ottoman.

Dans quelle mesure, l'entente avec les Bolchevistes a-t-elle pu fortifier cette espérance? C'est assez difficile à préciser et je n'ai pu sur ce point savoir la vérité.

S'il est vrai que les principes du bolchevisme sont en désaccord avec la législation de l'Islam, il est certain qu'à beaucoup de Musulmans, le bolchevisme apparaît comme une revanche de l'Asie contre les Occidentaux. D'autre part, certains côtés de l'Islam, surtout l'égalité entre les croyants, peut faire le pont entre les doctrines. Le fait est que la propagande bolchevique pénètre dans le monde musulman, et certaines personnalités en Syrie qui, de leur propre aveu, n'avaient pas cru

cette collusion possible, en sont arrivées à la constater et à la craindre. Mais il ne semble pas que le succès en soit éclatant.

Beaucoup plus qu'une pénétration d'idées, il y a tout simplement alliance politique entre les chefs nationalistes et le gouvernement soviétique, alliance qui paraît très méfiante de part et d'autre, mais qui ne se traduit pas moins par une aide mutuelle; j'en ai été témoin l'an dernier à Smyrne. Les Soviets ont en Turquie des représentants réguliers. J'ai vu au Consulat russe de Mersine, les Délégués de Moscou jouer au tennis en flanelle et souliers blancs. Quoi qu'il en soit, si ces rapports entre Bolchevistes et Turcs ont besoin d'être très surveillés, il semble bien qu'il y ait en ce moment un sérieux refroidissement. Les Russes ont-ils été maladroits? Les Turcs ont-ils senti le danger, d'être dépassés par le mouvement bolcheviste ou plutôt ont-ils compris que l'impérialisme

russe était resté identique, sous une forme nouvelle, à celui des Tsars et que les armées rouges comme celles d'Alexandre II, ne cessent d'avoir à leur horizon le dôme de Sainte-Sophie? Ce grand péril de l'entente entre toutes les forces conjurées de l'Asie, paraît moins menaçant.

A l'intransigeance des Turcs, il n'y a pas de doute qu'il ne faille répondre par une extrême fermeté et non seulement ne pas sembler craindre, mais ne pas craindre en réalité, le bruit des canons ni des épées. Méditons les exemples qui nous sont donnés par l'Italie, à Constantinople. L'an dernier à une réclamation de cette puissance, motivée par une vexation faite à un sujet italien, le Gouvernement turc avait répondu par ces mots : « C'est une erreur ». A quelques jours de là, un matin, un obus parti d'un croiseur italien stationné au Bosphore, frappait le quai, désert à ce moment-là. Enorme explosion, violente émotion. La Sublime Porte demande des

explications : « C'est une erreur » répondit l'Italien.

Cette année les journaux nous ont tous rapporté que quelques torpilleurs italiens ayant mouillé dans le port de Constantinople, les Turcs leur intimèrent l'ordre de partir dans un délai très court. L'ambassadeur d'Italie fit savoir, de la part de son Gouvernement, que si l'on n'accordait pas aux torpilleurs le temps de séjour qu'ils demandaient, un cuirassé viendrait dans les eaux du Bosphore. L'autorisation fut immédiatement accordée.

A tout esprit loyal et connaissant la situation, il semble impossible que la Turquie comprenne jamais qu'elle doit être raisonnable si elle ne sent pas *matériellement* que les Alliés sont plus forts qu'elle, et résolus à frapper; et elle ne le sentira pas, s'il n'y a pas, sur un point, un commencement d'exécution. Sinon, ce seront indéfiniment des vexations systématiques, des avanies continuelles, et par la dispari-

tion totale des minorités chrétiennes, seules commerçantes, non pas, comme on l'a dit le retour à la barbarie primitive (les Turcs ne s'étant jamais jusqu'ici passé des minorités non-musulmanes), mais la *barbarisation*, sous une forme inédite et d'une brutalité inouïe, d'une vaste région qui sera perdue pour notre influence et notre commerce.

Il faut donc une *démonstration de force*. Où la faire, comment la faire? C'est une question d'heure propice. Mais rien de durable ne sera réglé en Orient, si, sur un motif précis et clair, (et les Turcs nous en fournissent chaque jour) insulte à un Ambassadeur ou à un Consul, concentration de troupes, incident de frontière, les Alliés, promptement, avec une énergie et une violence qui ne sauraient être exagérées, donnent un exemple accablant de leur irrésistible puissance. Nous avons commis la faute de soutenir militairement les Turcs contre les Grecs, tandis que l'An-

gleterre commettait la faute de soutenir les Grecs. Les Turcs ne nous ont su aucun gré de leurs victoires et se sont cru tout permis. Ne recommençons plus d'erreurs aussi funestes.

Mais, pour la démonstration de force dont la nécessité s'impose, il est certain que si elle est possible par la France seule (et même dans notre état d'isolement il faudrait la faire), elle serait infiniment plus efficace si elle était interalliée. Donc là encore on en revient à la nécessité d'une entente avec l'Angleterre.

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

Nous touchons ici le fond même, le tuf si je puis dire de la question d'Orient. Si nous marchons d'accord avec l'Angleterre, tout devient, partout, aisé. Sinon, c'est la paix indéfiniment retardée, des troubles

sans fin, des morts inutiles. Cet accord est-il possible ? — Je répond nettement : oui.

Et je répond oui sans faire appel en aucune manière à des raisons de sentiment, à une solidarité d'après-guerre, à une amitié qui est moins profonde qu'on ne le dit mais plus réelle qu'on ne le croit. Je renonce à tous ces arguments qui ne valent rien devant les intérêts vitaux des grandes puissances. En nous plaçant uniquement dans le domaine des faits, je dresse en bon commerçant, sans rechercher les responsabilités le bilan de notre désaccord :

Nous sommes, côte à côte, jetés hors de Turquie, nous pour avoir soutenu les Turcs, les Anglais pour avoir soutenu les Grecs.

Nous avons dû consentir pour les pays placés sous notre mandat à un régime absurde, sans issue, qui nous condamne les uns et les autres à une politique sans netteté, sans grandeur, sans résultats.

La France doit à *elle seule* subir le poids de la défense militaire de la frontière nord de nos possessions communes, depuis Alexandrette jusqu'à Djezireh. Ibn Omar sur le Tigre.

L'Angleterre est dans une impasse sans issue en Palestine, sans force en Transjordanie, très menacée en Irak, et pour nous comme pour les Anglais, un échec serait gros de conséquences, étant donné les sujets musulmans que nous avons, nous, en Afrique du Nord, les Anglais dans l'Inde.

Notre intérêt est donc *identique* pour un accord en Orient. Je ne crains même pas d'affirmer que, si, à la rigueur, nous, Français, pouvons agir seuls, l'Angleterre, sans force militaire effective, ne le peut pas. Si nous quittions la Syrie, nos Alliés sans couverture au Nord ne pourraient pas tenir une semaine contre une offensive turque, tandis que si les Anglais quittaient l'Irak, nous nous en apercevrons à peine.

C'est donc à nous qu'il appartient d'indiquer les bases de l'accord possible.

Quelle est la seule question qui nous sépare? La Palestine. Cette question me semble parfaitement soluble, j'en ai indiqué les traits. A la condition que l'Angleterre nous reconnaisse solennellement la situation privilégiée que nous avons dans ce pays avant la guerre (droits et privilèges de nos écoles et établissements, préminence de notre consul, protectorat des Latins, arbitrage entre les communions chrétiennes) nous ne voyons plus aucun inconvénient à ce qu'elle ait en Palestine la force militaire indispensable pour constituer, au Nord, la garde du Canal de Suez.

De notre côté, nous reconnaissons, loyalement, son protectorat en Egypte et en Irak.

Fort de cette entente, qu'il faudrait ouvertement manifester aux yeux des Arabes par des rencontres, des entrevues solennelles, imposantes ainsi qu'il convient

à deux grands peuples, il nous sera désormais possible non plus de subir, mais d'imposer aux Turcs comme aux Arabes, comme au monde, avec toute la modération que doivent avoir des nations habituées à commander, les conditions que je trouve indispensables à la paix de l'Orient et qui sont :

1° Substitution en Palestine, en Syrie et en Irak, au régime du mandat, d'un régime stable aussi souple que l'on voudra, offrant toutes les garanties imaginables pour les Syriens et les Irakiens, mais qui nous donne à nous, puissances *effectivement protectrices* et protectrices par le rempart de nos soldats, une autorité légale et définitive.

2° Constitution d'une union douanière, embrassant les pays actuellement soumis à nos deux mandats, et conclusion d'un accord avec la Perse. Egalité du régime douanier pour les marchandises en provenance de France et d'Angleterre. Ce serait,

immédiatement, la prospérité économique pour tous les pays arabes, et cette prospérité est impossible sans cette union.

3° Vis-à-vis de la Turquie :

Internationalisation des Détroits.

Sécurité des minorités non-musulmanes sous la protection des Puissances.

Rétablissement, sous une forme ou sous une autre, des garanties que doivent avoir, en pays musulman, les Européens, pour que la vie leur y soit possible; et par suite, rétablissements de nos droits en matière d'écoles et d'établissements.

Rectification de la frontière nord de Syrie, ou tout au moins, neutralisation absolue, avec contrôle européen, de la zone entre le Taurus et la frontière déterminée par l'accord d'Angora.

Conclusion pratique et immédiate : ne ratifions pas le traité de Lausanne. L'objection qu'il a été accepté par l'Angleterre et l'Italie n'est pas recevable. Outre que sans nous, il est inapplicable, et que nous

avons en Turquie des intérêts spéciaux que les autres Puissances n'ont pas, des faits nouveaux se sont produits (arrêt de la valise diplomatique de Smyrne, fermeture des écoles, attaques contre la *Dette Ottomane*, organisation des troubles au Nord de la Syrie) qui montrent que la Turquie poursuit un dessein général auquel il nous faut couper court. Le refus de ratifier le traité, tel qu'il est, marquera, clairement, notre volonté de résister. Et en agissant ainsi, nous faisons non seulement œuvre de bons Français, mais œuvre de bons Européens.

Car, au risque d'être téméraire, je veux dire toute ma pensée : ces accords pour l'Orient dont je viens d'esquisser les traits, ne doivent pas être sans liaison avec l'ensemble de la politique européenne, et pour qu'ils puissent porter tous leurs fruits, il ne suffit pas qu'ils soient réglés par l'Angleterre et par nous, il faut qu'ils le soient aussi par l'Italie.

Angleterre, France et Italie représentent, à l'heure actuelle, dans cette Europe bouleversée, en proie à toutes les passions déchaînées et à toutes les folies, les seules grandes nations, où malgré bien des traverses, subsistent encore avec la force nécessaire, les éléments d'ordre et de raison qui puissent sauver le monde du désastre. Leur entente n'est pas seulement la sagesse, c'est la nécessité. Si les gouvernements de ces trois pays poussent l'aveuglement au point de ne pas comprendre que notre étroite union est l'unique chance de salut pour nos trois patries, une autre nécessité, une autre fatalité, née de la coalition de toutes les haines et de toutes les rancunes, balayera notre vieux monde, et détruira partout la seule chose qui vaille la peine de vivre : la civilisation qui naquit il y a des millénaires sur les bords du Nil et de l'Euphrate, et qui par la Grèce, puis par Rome, est parvenue jusqu'à nous.

Nous sommes — Angleterre, France,

Italie, — les trois principaux héritiers de l'Empire Romain. Devant le danger qui menace la Louve, faisons taire nos rancunes, même légitimes.

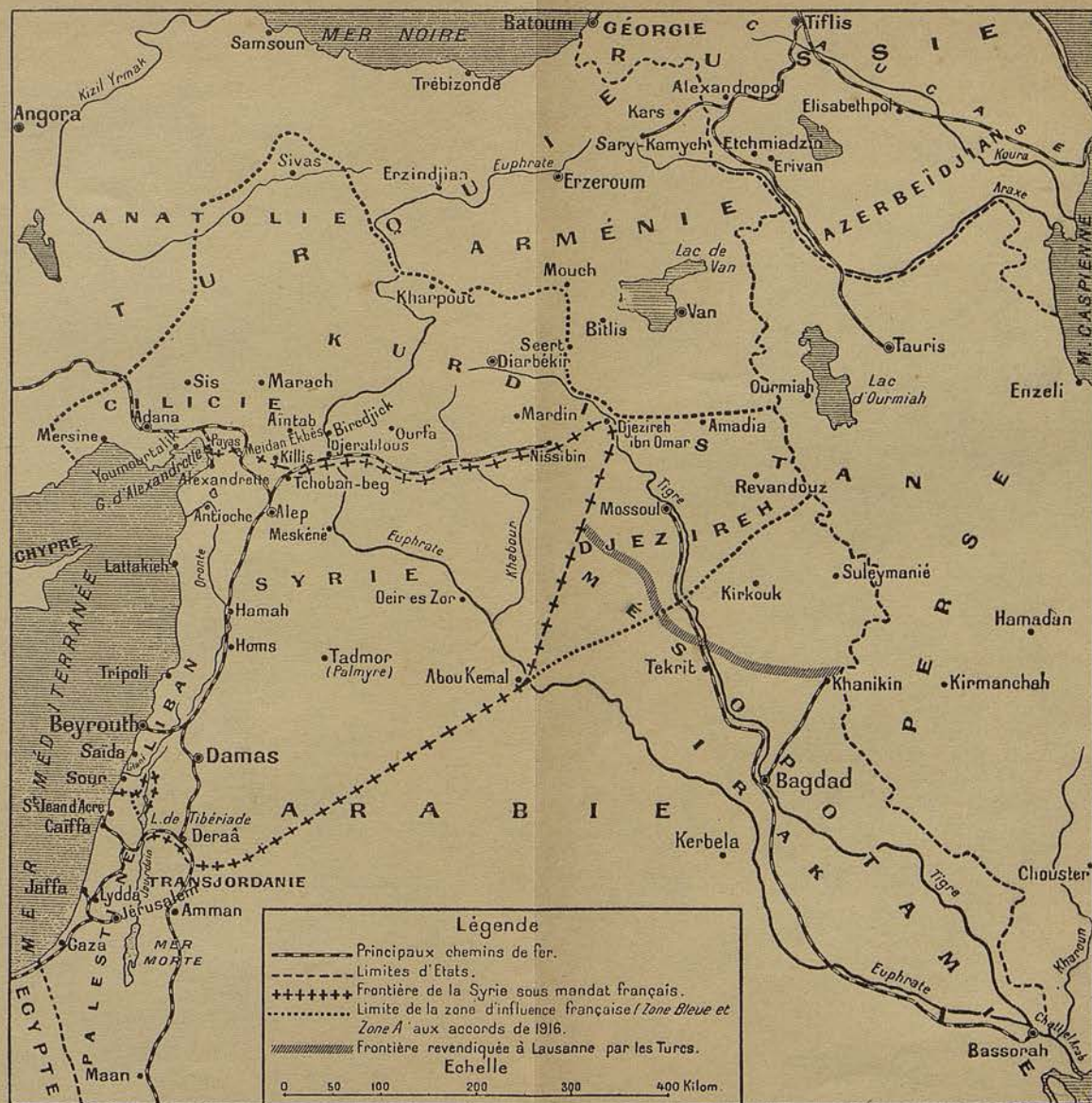
Pour créer entre nos trois Etats un accord durable, il faut que nous prenions tous claire conscience des conditions essentielles de la vie nationale de chacun : pour la France, c'est la sécurité sur le Rhin ; pour l'Angleterre, c'est la liberté de ses routes commerciales ; pour l'Italie, c'est le problème de l'émigration, la possibilité de trouver dans le monde de la place pour ses fils de plus en plus nombreux, de plus en plus forts. En traversant les ruines assyriennes et babyloniennes, en voyant ce pays, aujourd'hui désert, mais qui peut nourrir des millions d'hommes, où il suffit de détourner un peu d'eau des grands fleuves pour transformer le désert en jardin, ma pensée s'est reportée aux quais de Naples où j'ai vu s'embarquer, pour des pays qui maintenant se ferment brutale-

ment devant eux, des milliers d'Italiens en quête de travail, ardents, sobres, laborieux et j'ai pensé qu'il y aurait peut-être pour eux, sur ce point du monde, un rôle magnifique à jouer en même temps qu'ils y trouveraient une terre indéfinie d'expansion. J'entends nos diplomates : « Quoi, vous voulez introduire les Italiens en Orient ! » Que sert-il de détourner les yeux de la réalité ? C'est en ne voulant pas voir les problèmes qu'on les laisse aller jusqu'au point où ils deviennent insolubles. L'Italie est une grande nation, forte, croissante, disciplinée ; croyez-vous que vos silences ou vos mines effarouchées donneront du pain à des centaines de milliers d'hommes, qui, après tout, sont très près de nous, de notre sang, de notre race, de notre histoire. Tout Français, s'il est digne de son nom, a une dette de civilisation vis-à-vis de la patrie de Léonard et du Dante.

Un accord sur ces bases, particulier pour l'Orient, pourrait être le point de départ

d'une série d'accords, qui assureraient, j'en ai la conviction, la paix du monde. Celle-ci ne sera jamais rétablie par la vertu magique de principes abstraits, proclamés dans les congrès, les conférences ou les académies.

La paix, ce n'est qu'un mot, le plus beau qui soit né sur les lèvres humaines et que l'Évangile, le soir de Noël, fait fleurir sur celles des Anges. Mais la paix, sans un autre mot pour la qualifier, n'est concevable que dans l'ordre surnaturel. Dans le domaine de l'histoire, la paix, contraire à l'imperfection de notre espèce, doit être imposée par les hommes de bonne volonté à ceux qui ne le sont pas. Il y eut, dans le passé, la « paix romaine ». Nous aurons la « paix française » si, résolûment, pour l'obtenir, nous mettons notre force au service de la raison.



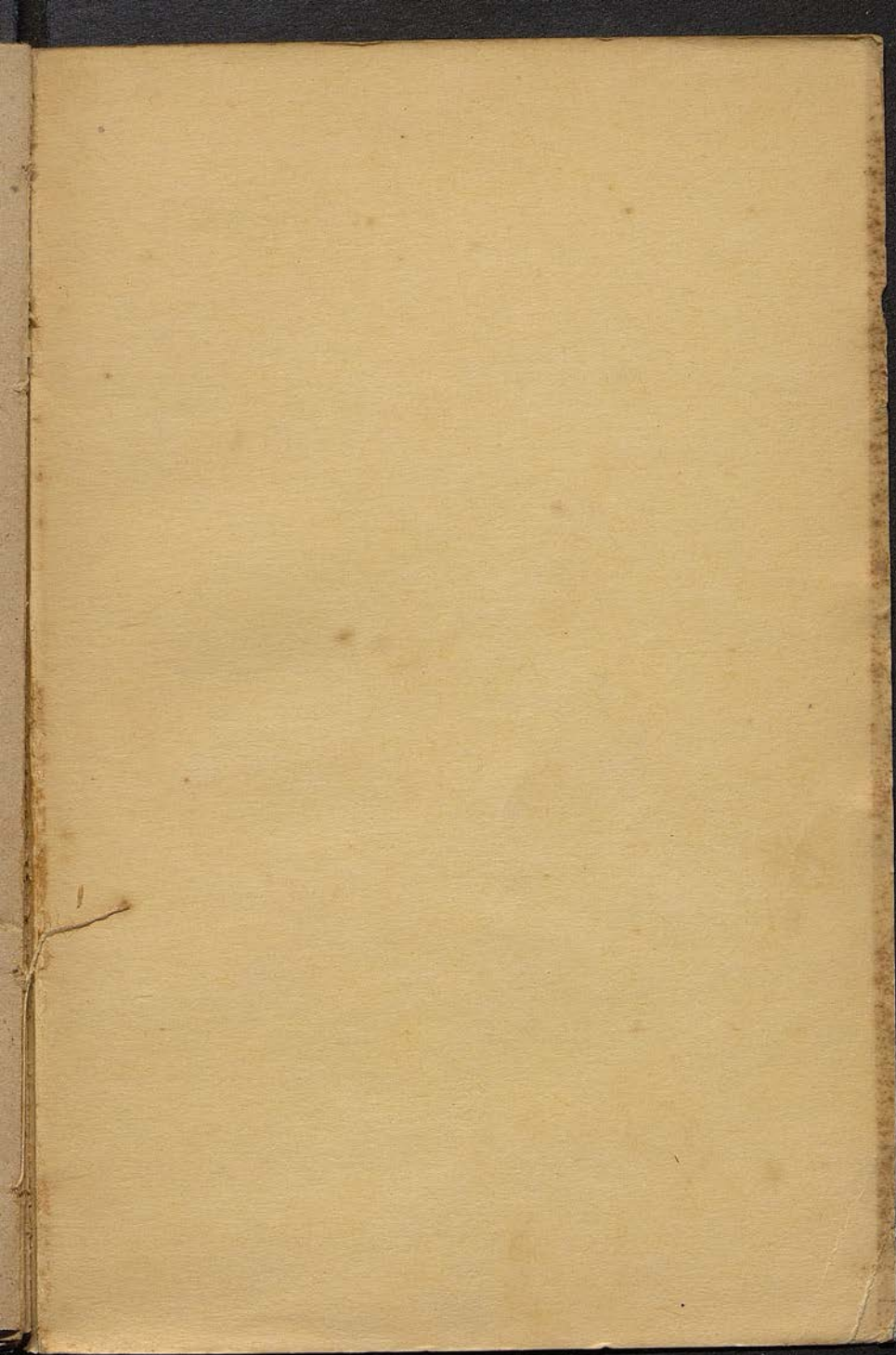
LA FRANCE ET LA QUESTION DE MOSSOUL
Carte communiquée par M. de Gontaut-Biron.

TABLE DES MATIÈRES

J'ai parcouru deux fois.	1
En Egypte	9
En terre sioniste	51
A Jérusalem	77
En Syrie.	113
La route française des Indes	153
En Mésopotamie	175
La frontière nord de Syrie.	211
En Turquie	229
La politique de la France.	261

CE LIVRE
TIRÉ A 3000 EXEMPLAIRES
DONT 60 SUR CHINE
A ÉTÉ IMPRIMÉ PAR
M. AUDIN ET CIE
DE LYON





LAURENT
VIBERT

CE QUE
J'AI VU
EN
ORIENT

7 fr, 50